

Les citoyens du Zimbabwe ont réclamé une réforme de la commission électorale à la veille des élections générales de juillet.

Crédit: Wilfred Kajese/Anadolu Agency/Getty Images

## SECTION 3

# L'ETAT DE LA DEMOCRATIE EN 2018

# L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE EN 2018

Notre rapport de 2018, « Démocratie pour Tous: Au-delà d'une Crise d'Imagination », a examiné les tensions et les défis actuels en matière de libertés démocratiques et identifié clairement les attentes des citoyens, à savoir qu'ils devraient bénéficier de plus de démocratie et d'une meilleure qualité, grâce à laquelle ils auraient plus de voix dans la prise quotidienne des décisions qui affectent leur vie. 2018 a fourni de nombreuses preuves que les restrictions aux libertés démocratiques sont nombreuses et importantes, mais aussi que les gens sont prêts à se lever et à revendiquer leurs droits démocratiques et à concevoir des types de politique à la fois nouveaux et meilleurs.

Ce fut une année marquée par de nombreuses luttes pour affirmer et accéder aux libertés démocratiques. Dans certains pays, la valeur du pouvoir populaire a été prouvée, des manifestations populaires ayant entraîné des changements soudains et surprenants au cours desquels des dirigeants politiques historiques ont été contestés, quelquefois renversés. Bien que les circonstances et la dynamique varient d'un pays à l'autre, c'est souvent la colère de la population provoquée par des manœuvres politiques clairement intéressées et par la corruption à grande échelle qui a déclenché les révoltes. Le pouvoir du peuple a occupé le devant de la scène en Arménie, où la tentative de se maintenir au pouvoir d'un dirigeant impopulaire s'est retourné contre ce dernier de façon spectaculaire, envoyant ainsi les gens dans la rue et obligeant à un changement qui pourrait bien marquer une rupture décisive avec le passé. Les électeurs mexicains, écoeurés par l'échec des traditionnels hommes politiques dans la lutte contre le crime, la violence, la pauvreté, les inégalités et la corruption, ont choisi un inconnu du monde politique comme nouveau président. En Éthiopie, un changement au sommet marque un changement d'attitude de la part de l'État répressif à l'égard de la société civile, donnant lieu à un optimisme mesuré. En Malaisie, le parti qui gouvernait depuis six décennies s'est finalement retrouvé hors du pouvoir, bien que le régime à

venir ressemble beaucoup au régime sortant, suggérant qu'il était en deçà des aspirations de beaucoup de gens en matière de réformes, et rappelant ainsi que dans tous ces pays, un changement réel et durable ne peut provenir de la simple rotation des élites. La société civile au niveau communautaire doit prendre son élan pour exiger plus qu'un changement au sommet. Dans tous ces pays, la société civile s'efforce maintenant de continuer à jouer son rôle, elle oeuvre à l'élargissement des espaces disponibles, à la revendication des droits fondamentaux et des libertés démocratiques ainsi qu'à l'imposition de normes élevées de redevabilité à ceux qui viennent d'arriver au pouvoir.

Les référendums peuvent être la plus belle illustration de la démocratie, en donnant la parole aux gens sur une question cruciale. Mais ils peuvent aussi être des moteurs de division, causant plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, ou des outils servant les intérêts des élites politiques. 2018 a offert des exemples de tous ces éléments. En Irlande, les référendums sur l'avortement et le blasphème faisaient partie d'un processus de changement social radical opéré par les citoyens et intégré dans une démocratie délibérative. Aux Pays-Bas, un référendum a porté un coup dur à la classe politique, qui a rapidement réagi pour empêcher de futurs bouleversements en reprenant le pouvoir aux électeurs. Le référendum sur le changement de nom en Macédoine du Nord a également transmis à la classe politique un message qu'elle ne voulait pas entendre et qui n'a guère contribué à créer une harmonie sur une question qui divise la société. Le Burundi a présenté le dernier exemple d'une récente histoire déplorable dans laquelle les présidents ont imposé un système de vote pyramidal qui n'est ni libre ni équitable pour réviser les constitutions à leur avantage. L'Équateur, de façon inhabituelle, a fait l'inverse, en réimposant les mandats présidentiels par suffrage universel. Autour de tous ces votes, la société civile était aussi active que le permettaient les circonstances, préconisant des avancées en matière de droits et œuvrant pour que les droits soient respectés dans les processus électoraux.



Les précédentes **éditions** de ce **rapport**, ainsi que notre rapport de 2018 sur la démocratie, ont suivi de près l'attrait grandissant dans divers pays envers les politiciens populistes de droite, qui attisent les clivages sociaux, focalisent la haine et ciblent les groupes exclus, offrant des réponses faussement simples à des problèmes complexes. Ils se nourrissent de la colère du public face aux échecs des institutions en matière politique et économique mais aussi de leur insécurité personnelle, formant des coalitions négatives, unies davantage par ce qu'elles rejettent que par ce qu'elles soutiennent, souvent basées sur des discours identitaires qui mobilisent des personnes autour d'appartenances ethniques ou religieuses, et qui se tournent vers le passé plutôt que vers l'avenir. Ils sèment les graines de la fragmentation, de la division et de la polarisation politique. Cette tendance s'est poursuivie sans relâche en 2018, avec une nouvelle vague de soutien en faveur des politiciens populistes de droite à travers un groupe de pays voisins d'Europe centrale, les partis populistes prenant le contrôle de l'Italie et le dirigeant radical Viktor Orbán renforçant son emprise sur la Hongrie. Dans d'autres cas, bien que les partis populistes de droite ne soient pas entrés au gouvernement, ils ont faussé le discours politique et entraîné les principaux partis politiques dans leurs positions. Cette tendance ne s'est pas limitée à l'Europe. Le Brésil, le plus grand pays d'Amérique latine, a lui aussi pris un tournant à droite en élisant Jair Bolsonaro à la présidence, après qu'il a présenté un programme ouvertement opposé aux droits des femmes, des personnes LGBTQI, aux droits des peuples autochtones, et à la société civile. Comme le suggère l'exemple du Brésil, ces tendances sont dangereuses à la fois pour les droits de l'homme et pour la société civile progressiste, qui fait souvent l'objet d'attaques de la part des forces populistes de droite. Les attaques viennent souvent de groupes anti-droits de l'homme, de plus en plus enhardis et bien financés, qui se positionnent sur la scène de la société civile. Ces tendances appellent une réponse de la société civile qui prenne en compte la colère des citoyens et offre des alternatives constructives pour rassembler les gens dans une coalition unie autour de discours de changement concrets et tournés vers l'avenir. Elles appellent à une réaction qui se réapproprie l'espace de la société civile en tant qu'espace progressiste, axé sur les droits de l'homme.



En octobre, de nombreux étudiants ont protesté contre Jair Bolsonaro à San Pablo, au Brésil. L'affiche avertit: #LUINON.

Crédit: Cris Faga/NurPhoto via Getty Images

Mais si l'année a fourni des exemples intéressants de pouvoir populaire revendiquant des libertés démocratiques, ainsi que des cas plus inquiétants de populisme de droite dominant l'espace politique, elle a aussi trop souvent connu des moments où les libertés démocratiques ont été supprimées ou volées lors des élections. Trop souvent, les élections n'étaient pas des moments de célébrations de la démocratie, moments d'apogée de la participation démocratique et de la dissidence, mais des moments où la participation et la dissidence étaient réprimées. Trop souvent en 2018, les élections ont été utilisées par les présidents et les partis au pouvoir comme un moyen de revendiquer un renouvellement de leur mandat et d'obtenir une fausse légitimité ; dans le pire des cas, comme au Bangladesh, au Cameroun, en Russie et au Venezuela, les élections étaient des mascarades, dépourvues de toute apparence de véritable choix politique. Dans plusieurs cas en 2018 – notamment en Égypte, au Pakistan et au Zimbabwe –, les élections ont cherché à dissimuler le véritable pouvoir militaire qui se cache derrière des hommes de paille élus. Même lorsque les élections ont offert une véritable compétition, les périodes électorales, y compris la période juste avant les élections et celle juste après, ont pu être dangereuses pour les activistes de la société civile et les partisans de l'opposition, comme en République Démocratique du Congo et dans de nombreux autres pays. Le défi pour la société civile dans tous ces cas était de faire de son mieux pour superviser les élections, faire en sorte que les libertés démocratiques fondamentales soient respectées et faire en sorte que les candidats adoptent des positions progressistes, axées sur les droits de l'homme.

## POINTS DÉCISIFS ET TOURNANTS : LES CHAMBARDEMENTS DE L'ESTABLISHMENT EN 2018

### LA RÉVOLUTION DE VELOURS EN ARMÉNIE : DE LA PROTESTATION AU POUVOIR

L'Arménie a connu en avril ce qu'on a rapidement appelé sa «*Révolution de Velours*». Celle-ci a été déclenchée par l'installation de Serzh Sargsyan au poste de Premier Ministre dès la fin de ses deux mandats présidentiels. On avait depuis longtemps suspecté cette permutation, préparée par un référendum précipité tenu en 2015 qui a considérablement accru les pouvoirs du Premier ministre. Ce référendum était entaché d'allégations de fraude électorale, tout comme les élections de 2017 qui ont prolongé le règne du Parti Républicain au pouvoir. La Révolution de Velours a donc surgi dans un contexte où le Parti Républicain, au pouvoir depuis presque deux décennies, a progressivement renforcé son emprise sur l'État, restreignant ainsi les libertés démocratiques et les droits de la société civile.

Artur Sakunts de l'Assemblée des Citoyens d'Helsinki-Vanadzor décrit l'histoire d'une gouvernance de plus en plus antidémocratique qui a exacerbé la colère de la population<sup>1</sup>:

*Le 23 avril, après une période d'un mois de désobéissance civile non violente, pacifique et spontanée et de manifestations de grande ampleur, Serzh Sargsyan a dû démissionner.*

1 Tous les entretiens cités dans ce rapport sont des extraits modifiés. Retrouvez les versions complètes des entretiens dans notre site à l'adresse : <https://www.civicus.org/index.php/media-center/news/interviews>



*Avant la fin de son second mandat, à l'initiative de Serzh Sargsyan, la forme de gouvernement de l'Arménie était passée d'un système semi-présidentiel à un système parlementaire par référendum. Le processus de révision constitutionnelle n'a cependant pas été participatif. Les projets de révisions n'ont été publiés que trois mois avant le référendum, ce qui laissait un temps de débat insuffisant. Le référendum s'est déroulé avec de nombreuses violations, notamment la falsification des résultats.*

*Au cours des 20 dernières années, l'Arménie a connu un **recul** évident dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme. Les élections aux niveaux national et local n'étaient ni libres ni équitables. Les gens ont été persécutés pour leurs opinions politiques, leurs activités d'opposition politique et pour leurs actions en matière des droits civils. La liberté d'expression et le pluralisme politique étaient réprimés. Les journalistes étaient soumis à la violence dans l'exercice de leurs fonctions. La torture était exercée sans relâche dans les postes de police, les établissements pénitentiaires et dans les forces armées. Les violations des droits de l'homme étaient permanentes et systémiques. Les responsables et les représentants des forces de l'ordre n'étaient pas tenus pour responsables de ces violations, aucune enquête effective n'ayant été menée.*

*Il convient de noter l'ampleur de la corruption, que les experts internationaux et locaux ont considéré comme une menace pour la sécurité nationale. Les principes d'égalité devant la loi et de prééminence du droit ne fonctionnaient plus en Arménie ; l'impunité régnait en maître. Le pouvoir judiciaire était entièrement soumis au pouvoir exécutif et la justice était de nature sélective. Le processus participatif dans le domaine du gouvernement n'était qu'une imitation de la démocratie réelle. Les autorités ayant monopolisé l'économie ; les partis politiques, privés de toute base sociale, étaient devenus partie intégrante du système politique dirigé par le Parti Républicain.*

La tentative flagrante de Serzh Sargsyan de s'accrocher au pouvoir a précipité les choses. En mars, le chef de l'opposition Nikol Pashinyan a lancé la **marche de protestation** « My Step/Mon Pas » de la deuxième ville d'Arménie, Gyumri, à la capitale, Erevan. La marche a progressivement pris de l'ampleur et a bénéficié de soutien avant d'arriver à Erevan le 13 avril. D'énormes manifestations ont mobilisé les rues d'Erevan en prévision de la session de l'Assemblée Nationale pour élire le prochain Premier ministre, avec des manifestations prenant de l'ampleur chaque jour un peu plus jusqu'au vote du 17 avril. Sans surprise, étant donné la nature de plus en plus répressive du gouvernement de Serzh Sargsyan, les manifestations se sont heurtées à la **répression**. Le 16 avril, lorsque les manifestations ont interrompu la circulation dans le centre d'Erevan, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et une cinquantaine de personnes ont dû recevoir un traitement médical à la suite de violents affrontements. Plusieurs journalistes couvrant les manifestations ont été agressés ou détenus. La dynamique a toutefois été maintenue, avec les manifestations se propageant hors d'Erevan et parmi l'immense **diaspora** arménienne à l'étranger.

Les protestations se sont multipliées après la confirmation de Serzh Sargsyan en tant que Premier ministre. Nikol Pashinyan et Serzh Sarkgsyan ont tenu une brève réunion le 22 avril, à au cours de laquelle le nouveau Premier ministre s'est retiré; Nikol Pashinyan a alors pris la tête d'une manifestation et a été **arrêté** avec d'autres dirigeants de l'opposition. Ils faisaient partie des plusieurs centaines de personnes qui auraient été arrêtées ce jour-là. Mais des dizaines de milliers de personnes ont continué à manifester et le 23 avril, la manifestation a atteint son objectif premier: Serzh Sarkgsyan a démissionné.

La question de savoir qui le remplacerait pour diriger le pays restait en suspens. Tout en **décidant** de ne pas présenter son propre candidat, le Parti Républicain a bloqué le 1er mai l'élection de Nikol Pashinyan. ; on avait l'impression que la politique d'arrière-boutique de l'Arménie tentait de reprendre encore une fois. Cela a entraîné une **manifestation** encore plus importante d'environ 150 000 personnes sur la place de la République à

Erevan, ainsi que des grèves et des actes non violents de désobéissance civile qui ont immobilisé l'Arménie. Les gens montraient qu'ils ne seraient plus ignorés. Le 8 mai, Nikol Pashinyan a accompli le passage de la protestation au pouvoir en étant élu Premier ministre de l'Arménie.

Les manifestations de 2018 ne sont pas sorties de nulle part ; elles étaient attisées par le mécontentement qui s'était accumulé au fil du temps, notamment contre la corruption, les problèmes économiques et les manipulations constitutionnelles. Parmi les précédentes manifestations de colère populaire figuraient les manifestations d'« **Electric Yerevan** » de janvier 2015, déclenchées par la hausse des prix du carburant, qui ont amené de nombreux jeunes à se lancer dans l'activisme, ainsi que ceux entourant les élections douteuses de 2016. Cela signifie que lorsqu'il y a des nouvelles manifestations, celles-ci se nourrissent du capital social et de l'expérience, résultat d'une récente histoire commune d'action citoyenne. Il est important de noter que, poursuit Artur, la société civile organisée, qui avait joué un rôle clé dans les manifestations précédentes, était prête à réagir en 2018 lorsque le moment serait venu :



En avril 2018, les citoyens arméniens sont sortis pour protester quand l'Assemblée Nationale a désigné l'ex président Sargsyan comme premier ministre.

Crédit: Vahram Baghdasary/Anadolu Agency/Getty Images

*La société civile et ses institutions, travaillant sur des questions telles que les droits fondamentaux de l'homme, la lutte contre la corruption et les libertés de réunion et d'expression, ont pu développer leurs capacités et leurs compétences en matière de documentation et de publication des cas de violation des droits de l'homme, de corruption et de crimes économiques, en matière d'exercice d'actions juridiques stratégiques, de plaidoyer ainsi qu'en matière de suivi de l'exécution de leur obligations internationales par les autorités.*

*Des manifestations civiles à court terme et des mouvements sociaux à long terme ont mobilisés sur diverses questions, notamment environnementales, telles que des initiatives contre l'exploitation de la mine de cuivre de Teghut et la construction d'une centrale hydroélectrique au sommet de la chute d'eau de Trchkan; les questions liées aux violations des droits de l'homme au sein des forces armées, y compris les initiatives connues comme **l'Armée en Réalité** et **Les Femmes en Noir en Arménie**, et au sein des établissements pénitentiaires; et les questions liées aux violations des droits humains à l'encontre des femmes – y compris la violence domestique – et des personnes LGBTQI, pour n'en citer que quelques-unes.*

*D'élection en élection, les organisations de la société civile (OSC) ont effectué des missions d'observation de plus en plus professionnelles. Les données obtenues et les rapports rassemblés ont retenu l'attention des missions d'observation internationales et ont été perçues par celles-ci comme des données non biaisées, objectives et bien étayées.*

*Au sein de la société civile, la coopération entre différentes institutions s'est développée par le biais de syndicats, de coalitions, de contrôles et de rapports conjoints. La société civile a également joué un rôle actif sur les plate-formes internationales, notamment celles proposées par les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l'Union Européenne (UE), en présentant des rapports alternatifs et des déclarations et en*



*soumettant des requêtes à la Cour Européenne des Droits de l'Homme et aux institutions des droits de l'homme des Nations Unies, y compris le Comité contre la Torture et le Comité des Droits de l'Homme.*

*Ainsi, la Révolution de Velours a été précédée par le travail actif de la société civile ainsi que de nombreuses initiatives civiles développées dans des conditions peu favorables. Malgré le fait que les autorités aient eu tendance à se montrer, pour le moins qu'on puisse dire, désobligeantes, la société civile a quand même réussi à présenter au public des informations objectives ainsi que des exemples de lutte, de coopération et d'opportunités de changement. En impliquant constamment la société dans ses activités et par le biais de programmes éducatifs, la société civile a contribué à sensibiliser la société et à encourager une attitude non complaisante. Il convient de noter que les personnalités actives au sein des organisations de la société civile et les citoyens liés à ces organisations ainsi que leurs initiatives étaient en première ligne dans le mouvement populaire de 2018.*

*Pendant des années, les institutions de défense des droits de l'homme ont également apporté un soutien institutionnel à la lutte pour les droits civils en cours en Arménie en défendant dans les commissariats de police et les cours et tribunaux, les citoyens impliqués dans cette lutte et en fournissant une aide juridique dans d'autres affaires. En avril, cet appui était mieux coordonné : grâce à une ligne téléphonique commune, un certain nombre d'organisations de défense des droits de l'homme ont fourni des conseils juridiques aux participants au mouvement et mené des activités d'intervention rapide.*

Comme cela semble indiquer, pendant la Révolution de Velours, les OSC ont joué un rôle clé, notamment en supervisant les manifestations, en signalant les cas de violations des droits de l'homme et en fournissant un soutien juridique. Les OSC ont également cherché à mobiliser l'appui de la communauté internationale et de la société civile internationale, attirant l'attention sur la situation en Arménie et exigeant que le droit de réunion pacifique soit respecté; Dans le même temps, les responsables de la manifestation ont tenu à préciser que la priorité des citoyens était la gouvernance de l'Arménie et non la question de savoir si l'Arménie se rapprocherait de l'UE ou de la Russie, comme les étrangers le suspecte peut-être. Il est essentiel de noter que tandis que l'attention des médias était concentrée sur les affrontements entre les deux protagonistes masculins, les **femmes** participaient activement aux manifestations et soulignaient la nécessité de changement pour faire progresser les droits des femmes, demandes qu'elles ont continué de faire sous le nouveau gouvernement.

“

LA RÉVOLUTION  
DE VELOURS A ÉTÉ  
PRÉCÉDÉE PAR  
LE TRAVAIL ACTIF  
DE LA SOCIÉTÉ  
CIVILE AINSI QUE  
DE NOMBREUSES  
INITIATIVES CIVILES  
DÉVELOPPÉES DANS  
DES CONDITIONS  
PEU FAVORABLES.

”

Fait important à noter, la volonté de demander le changement, manifestée en avril et en mai, ne s'est pas dissipée une fois que Nikol Pashinyan est devenu Premier ministre. Les **rassemblements** qui ont eu lieu en août ont marqué 100 jours de mandat du nouveau Premier ministre et ont démontré le soutien à ses initiatives contre la corruption et pour la réforme de la justice et de la police. Mais le Parti Républicain détenant toujours une majorité à l'Assemblée Nationale et bloquant de nombreuses réformes, y compris des **modifications** du code électoral, la frustration s'est installée. En octobre, des milliers de personnes **ont protesté** contre le refus de l'Assemblée Nationale de tenir les élections anticipées demandées par Nikol Pashinyan, cherchant un corps législatif reflétant plus fidèlement le nouveau paysage politique de l'Arménie. Plus tard dans le même mois, il a démissionné de son poste de Premier ministre et le fait que l'Assemblée nationale ait été incapable de choisir de remplaçant a abouti à des élections. Lorsque les élections se sont déroulées dans des conditions inhabituellement libres et équitables en décembre, la victoire de son Alliance My Step a été **écrasante**, tandis que le Parti Républicain était anéanti, ne parvenant pas à remporter un seul siège pour la première fois de son histoire.

Il est clair que le Premier ministre Pashinyan s'est vu confier un mandat de changement duquel il devra désormais s'acquitter. Chose positive pour la société civile, lors d'une réunion avec les médias en décembre, il **s'est engagé** à défendre la liberté d'expression. Dans le même temps, les partisans de l'ancien régime qui **continuent** certainement à occuper des positions privilégiées ainsi que les institutions de l'État possèdent un degré de fermeté considérable qui leur permettra de résister aux tentatives de réforme. La société civile continue de faire pression pour le changement. La nécessité d'un engagement continu, à la fois par l'établissement de relations et par un plaidoyer auprès du nouveau gouvernement et par la disponibilité de redescendre dans la rue si nécessaire, est claire. Le principal avantage est que les citoyens arméniens ont développé une meilleure idée de leur propre pouvoir et des possibilités que l'action civique peut offrir. Artur résume une partie du travail qu'accomplit la société civile au lendemain de la Révolution de Velours pour poursuivre sur cette lancée :

*Les OSC sont en train de développer un concept de justice transitionnelle qui sera présenté aux autorités pour mise en œuvre. Le but du concept est de restaurer les droits des victimes des violations des droits de l'homme commises par le précédent régime autoritaire, y compris les victimes de persécutions politiques et les prisonniers politiques, les victimes du système de corruption systématique et d'impunité. Cette approche vise en particulier à déterminer les conséquences juridiques des violations massives commises lors des élections et des référendums nationaux, ainsi qu'à l'occasion des crimes de corruption ayant entraîné des violations des droits de l'homme et causé des dommages considérables et irréversibles à l'environnement et à l'économie, entraînant l'accroissement de la pauvreté. Celles-ci et les activités de la société civile dans tous les autres domaines visent à rétablir la confiance du public en la justice.*

*Après la Révolution de Velours, un vaste secteur d'activité a été créé pour permettre à la société civile de concrétiser les suggestions formulées au fil des années et d'agir pour améliorer la situation des droits de l'homme dans différents domaines en Arménie, pour protéger les droits et accroître le niveau de redevabilité des autorités ainsi que la transparence de leurs actions, et réduire les risques de corruption.*

*Nous sommes en train d'apprendre à vivre et à agir librement. D'une part, la société civile doit coopérer avec le gouvernement ; de l'autre, elle doit continuer à surveiller de près les autorités afin de protéger la société contre d'éventuels abus du nouveau gouvernement.*

## MALAISIE : UN COUP DE TONNERRE POUR L'ORDRE ANCIEN

Un coup de tonnerre a été ressenti au sein de la classe politique **malaisienne** en mai. Après 60 ans de règne ininterrompu après l'indépendance, la coalition Barisan Nasional (BN) a finalement été défaite. Les élections se sont déroulées sur fond d'incessantes révélations sur le **scandale de 1MDB**,



un vaste dossier de corruption dans lequel des personnalités politiques de premier plan étaient accusées de piller une société d'État. Le Premier ministre défait, Najib Rajik, aurait reversé près de 700 millions de dollars US du fonds sur des comptes bancaires personnels. Depuis que le scandale a éclaté en 2015, le gouvernement a réagi en attaquant et en mettant des bâtons dans les roues de tous ceux qui parlent de l'affaire, notamment la société civile et les médias, et en supprimant les enquêtes.

Comme cela a été observé dans d'autres pays ([voir section 1](#)), les résultats des élections ont montré comment la colère contre la corruption endémique et flagrante pourrait constituer un tournant pour aider les citoyens à surmonter les obstacles, tels que la répression de la société civile et des libertés démocratiques, la culture du racisme et des divisions religieuses destinées à obtenir des votes catégoriels, qui ont contribué à maintenir les personnes corrompues en poste. Ils ont montré comment la société civile – notamment la coalition **Bersih** (la Coalition pour des Élections Propres et Équitables), avec son expérience dans l'organisation de **manifestations** populaires de rue – peut aider à promouvoir un programme de changement, même dans des conditions extrêmement défavorables.

Peu de temps après les élections, nous avons demandé à **Gayathry Venkiteswaran** du campus de l'Université de Nottingham en Malaisie, de décrire le rôle de la société civile, y compris la supervision électorale afin de garantir un résultat juste:

*L'électorat a rejeté les types de politiques et de corruption pratiqués par le gouvernement précédent. Les transgressions étaient trop évidentes et il s'agissait de savoir quelle serait l'ampleur de la défaite pour la coalition du BN, mais nous ne nous attendions pas à une défaite aussi importante. Cette élection avait toute son importance car malgré les défis et les obstacles liés aux processus électoraux, les gens étaient déterminés à rejeter la propagande du BN et insistaient pour que des changements soient apportés.*

*Les résultats ont montré un rejet des propos alarmistes et de la*

*corruption, ainsi qu'une réelle volonté de concilier les discours sur la race et la religion comme principal point de référence pour l'élection des partis.*

*La société civile s'est efforcée de sensibiliser en termes de conscience et de participation politiques, mais cela a pris une toute autre tournure après l'émergence du mouvement Reformasi (réforme) en 1998, puis après les manifestations du mouvement Bersih en faveur de réformes électorales. Bersih constituait un pôle de changement, et divers groupes d'intérêts ont également soumis leurs préoccupations, telles que la lutte contre la corruption, l'environnement et les droits des autochtones. Cette mobilisation, accompagnée de révélations provenant de médias indépendants ainsi que de médias citoyens sur les pratiques corrompues du gouvernement, a donné encore plus d'importance à l'enjeu de la demande des citoyens pour le changement.*

*Pendant le scrutin, les électeurs ont manifesté leur engagement, y compris les électeurs des bureaux de vote extérieurs et à l'étranger, et les personnes y ont participé en surveillant les bureaux de vote et en fournissant d'autres formes de contrôle et d'aide pour prévenir les fraudes ou les malversations le jour du scrutin. Cela montre que des personnes sont investies dans la volonté de changement. L'utilisation des réseaux sociaux pour partager des informations, en particulier sur les pratiques de vote, montre également une société qui veut que les gouvernements – que ce soit au niveau fédéral ou des États – soient redevables.*

Le résultat est arrivé malgré le fait qu'avant les élections, BN avait mis toutes les chances de son côté, y compris en organisant la campagne la plus courte possible et en procédant à l'adoption d'une loi sur les « fausses informations » en avril, montrant de quelle manière cette **terminologie** a été adoptée et utilisée comme une arme par des États répressifs. Une enquête sur les « fausses informations » a ensuite été immédiatement **ouverte** à l'encontre



Crédit: Ulet Ifansasti/Getty Images

de Mahathir Mohamad, chef de l'opposition et ancien Premier ministre de la BN, un ancien combattant qui s'était retourné contre ses anciens protégés et qui avait fini par remporter les élections. Avant les élections, Bersih a fait part de ses préoccupations concernant le redécoupage des circonscriptions qui a été fait à la hâte et en faveur de BN, ainsi qu'à propos des problèmes de vote par correspondance pour les électeurs basés dans d'autres pays, de problèmes d'achat de votes, de manipulations et d'abus de pouvoir par la Commission Électorale le jour du dépôt des candidatures. Mais aucune de ces manœuvres n'a finalement été suffisante pour endiguer la vague de colère de la population.

Les premiers signes du nouveau gouvernement semblaient prometteurs. Le nouveau gouvernement s'est engagé à rétablir l'Etat de droit et à respecter les libertés fondamentales, à ouvrir une enquête sur le scandale de la 1MDB et à engager des poursuites contre l'ancien Premier ministre Najib. Il s'est engagé à ratifier les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte International relatif aux Droits civils et Politiques. Le gouvernement a également mis en place le Comité des Réformes Institutionnelles chargé de réformer les structures et les agences gouvernementales. Les OSC ont pu rencontrer le comité et faire des recommandations. En septembre, dans une démarche qui promettait de contribuer à lutter contre l'impunité de la police, le gouvernement a annoncé la création de la Commission Indépendante chargée d'Examiner les Fautes et les Plaintes contre la Police.

Un certain nombre de personnes qui avaient été arrêtées par le régime précédent pour avoir exprimé leur dissidence ont été libérées. En juillet, le tribunal a acquitté le caricaturiste politique Zunar, l'avocat des droits de l'homme Surendran et le parlementaire Sivarasa Rasiah, qui avaient tous été inculpés pour sédition. En août, l'activiste Mandeep Singh et les parlementaires Maria Chin Abdullah et Sim Tze Tzin ont été acquittés pour les accusations liées aux manifestations de 2015.

Cependant, la promesse faite à l'élection de mai s'est vite estompée. En août, le gouvernement est revenu sur son engagement d'abroger la Loi de 2012 sur les Infractions en Matière de Sécurité (mesures spéciales), dites Security Offences Act, qui permet une détention sans inculpation ni accès au tribunal pour une période allant jusqu'à 28 jours, et qui a été utilisée comme un outil essentiel pour museler les voix critiques. Le même mois, le gouvernement a également déclaré qu'il n'abrogerait pas la Loi sur les Secrets Officiels, malgré la promesse faite dans un manifeste. Le gouvernement a ensuite déclaré qu'il réexaminerait la loi sur les Secrets Officiels et adopterait une Loi sur la Liberté de l'Information, sans toutefois proposer de calendrier. Et tandis que le gouvernement s'était engagé à abolir la loi sur les « fausses informations », on a connu un autre revers en septembre, lorsque le Sénat a rejeté son abrogation. En novembre, le gouvernement a déclaré qu'il ne ratifierait pas la Convention Internationale sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale, sans doute parce que



cela aurait remis en question le **privilège** consacré dans la Constitution du pays dont bénéficie le peuple malais de souche.

Les difficultés rencontrées par les **groupes exclus** et la société civile qui revendiquent leurs droits, notamment les réfugiés, les personnes LGBTQI et les minorités **autochtones**, demeuraient en grande partie sans solution. On a continué à observer des violations des libertés fondamentales. En septembre, huit étudiants **ont été arrêtés** lors d'une manifestation organisée le jour de la Fête Nationale de Malaisie dans le Sabah. En octobre, **Azman Noor Adam**, frère d'une figure éminente de l'ancien gouvernement, a été arrêté sous le chef d'accusation de sédition pour avoir prétendument insulté le nouveau Premier ministre sur les réseaux sociaux. En décembre, le gouvernement **a annoncé** la levée de son moratoire sur les lois répressives, notamment la Loi sur la Sédition et la Loi sur les Communications et les Multimédias, deux instruments essentiels pour réprimer les voix dissidentes dans les affaires «mettant en cause l'ordre public, la sécurité nationale et les relations raciales». La société civile **s'est plainte** de la poursuite du harcèlement policier des défenseurs des droits de l'homme. On avait l'impression que le nouveau gouvernement était rapidement retombé dans les pratiques de son prédécesseur.

De nombreux membres de la société civile ont continué d'exhorter le gouvernement à respecter le mandat de changement que lui avait confié le peuple et à accélérer le rythme des réformes. Mais il se peut aussi que beaucoup de membres de la société civile aient été quelque peu surpris par les résultats. Avant les élections, ils n'avaient pas nécessairement investi dans l'élaboration de politiques alternatives, car ils ne s'attendaient pas à un tel changement. Après les élections, il était à la fois nécessaire de surmonter l'euphorie initiale qui avait accueilli le résultat et de ne pas être coopté par le nouveau gouvernement, mais aussi de proposer une nouvelle approche après les années d'usure confronté à l'ancien gouvernement établi. La nécessité de ces nouvelles réponses pourrait également révéler des problèmes de capacité pour les OSC.

Il y avait aussi la crainte que la coalition dirigeante au pouvoir depuis 60 ans et ses partisans ne partent pas facilement et reviennent aux affaires, tandis qu'au même moment l'administration publique et ses méthodes de travail se montrent résistants au changement. En fin de compte, il doit y avoir des limites à ce à quoi on peut s'attendre lorsqu'un changement politique, aussi important soit-il, remet en fonction un ancien Premier ministre du parti au pouvoir. Les réformes ne peuvent pas venir du sommet seulement ; il doit y avoir un mouvement continu de changement que la société civile soutient. Gayathry décrit la situation dans laquelle se trouvait la société civile et ce qu'elle pourrait faire par la suite :

*Alors qu'il existait un élan en faveur du changement ainsi qu'un certain nombre d'initiatives*

“

DE NOMBREUX  
MEMBRES DE LA  
SOCIÉTÉ CIVILE  
ONT CONTINUÉ  
D'EXHORTER LE  
GOUVERNEMENT  
À RESPECTER  
LE MANDAT DE  
CHANGEMENT QUE  
LUI AVAIT CONFIÉ LE  
PEUPLE.

”

*qui ont vu des coalitions ou des collaborations de la société civile se concentrer sur les résultats des élections – par exemple, en publiant des manifestes alternatifs, il y a eu peu de discussions réelles sur les scénarios possibles, étant donné les incertitudes et la crainte que des méthodes illégales soient utilisées pour résister à ce changement. La position de la société civile, si les résultats avaient été différents, et la manière dont elle propose de progresser dans cet environnement n'étaient pas claires.*

*On craint peut-être encore que la coalition du BN, en particulier les membres du parti de l'Organisation Nationale des Malais (UMNO) et les organisations qui lui sont associées, recourent à des provocations pour déstabiliser la situation, et que les électeurs malais / musulmans soient poussés à devenir plus fondamentalistes face à un discours multiracial. Dans le même temps, il est à craindre que la coalition au pouvoir ne revienne sur ses promesses afin de ne pas contrarier l'opposition et de tenir compte de la résistance parmi les partisans du BN et de l'UMNO.*

*Je pense qu'il est urgent pour la société civile de s'asseoir et de proposer une feuille de route comprenant des recommandations et des mécanismes pour contrôler les actions du gouvernement. La société civile peut mettre ses ressources en commun pour créer ses propres plates-formes et processus de surveillance afin de nouer un dialogue avec le gouvernement. Mais plus important encore, il devrait exister un leadership et un engagement garantissant un changement sur le long terme, et ce quel que soit le parti politique au pouvoir. Nous l'avons fait par le passé, après les élections de 2008, avec la création de la Coalition pour une Bonne Gouvernance (CBG) pour l'État de Selangor, et du Forum de Penang. Le CBG n'a pas duré, mais cela vaut la peine d'être considéré comme un modèle, avec des ajustements adéquats afin de définir clairement les objectifs, les systèmes de redevabilité et les plans de durabilité.*

## CORÉE DU SUD : LE CHANGEMENT, ET ENSUITE ?

La société civile **sud-coréenne** a souligné l'intérêt de poursuivre l'action après un changement politique majeur, et après les défis rencontrés. En 2017, la colère contre les liens véreux entre le président, son amie la plus proche et de puissants conglomérats familiaux a été le déclencheur de la **Révolution des Bougies**, qui a entraîné l'éviction du président Park Geun-hy. En avril, l'ancien président a été condamné à 24 ans de prison pour abus de pouvoir et intimidation.

2018 laissait entendre que l'énergie développée durant ces périodes tumultueuses n'avait pas été entièrement perdue, mais cherchait plutôt à promouvoir davantage la justice sociale et les droits de l'homme. En 2018, la dynamique du mouvement de protestation visait principalement à lutter contre le harcèlement sexuel, le sexisme et les cultures profondément enracinées du patriarcat ([voir section 2](#)), aussi bien que des revendications en matière du droit du travail. Par exemple, en novembre, des dizaines de milliers de travailleurs ont mené une **grève** d'une demi-journée, accusant le gouvernement de renoncer à ses engagements en matière de droits du travail face aux défis économiques. La Fédération des Syndicats de Corée a déclaré que 40000 grévistes avaient pris part à des rassemblements et que près de 10 000 d'entre eux s'étaient rassemblés devant le Parlement.

Ces manifestations ont souligné la nécessité d'une vigilance et d'une action constantes pour formuler des revendications et sauvegarder les droits, même après l'arrivée au pouvoir d'un président apparemment plus progressiste. Nous avons demandé à **Gayoon Baek**, militant de la société civile sud-coréenne, ce qu'il en était de l'élan de protestations de 2017:

*Au cours des neuf dernières années, sous le gouvernement conservateur, les gens, en particulier les travailleurs, estimaient que même s'ils protestaient à maintes reprises, rien ne changeait. Pour les personnes qui travaillent dans la protection des droits de l'homme, nous n'avons pas obtenu beaucoup de victoires. Mais à partir de*



*l'expérience de 2017, les gens ont compris que, s'ils se levaient tous ensemble, quelque chose pouvait vraiment changer. Beaucoup de gens savent maintenant qu'une fois rassemblés dans la rue, ils peuvent réellement changer les choses. Ce sentiment d'avoir remporté la victoire par nos propres moyens a enseigné aux gens que si vous voulez voir des changements, vous devez faire quelque chose. C'est quelque chose que nous avons fait en tant que démocratie et que nous avons réalisé par nous-mêmes. L'expérience fait beaucoup de différence. Je pense que cela apportera des changements à l'avenir lorsque nous aurons des problèmes sociaux à résoudre.*

L'élection d'un nouveau président a entraîné des changements immédiats dans l'attitude du gouvernement à l'égard de la société civile. Mais dans le même temps, on a expérimenté des problèmes similaires à ceux rencontrés en Malaisie : la société civile a été confrontée au défi de maintenir l'élan, certains considérant que la victoire était presque acquise, d'autres étaient investis émotionnellement dans le nouveau régime et réticents à le critiquer et d'autres encore étaient cooptés par le gouvernement. Ce sont, poursuit Gayoon, des problèmes auxquels la société civile sud-coréenne continue de faire face :

*Les agences gouvernementales ont changé d'attitude après les élections. Le lendemain du jour de la publication des résultats des élections, des ministères ont pris contact avec les organisations de la société civile et souhaitaient nous rencontrer. Auparavant, ils ne voulaient pas nous parler ou nous inclure comme partenaire. C'était donc quelque chose de positif qu'ils veuillent parler à des groupes de la société civile. Nous avons maintenant plus d'occasions de pouvoir discuter et négocier avec le gouvernement. Mais en même temps, cela montre que nous dépendons de qui est dans l'administration. Il n'y a pas de dialogue systématique, ainsi lorsque nous aurons une administration défavorable, elle va encore faire machine arrière.*

*De nombreux anciens membres de la société civile ont rejoint l'équipe du nouveau président. Alors maintenant, lorsqu'il s'agit de plaider et de lobbying, nous devons le faire avec nos anciens amis, ce qui est difficile pour les deux parties. Donc, à la surface, il y a plus d'opportunités, mais quand on va plus loin, ça peut être plus compliqué. Leurs positions de façon générale sont similaires à celles de la société civile, mais quand vous entrez dans les détails, et au niveau de la mise en œuvre, c'est tout à fait différent.*

*Mais du point de vue du public, parce que cela semble assez similaire, il n'est plus nécessaire de soutenir la société civile. Certaines personnes ont laissé expirer leur carte d'adhésion comme membres des OSC.*



Les syndicats ont exigé plus de protections des droits des travailleurs lors d'une grève en novembre.

Crédit: Woohae Cho/Getty Images

*De nombreux membres de la société civile ont le sentiment que tout l'élan au sein de la société civile s'est dissipé depuis la Révolution des Bougies. Beaucoup de gens pensent que notre rôle est fini, car nous avons un nouveau gouvernement. Il y a aussi de nombreux groupes qui soutiennent beaucoup le nouveau président, et certains d'entre eux sont assez extrêmes. Ils se sentent investis auprès du nouveau président, après l'avoir aidé à le faire accéder au pouvoir. Et les gens disent qu'au début, il faut encourager le nouveau président et le nouveau gouvernement au lieu de les critiquer. Mais la société civile devrait jouer un rôle de surveillance indépendamment de l'administration.*

Il existe des problèmes urgents et de longue date qui exigent un engagement soutenu de la société civile, y compris pour la réalisation des droits des femmes, des personnes LGBTQI, des réfugiés et des travailleurs, dans des situations où des groupes anti-droits de l'homme sont également actifs ([voir section 2](#)). Gayoon conclut qu'il est nécessaire de continuer à soutenir la société civile sud-coréenne et de rappeler aux citoyens sud-coréens qu'ils ont le pouvoir :

*D'un côté, il y a des points positifs, mais de l'autre, il reste encore beaucoup à faire pour que l'on parle d'un gouvernement institué par un pouvoir populaire.*

*Il convient de rappeler au gouvernement que les Coréens peuvent destituer le président s'ils ne sont pas satisfaits du leadership du gouvernement. Le gouvernement est heureux d'être au pouvoir, mais il se peut qu'il oublie qui il représente. Ils ne doivent pas oublier qu'ils ont pu gagner leur poste uniquement grâce à l'appui de la population. Ils devraient non seulement dialoguer avec la société civile, mais aussi réfléchir à la manière dont ils peuvent mettre en œuvre les engagements en matière de droits de l'homme qu'ils ont pris lors des manifestations et des élections. C'est l'un des moyens par lesquels ils peuvent se distinguer de l'administration précédente.*

## MALDIVES : UN CHANGEMENT AU SOMMET

L'élection présidentielle des **Maldives** en septembre a également donné lieu à des résultats inattendus, le président sortant Abdulla Yameen ayant largement perdu 58% contre 42% face à son rival de l'opposition Ibrahim Mohamed Solih. Le résultat a été surprenant dans la mesure où il s'est heurté aux tentatives évidentes et persistantes du titulaire du pouvoir de réprimer toute dissidence et de restreindre l'espace réservé à la société civile – à savoir l'espace civique – avant les élections. Les manœuvres pendant la période électorale incluaient la nomination d'un proche allié du président Yameen à la tête de la Commission Électorale, une descente de police dans les locaux du Parti Démocratique Maldivien (opposition) la veille des élections et des problèmes liés au refus d'accorder des visas aux observateurs et journalistes internationaux.

Celles-ci n'étaient que les dernières manœuvres, résultats d'un passé répressif. En février, le gouvernement a **proclamé** l'état d'urgence après que deux hauts magistrats ont ordonné la libération et la révision du procès d'un groupe de politiciens de l'opposition. Cela a déclenché des manifestations lorsque le président Yameen a refusé de se soumettre. Après la proclamation de l'état d'urgence, les deux juges ont été arrêtés et révoqués. En vertu de l'état d'urgence, les droits constitutionnels fondamentaux étaient suspendus, ce qui a permis de **réprimer** durement les voix opposées et critiques, notamment par des détentions, le recours excessif à la force contre les manifestations d'opposition au président, l'**interdiction** de la candidature de certaines figures importantes de l'opposition et l'**exercice abusif** de la Loi Antiterroriste. Le président Yameen a également **privé** un certain nombre de parlementaires de leurs sièges afin de maintenir son avance. Plusieurs journalistes **ont été agressés** et blessés alors qu'ils couvraient des manifestations. Tout cela a créé un contexte peu prometteur pour la tenue d'élections.

Avant les élections, **Shahindha Ismail** du **Réseau Démocratique des Maldives** a également brossé un tableau sombre de l'état de l'espace civique

et des libertés démocratiques, soulignant les difficultés auxquelles serait confrontée toute tentative de contestation à l'encontre du président sortant:

*L'espace civique est pratiquement inexistant et ce depuis quelques années. Seuls ceux qui appuient le gouvernement sont autorisés à parler librement ou à se réunir. Tous les rassemblements organisés par l'opposition politique ou la société civile sont dispersés et leurs organisateurs et leurs participants arrêtés. La police intimide les gens. La diffamation est pénalisée et cela constitue une difficulté, car les maisons de presse et les particuliers sont condamnés à une amende et risquent la prison pour s'être exprimés ou pour avoir diffusé des points de vue différents.*

*Ceux qui luttent contre le radicalisme et l'extrémisme violents font également face à des menaces violentes, notamment le risque de disparition ou de meurtre, émanant de groupes d'autodéfense approuvés par le gouvernement. Ces groupes opèrent en toute impunité et ont pris comme cible les organisations et les individus qui font la promotion de la tolérance, proposent d'autres discours et promeuvent la laïcité.*

*Dans la situation actuelle, nous devons faire la plupart de notre travail clandestinement et tout ce que nous faisons publiquement nécessite une vigilance supplémentaire. En tant que défenseurs des droits de l'homme, nous regardons constamment par-dessus notre épaule et devons faire très attention lors de nos déplacements. Nous craignons pour la sécurité de nos familles. Ceux qui font partie de la communauté des défenseurs des droits de l'homme et qui travaillent également dans la fonction publique ou dans des entreprises appartenant au gouvernement craignent également la perte de leur emploi. En tant qu'organisation, le financement est devenu un défi de taille et nous sommes sur le point de mettre la clef sous la porte.*

Mais malgré ces nombreux défis, le peuple a rendu son verdict sur cette mauvaise gestion. Le jour du scrutin, un taux de participation de toute

évidence enthousiaste de 89% a vu le délai de vote prolongé en raison des longues files devant les bureaux de vote. Fait décisif, les partis d'opposition s'étaient unis derrière un seul candidat pour donner aux citoyens une occasion simple de rejeter le président sortant. Une tentative judiciaire ultérieure du président déchu d'invalider le résultat des élections a été unanimement **rejetée**, bien que quatre membres de la commission électorale aient fui le pays en invoquant des actes d'intimidation et des menaces. Ibrahim Mohamed Solih a pris ses fonctions en novembre.

Immédiatement après les élections, les tribunaux **ont libéré** cinq prisonniers politiques qui avaient été arrêtés pendant l'état d'urgence. D'autres libérations ont suivi. En octobre, le tribunal **a rejeté** les accusations politiquement motivées de corruption portées contre les deux juges de la Haute Cour, dont la décision avait déclenché l'état d'urgence.

Dans le cadre d'autres mesures positives, le nouveau gouvernement **a abrogé** en novembre la loi du pays sur la diffamation criminelle, qui, depuis son entrée en vigueur en 2016, avait permis de **réprimer** l'opposition et les voix critiques, et a ouvert une enquête sur les disparitions et les meurtres perpétrés sous l'ancien gouvernement, notamment des blogueurs et journalistes dissidents. Les accusations politiquement motivées de terrorisme contre des personnalités politiques qui s'étaient opposées au gouvernement sortant, y compris l'ancien président **Mohamed Nasheed**, ont été abandonnées.

De l'extérieur, les élections aux Maldives ont été significatives en raison de l'emplacement **géostratégique** du pays entre la **Chine** et l'**Inde**. La Chine était proche du président sortant et s'était engagée dans sa diplomatie d'infrastructure consistant à soutenir comme de coutume des projets de développement à grande échelle, tandis que l'Inde soutenait le nouveau président, dans la mesure où l'ancien président Yameen avait accusé le gouvernement indien de soutenir financièrement le parti vainqueur. La nouvelle administration a menacé de se retirer d'un accord de libre-échange que le gouvernement sortant avait conclu avec la Chine. Mais pour la société



“

L'AMPLEUR DU  
PROBLÈME DE LA  
VIOLENCE ET DE  
LA CRIMINALITÉ  
AU MEXIQUE A ÉTÉ  
ILLUSTRÉE PAR  
LES ATTAQUES  
PERPÉTRÉES DANS  
LE CONTEXTE DE  
LA CAMPAGNE  
ÉLECTORALE.

”

civile des Maldives qui a longtemps souffert, elle a hâte de recouvrer ses droits et s'efforcera de jouer le rôle qui lui revient de demander des comptes au nouveau régime.

## MEXIQUE : L'ATTRAIT D'UN OUTSIDER

Jusqu'à l'élection au **Mexique** au mois de juillet, chaque président sauf deux depuis les années 1920 appartenait au Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), l'exception étant deux récents présidents issus d'un parti tout aussi vieux, le Parti pour l'Action Nationale (PAN). Mais tout cela a pris fin lorsque Andrés Manuel López Obrador, communément désigné par ses initiales AMLO, a obtenu la majorité absolue lors de l'élection présidentielle de juillet. AMLO représentait le Mouvement National de Régénération (MORENA), un parti qui n'a été fondé qu'en 2014. Le candidat du PRI, le parti au pouvoir, est arrivé loin derrière en troisième position dans la course à la présidence, tandis que MORENA et ses alliés ont également gagné le contrôle des deux chambres du Congrès.

Nous avons demandé à **Emanuel Johansen Campos** d'**Alternativas y Capacidades** de replacer les résultats dans leur contexte:

*Il ne fait aucun doute que les élections ont été une étape importante dans la vie politique du Mexique. Alors que les élections de 2000 ont amené un parti d'opposition – le PAN de centre droit – à la présidence pour la première fois depuis 1929, les élections de 2018 ont été les premières élections fédérales de l'histoire moderne du Mexique qui ont vu le triomphe d'un parti avec un programme idéologique plutôt de gauche – MORENA. Cette évolution représente à la fois une forte volonté de changement parmi les citoyens et une intention de punir le PAN et le PRI pour les résultats négatifs de leurs administrations passées. Cela s'est reflété dans le fait qu'Andrés Manuel López Obrador a remporté l'élection présidentielle avec 53% des voix et une différence de 30 points par rapport à son plus proche candidat, ce qui constitue la plus grande part de l'électorat obtenue à une élection présidentielle depuis 1982.*

AMLO s'est **positionné** comme un outsider de centre-gauche, non terni par la corruption et l'incompétence qui caractérisent depuis longtemps la classe politique mexicaine. Son message – faisant la une des journaux avec des promesses qui comprenaient la **réduction** de son salaire et la **vente** du jet présidentiel – semblait toucher beaucoup d'électeurs dégoûtés par la corruption, par la pauvreté, les inégalités extrêmes, les crimes et les actes de violence, y compris les retombées violentes de la soi-disant « guerre contre les stupéfiants » des gouvernements précédents.

L'ampleur du problème de la violence et de la criminalité au Mexique a été illustrée par les attaques

perpétrées dans le contexte de la campagne électorale. L'Article 19 retrace plus de 185 actes d'agression contre des journalistes au cours de la campagne #RompeElMiedo (Briser la peur) qui s'est déroulée d'avril à l'élection, confirmant le sombre bilan du Mexique comme l'un des pays les plus dangereux du monde en tant que journaliste, et où les meurtres, les disparitions forcées et l'impunité sont des défis constants. Plus de 130 personnalités politiques auraient également été tuées entre septembre 2017 et les élections de juillet. La situation s'est tellement détériorée que David Kaye, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a déclaré en juin que le pays était confronté à une crise sécuritaire majeure en raison de l'effondrement de l'état de droit, comme en témoignent les attaques contre les journalistes.

Emanuel décrit l'environnement difficile pour la société civile pendant la campagne électorale, mais aussi les niveaux importants d'engagement de la société civile qui, selon lui, ont aidé à mobiliser les citoyens et à faire de la corruption un problème fondamental :

*Des militants et des journalistes ont été à plusieurs reprises victimes de harcèlement, de menaces et de meurtres, comme le rapportent de nombreuses organisations de défense des droits humains. Selon l'Article 19, entre 2000 et 2018, 117 journalistes ont été tués dans le cadre de leur travail journalistique, dont 44 sous le gouvernement sortant. Un rapport publié en 2017 par le Réseau National des Organisations Civiles de Défense des Droits de l'Homme a déclaré qu'entre 2012 et 2016, au moins 76 défenseurs des droits de l'homme ont été assassinés au Mexique, tandis que 73 étaient portés disparus.*

*Les récentes élections ont également été marquées par un degré élevé de violence qui semble s'être normalisé au sein de la société mexicaine. Le jour des élections, des actes de violence ont été signalés dans plusieurs districts du Mexique. Parmi eux, citons le cas de l'État de Puebla, où des groupes violents ont volé au moins 70 urnes et*

*matériels électoraux.*

*Alternativas y Capacidades a par ailleurs mis en évidence certaines tendances encourageantes dans la démocratie mexicaine. La participation de la société civile au processus électoral a été très élevée, comme en témoigne le grand nombre d'initiatives visant non seulement à inciter les gens à voter, mais également à promouvoir parmi les candidats des propositions de politique publique issues de l'expérience et du travail collectif de la société civile organisée. En juin et juillet, nous avons réalisé une cartographie des initiatives de la société civile dont on a fait la promotion dans le cadre des campagnes électorales. Nous avons identifié au moins 38 actions de plaidoyer dans lesquelles les OSC et les groupes sociaux cherchaient à influencer les candidats à la présidence, avec des objectifs allant de la diffusion d'informations et de l'analyse publique des propositions des candidats, à la préparation d'agendas de politiques publiques sur divers sujets. Il y avait aussi un grand nombre d'initiatives au niveau de l'État et au niveau local. En outre, bien que le taux d'abstention électorale reste relativement élevé, 63% des électeurs ont voté lors des dernières élections, soit le nombre le plus élevé depuis les élections fédérales de 2000.*

*Au Mexique, la participation des citoyens à la vie politique a pris de l'ampleur depuis les dernières décennies du 20ème siècle, mais un énorme bond en avant a eu lieu ces dernières années. L'abondance de dénonciations et le travail collaboratif des activistes, des médias indépendants et des organisations de la société civile ont permis de donner de la visibilité aux actes de corruption à tous les niveaux de gouvernement. En conséquence, les citoyens se méfient de plus en plus des informations diffusées par les médias et sont beaucoup plus disposés à se mobiliser et à occuper des espaces publics pour demander des changements dans leurs gouvernements, notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption et l'impunité, et en faveur de la sécurité, la justice et le développement social.*

“

DEPUIS 2014, LES  
PARENTS DES  
ÉTUDIANTS DISPARUS  
À AYOTZINAPA SE  
SONT MOBILISÉS À  
PLUSIEURS REPRISES  
POUR DEMANDER  
JUSTICE.

”

*Le travail de surveillance et de dénonciation entrepris par les organisations de la société civile, les initiatives citoyennes, les activistes, les journalistes et les médias a été crucial pour donner de la visibilité aux niveaux alarmants de corruption, d'impunité et d'insécurité régnant ces dernières années. Les enquêtes de 2014 sur la «**Maison Blanche**» acquise de la part de la société Grupo Higa par la première dame Angélica Rivera et le conflit d'intérêts éventuel représenté par la participation de cette société à l'appel d'offres pour la construction dans la ville de Mexico de la ligne de chemin de fer de Querétaro, une initiative lancée sous l'administration de son mari, le président Peña Nieto, en sont des exemples. L'équipe d'enquêteurs dirigée par la journaliste Carmen Aristegui s'est vu décerner le Prix National du Journalisme 2015. Leurs reportages ont également contribué à la décision du gouvernement fédéral d'ouvrir une enquête officielle sur cet apparent conflit d'intérêts, enquête entreprise par le ministère de l'Administration publique. Dans un autre cas, de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé la disparition en 2014 de 43 instituteurs étudiants dans la ville d'Ayotzinapa, vraisemblablement aux mains de l'armée. Depuis cette année-là, les parents des étudiants disparus se sont mobilisés à plusieurs reprises pour demander justice, avec l'appui et l'accompagnement d'organisations et de réseaux de défense des droits de l'homme à travers le Mexique.*

*Entre 2012 et 2017, le Mexique est passé de 34 à 29 points dans l'**Indice de Perception de la Corruption** de Transparency International. Selon l'**Enquête Nationale** de 2017 sur la Qualité et l'Impact du Gouvernement, 91% des mexicains pensent que les actes de corruption dans les agences gouvernementales avec lesquelles ils traitent sont fréquents ou très fréquents. Sous le gouvernement actuel, de nombreux scandales de corruption impliquant des personnalités gouvernementales à tous les niveaux ont été exposés. Cependant, dans très peu de cas, des réponses et des solutions efficaces ont été proposées.*

Parmi les nombreuses initiatives prises par la société civile durant la campagne présidentielle de 2018, le Troisième Sommet du Citoyen (TSC) se distingue. Emanuel décrit les efforts de la société civile pour se rassembler, élaborer des positions politiques communes et s'en servir comme base du dialogue avec les candidats à la présidence pour tenter de s'assurer des engagements de suivi après les élections :

*Le TSC est un espace dans lequel diverses organisations et mouvements sociaux cherchent à influencer les politiques publiques du nouveau gouvernement afin de contribuer à trouver des solutions aux problèmes majeurs du Mexique. Lors de la tenue du TSC, d'importants enseignements ont été tirés des deux sommets précédents, tenus en 2012 et 2015.*



La première étape du TSC consistait à créer un programme commun de politiques publiques. Pendant dix mois à compter du début de 2017, un groupe diversifié d'organisations et de réseaux a élaboré un programme comprenant 56 propositions de politiques publiques regroupées en sept sections thématiques : environnement et développement durable, cohésion communautaire et développement participatif, droits de l'homme, éducation de qualité, renforcement des OSC, justice et sécurité. Le TSC comprenait 10 propositions visant à résoudre les problèmes posés par les lois sur la société civile, telles que la simplification des processus administratifs, la réduction de la réglementation excessive des activités des OSC et l'amélioration des règles d'accès aux avantages fiscaux et aux ressources publiques. L'ordre du jour et les propositions ont été approuvés par consensus par 59 organisations, après quoi d'autres organisations et mouvements sociaux ont été invités à adhérer en ligne, soit à des propositions spécifiques, soit à l'ensemble du programme. En juillet, près de 380 organisations et réseaux avaient approuvé le programme.

La deuxième étape consistait à envoyer le programme aux quatre candidats à la présidence avec une demande d'indication des propositions auxquelles leurs coalitions souscrivaient, qu'elles appuyaient avec des réserves et qu'elles n'avaient pas approuvées, ainsi que des motifs pour lesquels elles exprimaient des réserves ou un rejet. Les quatre candidats **ont répondu** et trois d'entre eux ont également annoncé leurs positions lors d'un événement tenu en mai devant plus de 400 personnes issues de la société civile.

En outre, le Troisième Sommet du Citoyen (TSC) a tenu un dialogue public avec quatre candidats de différentes forces politiques représentant le Sénat fédéral, dans le but de les amener à indiquer leur position sur divers points à l'ordre du jour, et il a été convenu d'ouvrir des canaux de dialogue dès que la prochaine législature prendrait ses fonctions.

Au lendemain des élections, le TSC cherche à donner suite aux propositions de l'ordre du jour et à établir des mécanismes de dialogue. De même, le TSC établira des contacts avec toutes les forces politiques représentées au Congrès.

Un plaidoyer continu et la recherche du dialogue seront nécessaires. Les dysfonctionnements endémiques du Mexique en matière d'état de droit ne peuvent être résolus uniquement par un changement au sommet. Après les élections, les **attaques** violentes et les **détentions** de journalistes se sont poursuivies. Les défis auxquels la nouvelle administration a été confrontée incluaient une vive réaction de certains milieux lorsqu'elle a tenté de mettre en œuvre ses différentes politiques. En novembre, environ 5 000 personnes **ont défilé** dans la capitale, Mexico, après l'arrêt de la construction d'un nouvel aéroport. La décision sur la construction de l'aéroport avait été soumise à un référendum local, avec environ 70% des votants étant contre. Le mois suivant, près de 1400 juges et travailleurs dans le secteur judiciaire se sont mis en **grève** pour protester contre une nouvelle loi limitant leurs salaires, ce qui les mettait en contradiction avec la promesse du nouveau président de réduire les dépenses. Ce qui pourrait arriver ensuite est incertain et sujet à débat, mais la société civile mexicaine a le potentiel d'aider à promouvoir le changement, si les conditions le permettent.

## ETHIOPIE : UNE FENÊTRE S'OUVRE POUR LES DROITS DE L'HOMME

Bien que cela ne soit pas le résultat d'une élection, un changement de direction en **Ethiopie** en avril semblait être porteur d'espoir pour la société civile et les libertés démocratiques. Le Dr Abiy Ahmed a été nommé Premier ministre après la démission du Premier ministre Hailemariam Desalegn. Cette décision était une réponse face à l'aggravation du conflit et à l'échec manifeste de la réaction initiale du gouvernement, qui consistait en une **politique** de détention massive et de **violences** contre les **manifestations**, et non en une tentative réelle de régler les problèmes concrets à l'origine des conflits. **Fisseha Tekle d'Amnesty International** résume le contexte :



Un partisan du Front de Libération Oromo célèbre la levée de l'interdiction qui pesait sur ses activités.

Crédit: Eric Lafforgue/Art in All of Us/Corbis via Getty Images

*En Ethiopie, un vent de changement souffle depuis la nomination du Dr Abiy Ahmed au poste de Premier ministre. Outre la libération massive de prisonniers, dont des centaines de prisonniers d'opinion, la nouvelle administration a levé le dernier état d'urgence **proclamé** en février pour une durée de six mois. Beaucoup espéraient que la nouvelle administration du Premier ministre Abiy permettrait de sauver un pays en train de sombrer dans une véritable crise. Depuis septembre 2017, diverses parties de l'Éthiopie ont été confrontées à des expulsions à grande échelle sur des bases ethniques, à de fréquents assassinats perpétrés par les forces de sécurité qui n'étaient ni plus ni moins que des exécutions extrajudiciaires, et à un fossé grandissant au sein de la coalition au pouvoir qui paralysait le gouvernement face à une crise prenant de l'ampleur.*

*En avril et en mai 2014, frustrés par le déplacement généralisé de résidents sous prétexte de développement, des jeunes ont organisé des manifestations dans de nombreuses parties de la région d'Oromia. Le déclencheur immédiat a été le projet de Plan Directeur Intégré Addis-Abeba-Oromia, que les manifestants ont perçu comme une autre excuse pour déplacer les agriculteurs Oromo sans garanties adéquates de procédure, sans consultations ni indemnisation immédiate et appropriée.*

*Ces manifestations se sont heurtées à la main de fer des forces de sécurité qui, à l'occasion, ont tué et blessé des manifestants en grande partie pacifiques. Les dispositions de la Proclamation Antiterroriste ont été utilisées pour arrêter et détenir arbitrairement, inculper et condamner les leaders présumés des manifestations. Toutefois, cela n'a pas découragé l'exigence de liberté pour exprimer les griefs de la population, une revendication qui couvait depuis des années.*

*En octobre 2015, cinq mois après que le parti au pouvoir a remporté tous les sièges parlementaires aux élections générales de 2015, dans un climat de répression et à la suite d'arrestations successives des dirigeants de l'opposition et des blogueurs dissidents, les manifestations à Oromia ont repris. Seulement cette fois, les manifestants sont revenus plus forts, coordonnés et avec des exigences envers le gouvernement, et les manifestations étaient cette fois-ci généralisées. Les manifestants ont clairement formulé leurs revendications : égalité politique et économique, libération des prisonniers d'opinion et état de droit. La répression brutale menée par l'État sur les manifestants n'a pas pu arrêter la manifestation. Au lieu de cela, les habitants de la région d'Amhara ont pris part à la manifestation en juillet 2016 lorsque les forces de sécurité ont arrêté des dirigeants de la communauté qui défendaient les demandes identitaires de l'ethnie des Amharas dans le district de Wolqait-Tegedae, ethnie qu'on aurait contrainte de faire partie de la région de Tigré.*

*Les efforts visant à réprimer les manifestations par l'usage de la seule force, les arrestations et les procès fabriqués n'ont pas donné lieu à la soumission instinctive anticipée des manifestants. Au lieu de cela, les partis ethniques qui formaient la coalition au pouvoir, en particulier l'Organisation Démocratique du Peuple Oromo et, plus tard, le Mouvement Démocratique National Amhara, se sont alignés sur les manifestants et ont commencé à rompre les rangs du parti. Cela était sans précédent au sein du parti au pouvoir, le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien, où le strict code de conduite du centralisme démocratique traitait de trahison toute expression publique de dissidence et d'opposition au sein du parti. Habituellement, le parti traitait sévèrement ceux qui rompaient les rangs, notamment par le biais de meurtres, d'arrestations et d'exil.*

*Avant septembre 2017, le pays avait déjà commencé à sombrer dans la crise alors que les divisions au sein du parti au pouvoir prenaient de l'ampleur et que les manifestations se poursuivaient dans diverses régions de l'Éthiopie. Rien qu'en septembre 2017, plus de 700 000 personnes ont été déplacées de la région Somali en raison de leur origine ethnique. Des attaques à caractère ethnique ont fait leur apparition dans différentes régions du pays, notamment à Benishangul, Oromia et dans la région des Nations, des Nationalités et des Peuples du Sud. Des membres de la Force de Défense Nationale ont également arrosé de balles les civils et les manifestants à Ambo, Chinaksen, Hamaresa, Moyale, Weldia et dans les villes voisines.*

*C'est au milieu de cette crise grandissante que Hailemariam Desalegn a démissionné en février et le gouvernement a proclamé l'état d'urgence, le deuxième du genre en moins de deux ans. Le Dr Abiy a pris la relève et a promis un large éventail de réformes pour répondre aux griefs des manifestants, élargir l'espace civique et assurer la justice économique.*

Les choses se sont passées rapidement. En avril, le premier ministre Abiy, premier dirigeant éthiopien appartenant à la minorité oromo qui était au

cœur des manifestations, **a annoncé** qu'il envisageait de rétablir une limite de deux mandats pour les premiers ministres, ce qui allait à l'encontre des **tendances récentes** qui ont effacé les limites de mandat dans de nombreux États africains. Le même mois, les services de téléphonie mobile, qui avaient été bloqués dans certaines parties de l'Éthiopie où s'étaient déroulées des manifestations antigouvernementales, **ont été rétablis**, mais les services Internet ont de nouveau été coupés dans l'est du pays en août, à la suite d'une flambée de violence.

Parmi les **personnes libérées** de prison au cours des premiers mois de l'administration du Premier ministre Abiy, figuraient des militants, des blogueurs, des journalistes, des universitaires et des politiciens de l'opposition. En mai, le chef de l'opposition Andargachew Tsige, condamné à mort pour terrorisme, **a été gracié**, ainsi que 575 autres prisonniers. En juin, le gouvernement a autorisé l'**accès** à 264 sites Web précédemment bloqués, y compris les sites de la diaspora, et **a mis en place** un Conseil Consultatif de la Justice chargé d'examiner les lois restrictives, notamment les Proclamations répressives sur les Associations Caritatives et les Sociétés et celle de lutte contre le terrorisme, souvent utilisées pour restreindre la société civile, et a tenu une consultation publique sur les lois à l'étude. En juillet, le gouverneur de la région somalienne d'Éthiopie **a annoncé** la libération de milliers de détenus du Front de Libération Nationale de l'Ogaden.

Le dégel a continué. En août, le gouvernement a signé un **accord** visant à mettre fin aux hostilités avec le Front de Libération Oromo/Oromo Liberation Front (OLF), ce qui permet à ce dernier de poursuivre ses activités en utilisant des voies pacifiques. L'OLF avait précédemment déclaré un cessez-le-feu et exprimé son intention de se présenter aux prochaines élections. L'OLF était l'une des nombreuses organisations retirées de la liste des organisations terroristes du gouvernement. Le mois suivant, les dirigeants de l'OLF **sont rentrés** dans la capitale, Addis-Abeba, après 26 ans d'exil en Érythrée, avec environ 1 500 membres de l'OLF. En octobre, près de 2000 membres du Mouvement Démocratique Populaire du Tigré ont emboîté le pas, revenant d'Érythrée et se sont engagés à une action politique à caractère pacifique.



“

À LA FIN DE 2018,  
LE COMITÉ POUR  
LA PROTECTION  
DES JOURNALISTES  
A RAPPORTÉ QUE,  
POUR LA PREMIÈRE  
FOIS DEPUIS  
2004, L'ÉTHIOPIE  
N'AVAIT PAS DE  
JOURNALISTES EN  
PRISON.

”

Le même mois, le Premier ministre Abiy a **créé** un Ministère de la Paix et **nommé** un cabinet composé de 50% de femmes. En novembre, le Premier ministre Abiy a rencontré des membres du parti de l'opposition pour leur promettre que des élections régulières auront lieu en 2020 et a **nommé** un dirigeant de l'opposition précédemment exilé à la tête du comité électoral du pays. À la fin de 2018, le Comité pour la Protection des Journalistes a **rapporté** que pour la première fois depuis 2004, l'Éthiopie n'avait pas de journalistes en prison.

Toutefois, la fragilité de la situation a été soulignée par la persistance de violences à caractère ethnique. Au retour des dirigeants d'OLF en septembre, de violents **affrontements** entre des groupes de jeunes Oromo et d'autres ont fait 23 morts en un seul week-end, et des gaz lacrymogènes ont été utilisés pour disperser les affrontements entre partisans de l'OLF et résidents locaux. La réaction de l'État était du déjà vu: environ 3000 jeunes **ont été arrêtés** dont beaucoup n'ayant probablement rien à voir avec les violences, et environ 1200 ont été jetés au cachot. En octobre, neuf personnes auraient **été tuées** par les forces de sécurité lors d'une manifestation dans la région de Tigré. Au moins 50 personnes ont été arrêtées et de nombreuses autres personnes ont été battues et blessées lorsque les forces de sécurité sont intervenues dans une manifestation dans la région d'Afar. De toute évidence, certaines vieilles habitudes ont la vie dure. Dans le même temps en juin, il y a eu une **attaque** à la grenade lors d'un rassemblement organisé par le Premier ministre Abiy pour signaler l'opposition aux réformes et au cours duquel deux personnes ont été tuées.

Bien que celles-ci constituent sans aucun doute des revers, la société civile a cherché à en tirer parti et à aider à maintenir la dynamique apparente du changement **en invitant** le gouvernement à aller plus loin, en préparant un nouveau projet de loi sur les OSC. L'Éthiopie est depuis longtemps l'un des environnements juridiques les plus répressifs au monde pour la création et le fonctionnement des OSC, et le projet de loi contenait encore de nombreuses mesures restrictives concernant l'enregistrement et le financement des OSC, en particulier des OSC internationales.

Voir dans quelle mesure toute nouvelle loi sur les organisations de la société civile sera véritablement favorable offrira une sorte de test du caractère sérieux et déterminé pour le changement du programme de réformes du premier ministre Abiy. En fin de compte, les récents changements survenus en Éthiopie, bien que globalement positifs, font également ressortir les faiblesses persistantes d'un système de gouvernance dans lequel tant de pouvoirs sont concentrés entre les mains du parti au pouvoir et de son chef. Si un changement de Premier ministre peut rapidement faire progresser les droits de l'homme, alors l'inverse est évidemment vrai, et un autre chef de la vieille garde pourrait faire son entrée et ramener le pays à l'autocratie. Il faut encore beaucoup plus de réformes ; et pour rendre le changement

permanent, il faut développer les structures et les cultures de la démocratie, ce qui signifie permettre à la société civile d'agir, de se développer et de jouer pleinement son rôle dans l'édification de la démocratie. Fisseha présente le défi à venir :

*La leçon principale est que la demande populaire de liberté ne peut être muselée par la seule force. Par conséquent, j'exhorte le nouveau gouvernement à accélérer les réformes par le biais d'un processus inclusif et transparent.*

*Vraisemblablement, les membres du parti au pouvoir qui ont perdu leur pouvoir politique à la suite du processus de réforme sont malheureux. Éviter toute reddition de compte éventuelle pour les crimes odieux et envers la corruption systémique représente des encouragements à ce que les anciens responsables de la sécurité et les éléments réactionnaires du parti au pouvoir s'opposent au processus de réforme. Il est donc nécessaire d'inscrire les réformes dans les lois et les institutions afin de garantir leur irréversibilité.*

*Le pays s'approche des élections locales de 2019 et des élections générales de 2020. Cependant, les lois et les institutions régissant le cadre de l'engagement civique constituent une entrave à la participation des partis politiques, des médias et de la société civile, à leur engagement effectif dans le processus. En cette période critique en Éthiopie, la tenue d'élections équitables et crédibles est essentielle pour garantir la légitimité du gouvernement aussi bien que la paix et la stabilité. Cependant, la crédibilité de l'élection est compromise si elle est menée en vertu des lois répressives actuelles.*

Les réformes ont aussi des implications internationales. Les relations difficiles entre l'Éthiopie et son voisin, l'**Érythrée**, devenue indépendante de l'Éthiopie en 1991, se sont améliorées et ont conduit à la signature d'un **accord de paix** en juillet. Mais si l'accord a facilité le retour des exilés éthiopiens d'Érythrée, il n'a entraîné aucune **amélioration** immédiate de la situation des droits des citoyens en Érythrée, qui utilise depuis longtemps son conflit avec l'Éthiopie

comme **prétexte** à l'**autoritarisme** et au service militaire forcé. Même après l'accord de paix, la répression en Érythrée a continué. En septembre, par exemple, l'ancien ministre érythréen des Finances, Berhane Abrehe, a été **arrêté** et placé en détention après avoir publié un livre critiquant le président et appelant les jeunes à se mobiliser pour un changement démocratique. Le statut de l'Érythrée en tant qu'**État pénitentiaire** contraste encore plus avec le dégel en Éthiopie.

Les implications régionales sont importantes car, comme le conclut Fisseha, l'Éthiopie a longtemps été considérée comme une réussite régionale, à la fois par les gouvernements donateurs et les États voisins. Elle a été saluée pour ses succès en matière de développement au sein d'un système autoritaire, jusqu'à ce que ce système ne puisse plus contenir les conflits causés ou exacerbés par les prises de décision à distance et les inégalités économiques. L'Éthiopie, appuyée par sa société civile longtemps réprimée, a maintenant le potentiel d'offrir un modèle différent et plus inclusif :

*Il y a une leçon à tirer pour d'autres pays d'Afrique de l'Est, qui ont observé le modèle éthiopien. De nombreux gouvernements voisins ont manifesté leur intérêt pour le modèle de développement piloté par l'État de l'Éthiopie et certains d'entre eux ont tenté de le reproduire. Cependant, les pays tentés par le modèle étatique de développement ne doivent pas être trompés par une histoire racontée en partie. Les progrès économiques tant appréciés et enregistrés par l'Éthiopie au cours des 10 dernières années ont été assombris par des violations systématiques et généralisées des droits de l'homme qui ont finalement conduit à une crise politique. L'ensemble de la situation en Éthiopie montre que les bénéfices d'une primauté exagérée accordée au développement économique au détriment des droits de l'homme sont de courte durée et voués à s'effondrer. Actuellement, ce qui ressort est que les manœuvres répressives, telles qu'utilisées par le gouvernement éthiopien, sont des recettes pour l'échec de l'État et non celles pour un développement durable.*

# LA VOLONTÉ DU PEUPLE ? LES RÉFÉRENDUMS EN 2018

## IRLANDE : LA RÉFORME SOCIALE VIA UNE DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE

Le référendum en **Irlande** en mai 2018, qui a annulé l'interdiction constitutionnelle de l'avortement (*voir section 2*) – a offert un exemple intéressant de la façon dont un mécanisme de démocratie directe peut favoriser un changement progressif. Il est essentiel de noter que le référendum faisait partie d'un processus plus large de dialogue et de délibération, avec une assemblée de citoyens – une convention non partisane largement représentative – étant à l'origine de la proposition, brisant des décennies d'impasse politique. Ce n'était pas la seule avancée pour les droits obtenue par le biais d'un référendum en Irlande en 2018: en octobre, les électeurs ont **massivement** voté en faveur de l'abolition de la loi sur le blasphème, une mesure positive en faveur de la **liberté d'expression**. S'appuyant sur le vote de la loi sur l'avortement et le référendum de 2015 sur la légalisation du mariage homosexuel, le vote d'octobre était la dernière de la « révolution tranquille » irlandaise, au cours de laquelle des vieilles lois conservatrices ont été annulées par un vote populaire. En 2019 et dans les années à venir, un plus grand nombre de votes semble probable, notamment sur des questions telles que la libéralisation des lois sur le divorce et la suppression des termes de la constitution qui déclarent que la place de la femme est au foyer.

Un autre objectif de la société civile irlandaise est de s'opposer aux dispositions de la Loi Électorale du pays traitant du financement des « **activités politiques** ». Cette terminologie large a conduit à exiger des organisations de la société civile le retour des dons internationaux considérés comme

politiques. Alors qu'en juillet, une ordonnance de 2017 qui ordonnait à Amnesty International Irlande de retourner un don pour violation de la loi a été **révoquée** ; en octobre, Equate, une OSC des droits de l'enfant, a **annoncé** qu'une enquête avait également été ouverte en son endroit en vertu de ladite loi. Parmi la série de référendums en Irlande sur les questions sociales, de plus en plus de préoccupations ont été soulevées quant à la manière dont la loi peut limiter les campagnes légitimes de la société civile sur les droits de l'homme. Une **coalition** d'OSC a donc **lancé** une pétition pour demander un changement de loi. Les propositions de réforme sont sur la table et la société civile a demandé à être dûment consultée lors de l'élaboration de tout amendement, et des exemples de bonnes pratiques provenant d'ailleurs en Europe sont également pris en compte.

## PAYS-BAS : SUPPRESSION D'UN OUTIL ANTI-ESTABLISHMENT

Un référendum a également permis de faire progresser les droits fondamentaux aux **Pays-Bas**, où les citoyens ont voté en mars pour rejeter une loi renforçant le pouvoir de l'État en matière de surveillance et de collecte de données électroniques. La loi, introduite en 2017, avait été surnommée la « Charte du Big Brother ». Plus de 384 000 signatures ont d'abord été recueillies pour déclencher le référendum, au cours duquel les électeurs ont choisi de justesse (49 contre 47%) de **rejeter** la loi. Le résultat du vote a généralement été perçu comme un véritable choc, mais celui-ci a montré que les citoyens néerlandais étaient de plus en plus conscients du caractère envahissant de la **surveillance** en ligne. De nombreux membres de la société civile ont fait campagne contre la loi sur la surveillance, préoccupée par son impact sur les libertés fondamentales, y compris le droit à la vie privée.

La Loi Consultative sur le Référendum de 2015 prévoyait que de nombreuses lois pourraient être soumises à un référendum consultatif peu après avoir été adoptées, si suffisamment d'électeurs le demandaient. Si une majorité votait contre la loi et que le taux de participation dépassait 30%, cette loi était suspendue jusqu'à ce qu'un nouveau projet de loi soit présenté, soit



pour la mettre en vigueur, soit pour l'abroger. Les référendums visaient donc à exhorter les législateurs à repenser et à reconsidérer les implications des nouvelles lois. Le vote de mars sur la « Charte du Big Brother » n'était que la deuxième occasion d'utilisation de ladite loi. Le référendum de mars était consultatif – cela ne signifiait pas automatiquement que la loi serait abrogée – mais le gouvernement a reconnu le résultat et déclaré qu'il modifierait la loi.

Mais après ces deux défaites pour la classe politique, le Parlement néerlandais a voté en juillet l'**abolition** de la Loi Consultative sur le Référendum. Certains groupes de la société civile ont promis de s'opposer juridiquement à cette décision. On avait l'impression qu'une élite politique avait voulu expérimenter une plus grande démocratie directe uniquement pour pouvoir mettre fin à l'expérience si les résultats ne lui plaisaient pas. **René Rouwette** de l'OSC néerlandaise **Kompass** résume le mécontentement que cela a causé :

*Un problème majeur de la tension démocratique actuelle aux Pays-Bas concerne les référendums. Au cours des dernières années, des référendums ont été introduits aux niveaux local et national. Presque tous les votes ont abouti à des victoires pour des forces anti-establishment. Lors du premier référendum national organisé aux Pays-Bas en avril 2016, les deux tiers des électeurs **ont rejeté** le traité d'adhésion de l'UE avec l'Ukraine.*

*En conséquence, la coalition au pouvoir a décidé de mettre fin à toute éventualité de référendum au niveau national. Les gens sont mécontents de la réticence du gouvernement à donner suite aux résultats du référendum aussi bien que de la décision de suspendre les référendums.*

Si les référendums ne doivent pas être l'outil de choix, la société civile incitera alors le gouvernement à proposer d'autres moyens d'écouter les citoyens, de solliciter leur contribution pour améliorer les lois et de prendre en compte les préoccupations et l'insatisfaction sincères qui ont conduit aux résultats du référendum.

## MACÉDOINE DU NORD : LE VOTE SUR LE CHANGEMENT DE NOM N'A PAS L'EFFET ESCOMPTÉ.

À une époque politiquement polarisée où les questions d'identité nationale sont très controversées dans tant de pays, il n'est peut-être pas surprenant que l'appellation d'un pays puisse faire l'objet d'un débat politique intense. Les aspirations de la **Macédoine** à adhérer à l'Union Européenne et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont longtemps été bloquées par le gouvernement **grec**. La région historique de la Macédoine comprend une grande partie de l'actuelle Grèce, et cette région de la Grèce s'appelle également la Macédoine. Les dirigeants politiques de la Macédoine après l'indépendance ont cultivé une image nationale fortement enracinée dans l'histoire ancienne de la région ; cela alimente les craintes de la Grèce quant à une éventuelle revendication irrédentiste de sa région macédonienne. Après des années de négociations entre les deux Etats, un **compromis** a été négocié en juin selon lequel la Macédoine changerait de nom et deviendrait la République de Macédoine du Nord et la Grèce ne bloquerait plus aucune initiative en vue de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN.

Dans les rues, l'accord a mis au jour de l'animosité des deux côtés de la frontière. Une importante **manifestation** contre la proposition de changement de nom a eu lieu à Skopje, la capitale de la Macédoine, en février et a rassemblé environ 10000 personnes. Certains groupes conservateurs de la société civile ont accusé la Grèce de crimes de guerre et de génocide contre les Macédoniens. En mars, plusieurs milliers de personnes ont rejoint à Skopje une autre **manifestation** contre tout changement de nom et ont accusé les principaux partis politiques de trahir l'intérêt national. En mars, une autre **manifestation** contre la loi sur les langues s'est tenue. Elle étend les droits linguistiques de la minorité albanaise de Macédoine. Entre-temps, à Athènes, dans la capitale grecque, environ 140000 personnes **ont manifesté** contre les négociations sur le changement de nom. Il y a eu des affrontements entre manifestants d'extrême droite et les contre-manifestants, et la police a utilisé



Le référendum sur le changement de nom de la Macédoine pour devenir Macédoine du Nord, qui a eu lieu en septembre, a alimenté la division de chaque côté de la frontière avec la Grèce.

Crédit: Chris McGrath/Getty Images

des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes lorsque des manifestants d'extrême droite leur ont jeté des pierres.

Une très vive réaction a eu lieu dans les deux pays lorsque l'accord a été annoncé en juin, et une manifestation très violente a eu lieu devant le parlement macédonien. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et **arrêté** 26 personnes après que des manifestants ont lancé des pierres et des feux d'artifice; neuf policiers et quatre manifestants auraient été blessés. Les manifestations se sont poursuivies devant le Parlement pendant des semaines, souvent caractérisées par des chants patriotiques et par l'agitation du drapeau macédonien.

En septembre, l'accord a fait l'objet d'un référendum national en Macédoine, avec des **manifestations** organisées avant le vote, à la fois pour et contre le changement de nom, y compris une campagne de boycott du référendum. Le principal parti d'opposition, le VMRO-DPMNE, qui a dirigé la Macédoine pendant plusieurs mandats jusqu'à ce qu'on révèle leur implication dans un énorme **scandale** de surveillance illicite, a exhorté ses partisans à rejeter l'accord. La société civile a exprimé sa **préoccupation** face aux appels à la violence, à une rhétorique à caractère ethnique et à la désinformation.

Comme dans d'autres votes récents, des allégations d'**ingérence** potentielle de la part de la **Russie**, notamment par le biais des réseaux sociaux, se sont multipliées, avec des milliers de faux comptes exhortant la population à rejeter cette décision et à boycotter le vote, notamment en invoquant le spectre du contrôle exercé par les Albanais de souche dans le pays à majorité slave. Le gouvernement russe a nié toute implication, bien que sa position soit clairement opposée à toute intégration future d'États dans l'UE et à l'OTAN à sa frontière occidentale. Les États occidentaux étaient également clairement concernés dans la décision: la campagne du oui **aurait reçu** 8 millions de dollars comme financement du Congrès **américain** pour lutter contre la désinformation venant de la Russie. Plusieurs sociétés fantômes prétendant exercer une influence par le biais des réseaux sociaux auraient été impliquées dans le vote du « oui » et une série de dirigeants européens se sont rendus en Macédoine pour approuver la proposition de changement de nom. Tout cela est clair, c'est bien plus que le nom du pays qui est en jeu : la Macédoine était vue de l'extérieur comme un champ de bataille stratégique entre la détermination de l'UE et de la Russie de conserver et d'étendre leurs sphères d'influence.

Mais lorsque le vote a été réalisé, avec une **participation** de seulement 35%, la proposition n'est pas passée. Bien que 94% des votants aient appuyé le changement de nom, celui-ci n'a pas atteint le seuil de participation requis de 50%. Il ne fallait pas voir dans le faible taux de participation de la passivité, mais un boycott organisé par ceux qui s'opposaient au changement.

Pour de nombreuses personnes au sein de la société civile progressiste qui ont soutenu la démarche, des relations plus étroites avec l'UE permettraient de faire progresser les droits fondamentaux, les libertés démocratiques et la lutte contre la corruption ; l'échec du référendum a présenté un dilemme. Les relations entre la société civile et le gouvernement se sont améliorées depuis l'entrée au pouvoir de l'Union Sociale-Démocrate de Macédoine en mai 2017, par rapport à l'approche **hostile** du gouvernement précédent. Depuis lors, les OSC ont rapporté que les possibilités de consultation avec le gouvernement se sont multipliées, notamment en ce qui concerne une éventuelle **réforme** de la législation sur l'avortement et le **suivi** des processus de passation des marchés et des appels d'offres. Un groupe parlementaire destiné à coopérer avec la société civile sur les droits des personnes LGBTQI a également **été créé**. En mars, le programme controversé de «dé-Sorosisation» de l'ancien gouvernement **a pris fin**, ainsi que la longue investigation et inspection financière dont au moins 20 OSC ont fait l'objet. En octobre, le gouvernement **a adopté** une nouvelle stratégie de coopération et de développement avec la société civile.

Contrairement à la stratégie largement positive du gouvernement, le VMRO-DPMNE a poursuivi sa campagne de **diffamation** de la société civile, **accusant** des groupes de la société civile d'être impliqués dans le blanchiment d'argent ainsi que d'entretenir des relations douteuses avec l'Union Sociale-Démocrate de Macédoine. Ces attaques ont affecté la confiance du public en la société civile, et selon une **étude** menée en 2018, 60% des Macédoniens avaient une image négative de la société civile. Cependant, en novembre, Nikola Gruevski, chef chassé du VMRO-DPMNE et ancien Premier ministre, a montré que c'est lui qui n'était pas digne de confiance quand il **a fui** le pays au lieu de purger une peine de deux ans et demi de prison pour corruption. Ironiquement, il a été chaleureusement accueilli en **Hongrie (voir ci-dessous)** par le Premier ministre Viktor Orbán, qui se montre généralement sévère envers les demandeurs d'asile. La façon dont les dirigeants politiques de droite opposés aux droits de l'homme se soutiennent et se prêtent main forte ne pouvait pas être plus claire.

De nombreuses personnes au sein de la société civile progressiste et axée sur la défense des droits de l'homme savaient donc où se situaient leurs sympathies. Mais à la suite des événements survenus après le référendum, la société civile a prêté le flanc à des accusations selon lesquelles elle se rangeait du côté des élites politiques au mépris de l'opinion publique. En octobre, le référendum n'ayant pas donné un résultat décisif, le Parlement **a malgré tout voté** en faveur du changement de nom, et en janvier 2019, le processus de changement de nom arrivait à sa dernière phase: un nouveau vote du Parlement **a modifié** la constitution du pays afin de renommer officiellement le pays, et ce en dépit de l'opposition farouche du VMRO-DPMNE et de la poursuite des manifestations. Le relai a ensuite été transmis à la Grèce, qui devait également ratifier le changement. Le désaccord persistant a presque **fait tomber** le gouvernement en janvier 2019 et a déclenché une autre **manifestation** d'environ 100 000 personnes à Athènes avant que son parlement ne **vote** de justesse pour approuver le changement de nom.

Dans ces conditions de polarisation et d'affirmation du sentiment ethnique et nationaliste, il incombe certainement à la société civile de l'État qui est devenu la Macédoine du Nord – et à ses homologues de la Grèce – de continuer à cultiver des relations plus constructives avec le gouvernement tout en renforçant les liens avec les citoyens qui sont toujours en colère contre le changement et ce qu'il représente pour eux, et pensent que leurs voix n'ont pas été écoutées. La société civile a encore beaucoup à faire pour remédier aux divisions causées par le processus.

## BURUNDI : UN RÉFÉRENDUM DE PURE FORME

Mais si l'année a donné des exemples de référendums dans lesquels la démocratie directe a permis un changement progressif, d'autres où ils ont défait l'establishment, et d'autres encore où les référendums ont eu pour effet d'attiser la division et la polarisation, il convient de les distinguer de ceux qui sont entièrement fictifs. Des référendums qui existent uniquement pour conférer une apparence de légitimité au maintien du pouvoir. Le



**Burundi** a présenté en 2018 le dernier en date d'une récente **série** de référendums, pour le moins douteux, observés en particulier dans un grand nombre d'États d'Afrique et d'Amérique latine, et grâce auxquels les limites de mandat constitutionnelles ont été effacées ou modifiées pour permettre aux dirigeants de rester au pouvoir.

Un précédent exercice de défiance de la Constitution en **2015**, lorsque le président Pierre Nkurunziza s'était présenté pour un troisième mandat, avait déclenché des manifestations qui ont suscité une vague de violence et de répression brutale de la part de l'État et de la milice Imbonerakure du parti au pouvoir. Environ 1200 personnes ont été tuées dans les violences qui ont suivi et plus de 400 000 ont été contraintes à l'exil. Parmi les **exilés** se trouvaient de nombreux militants de la société civile qui ont fui pour échapper à la répression, tandis que la plupart des organisations de la société civile de défenses des droits de l'homme ont été fermées. Le référendum de mai avait pour but de permettre au président Nkurunziza d'exercer deux autres mandats de sept ans après 2020, ce qui signifie qu'il pourrait rester au pouvoir jusqu'en 2034.

Avant le vote, nous avons demandé à l'activiste burundais de la société civile **Janvier Bigirimana** de donner le contexte du référendum :

*Le président Pierre Nkurunziza a longtemps cherché un troisième mandat. Ceci est illégal et constitue une violation des accords d'Arusha de 2000 et de la Constitution de 2005 qui en a résulté. Il fait face à une opposition continue et forte depuis 2015. Il a par conséquent imposé un référendum à la population burundaise afin de modifier la Constitution. L'objectif principal de ce référendum est de faire de Pierre Nkurunziza un dictateur-empereur du Burundi et de priver les minorités politiques et ethniques de tout accès au pouvoir. Il convient de noter que son parti politique lui a récemment donné le titre de « Guide suprême éternel », une façon à peine déguisée de préparer l'opinion publique à consacrer le culte de la personnalité. Pierre Nkurunziza met tout en œuvre pour devenir le prochain dirigeant absolu.*

*Lorsque le régime Nkurunziza s'est rendu compte qu'il ne serait pas en mesure d'obtenir la majorité législative nécessaire pour adopter un amendement constitutionnel à l'Assemblée nationale, il a décidé de convoquer un référendum. Ils n'avaient pas réussi à adopter un amendement constitutionnel en 2014 et ne voulaient pas échouer à nouveau. Étant donné que l'organe officiel chargé des élections n'est pas indépendant et qu'aucun observateur international ne sera présent, il y a lieu de croire que le régime ne reculera devant rien pour assurer la victoire du « oui » et permettre le changement constitutionnel.*

La violation des accords d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile sanglante et ethnique du Burundi de 1993 à 2005, ne doit pas être prise à la légère. Comme Janvier l'explique, les Accords prévoyaient un style de gouvernement très différent de l'autocratie qu'est devenu le Burundi, construit autour de la notion de **démocratie consociative**, dans laquelle il serait possible à la fois à la majorité hutu et à la minorité tutsi du Burundi d'avoir voix au chapitre et où l'on mettrait l'accent sur la recherche du compromis :

*Dans une démocratie fragile comme celle du Burundi, il est particulièrement important de prendre en compte le passé récent et douloureux du pays pour évoluer vers une gouvernance consensuelle. Ce n'est pas le cas en l'espèce : le régime de Nkurunziza a commis un certain nombre de crimes graves actuellement sous enquête à la Cour Pénale Internationale (CPI) et continue de promouvoir la loi de la force au lieu de la force de loi.*

*L'amendement de la Constitution ignore le principe de partage du pouvoir avec les minorités ethniques et politiques prévu dans les accords d'Arusha. Il le fait en modifiant la structure gouvernementale, en prolongeant le mandat du président et en abaissant la majorité requise pour adopter des lois à l'Assemblée nationale.*

*L'amendement constitutionnel exclut totalement toute possibilité d'alternance démocratique au Burundi et transforme les limites*



Les protestations de 2015 contre la réélection du président du Burundi, Pierre Nkurunziza, en dépit de l'interdiction constitutionnelle, ont déclenché une violente répression qui n'a pas cessé depuis lors.

Crédit: Nibigira Onesphore/Anadolu Agency/Getty Images

strictes du mandat présidentiel énoncées dans la Constitution en vœux pieux. En agissant de la sorte, l'amendement enfreint la stipulation de l'Accord d'Arusha selon laquelle aucun président ne peut être autorisé à exercer plus de deux mandats.

L'amendement à la Constitution est inconstitutionnel en soi. L'article 299 de la Constitution stipule clairement qu'« aucune procédure d'amendement ne peut être adoptée si elle met en péril l'unité nationale, la cohésion du peuple burundais, la laïcité de l'État, la réconciliation, la démocratie ou l'intégrité territoriale de la République ». Le référendum a lieu dans un contexte de crise et risque de polariser davantage les citoyens burundais.

En outre, bien que l'article 297 de la Constitution autorise le président à soumettre un projet d'amendement constitutionnel à un référendum, un tel vote aurait simplement une valeur consultative et ne serait pas juridiquement contraignant. Malgré la clarté incontestable de cette disposition constitutionnelle, l'article 5 du décret n 100/0027, publié le 18 mars pour inviter les électeurs à participer au référendum, l'a violé en spécifiant que le projet de modification de la Constitution doit être adopté s'il obtient la majorité absolue des voix.

En fin de compte, les chances de résoudre la crise de manière pacifique par le biais d'un règlement politique négocié s'effondrent encore davantage et l'absence de dialogue, de tolérance et de pluralisme politique constitue une grave atteinte au processus démocratique.

Le régime fait preuve d'égoïsme et d'indifférence face à la détresse de la population. Dans un contexte de grave crise politique, socio-économique et humanitaire, on pourrait aussi se demander si un référendum devrait avoir la priorité sur les défis auxquels le Burundi est actuellement confronté.

Ce référendum a été taillé sur mesure pour répondre aux intérêts de Nkurunziza et le jeu n'est pas transparent pour le moins que l'on puisse dire. Il est organisé dans un climat de terreur, de violations des

*droits de l'homme, de persécution d'opposants et de répression de toutes les libertés civiles. Les partisans du « non » ont subi diverses formes de persécution.*

*Plus de 400 000 Burundais, y compris des membres de l'opposition politique et des dirigeants de la société civile, vivent actuellement en exil à la suite de la crise majeure et de la répression qui a suivi. Les négociations engagées par la Communauté de l'Afrique de l'Est ont échoué parce que le régime de Nkurunziza n'a jamais été disposé à résoudre la crise par le biais d'une solution politique négociée. Les violations des droits de l'homme perpétrées contre les Burundais à l'intérieur et à l'extérieur du pays ne vont en aucun cas aider le Burundi à retrouver le chemin de la démocratie.*

En effet, dans des conditions d'espace civique verrouillé où la dissidence démocratique est supprimée, aucun vote ne pourrait être éventuellement libre ou équitable, et le référendum a entraîné davantage de **répression**. En janvier, environ 60 personnes **ont été arrêtées** après avoir appelé les citoyens à rejeter cette proposition. En mai, on **a mis fin** aux activités de la BBC et de Voice of America au Burundi.

Avant le vote, il a également été rapporté que des forces de police et des milices **obligeaient** des personnes à s'enregistrer, en particulier dans les zones rurales. Avec un vote contre le président inconcevable, l'État avait manifestement pour objectif de revendiquer sa légitimité en assurant un taux de participation élevé; le taux de participation final **annoncé** était, score à peine croyable, de 96%, avec un vote favorable de 73%. La crainte de représailles semblait être l'un des facteurs clés derrière ce taux participation. Selon des **rapports**, il y a des personnes qui ont été tuées ou agressées si elles n'étaient pas en mesure de prouver qu'elles avaient voté ou qu'elles n'étaient pas membres de l'opposition. Avant le vote, des personnalités éminentes, y compris le président, ont lancé des avertissements sur les fâcheuses conséquences qu'encourait quiconque tenterait d'empêcher le président d'obtenir ce qu'il veut. A la suite du résultat, les partis d'opposition

ont déclaré qu'ils déposeraient un recours juridictionnel contre le vote, mais dans un État de plus en plus organisé autour du régime personnel du président Nkurunziza, ils avaient peu de chance de réussir.

La répression **s'est poursuivie** après le référendum, qui avait vraisemblablement laissé un président Nkurunziza rassuré de savoir qu'il peut continuer de diriger le pays à sa guise: le gouvernement a célébré l'événement en suspendant le fonctionnement de plusieurs organisations de la société civile. En décembre, le gouvernement fraîchement enhardi **a ordonné** au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies de fermer ses bureaux au Burundi. Étant déjà devenu le **premier pays à quitter** la CPI en 2017 (**voir section 4**), cette décision témoignait d'un surcroît d'hostilité à l'égard de la communauté internationale

Pour lutter contre cette tendance, conclut Janvier, il est nécessaire d'**encourager** les efforts internationaux pour obliger le président Nkurunziza à rendre des comptes:

*La communauté internationale doit reconnaître ce qui se passe au Burundi. Le passage d'une démocratie relative à une dictature absolue pourrait avoir de graves répercussions sur l'avenir de la démocratie en Afrique, car d'autres dirigeants africains pourraient être tentés d'emboîter le pas en suivant l'exemple de Pierre Nkurunziza.*

*Le risque d'atrocités de masse, notamment de génocide, est très élevé. Toutes les conditions préalables sont réunies, notamment l'adoption d'un discours de haine par les plus hautes autorités de l'État et l'existence d'une milice qui a remplacé les institutions de l'État. Au nom de sa **responsabilité de protéger**, la communauté internationale doit prendre au sérieux la situation au Burundi et prévoir des mesures coercitives efficaces et significatives pour empêcher le régime de Nkurunziza de causer un préjudice irréparable, et l'emmener à accepter de négocier de manière sincère et inconditionnelle avec ses opposants.*



## BOLIVIE : LES CONSÉQUENCES D'UN VOTE CONTROVERSÉ

Les conséquences d'un référendum controversé, bien que celui-ci ait été rejeté, destiné à légitimer le maintien du pouvoir présidentiel, continuent de se faire sentir en **Bolivie**. Le président Evo Morales a perdu le référendum de février 2016 sur la question de savoir s'il pouvait déroger à la constitution pour se représenter pour un quatrième mandat, mais il a tout simplement ignoré le verdict et pris les devants malgré tout. Depuis lors, des **manifestations** ont eu lieu sous la bannière du mouvement 21-F – une étiquette qui commémore la date du référendum – pour l'inciter à changer de cap et à respecter le verdict du peuple. Les manifestations se sont poursuivies jusqu'en 2018, lorsque pour le deuxième anniversaire du référendum les gens sont descendus dans les rues pour **manifeste**r à la fois contre et pour soutenir le plan du président Morales de se représenter. Les manifestations se sont déroulées dans une atmosphère de tension, avec quelques **affrontements** entre les deux camps qui protestaient.

*Javier Gómez Aguilar du Centre d'Études pour le Travail et le Développement Agraire décrit le contexte dans lequel se sont déroulées ces manifestations :*

*Notre cadre normatif est celui d'une démocratie libérale multipartite avec des élections périodiques et la séparation des pouvoirs. Cependant, une tendance actuelle, qui ne se manifeste pas seulement en Bolivie, tend vers un régime de parti dominant et une concentration personnelle du pouvoir. Le Mouvement vers le Socialisme (MAS), dirigé par le Président Morales, est profondément enraciné dans les couches populaires de la Bolivie. Au cours de ses 12 années de pouvoir, il a pris le contrôle de l'espace de la société civile. Cela s'est fait par le biais de mécanismes très différents : criminaliser les manifestations, persécuter les opposants, diviser les organisations sociales, faire pression sur les OSC, les harceler en appliquant des réglementations fiscales ou en matière de législation du travail, acquérir des maisons de presse, interdire la publicité officielle aux médias indépendants et exercer un contrôle sur les réseaux sociaux.*

*L'utilisation de ces mécanismes a pris de l'ampleur car le MAS, bien qu'il reste le plus grand parti, a perdu du soutien. Lorsque le parti contrôle les quatre branches du gouvernement, il les utilise pour contrer sa perte progressive de légitimité. Le mécontentement a augmenté, de même que les manifestations, quoique pas dans la même proportion. Le gouvernement continue de contrôler les rues et conserve la capacité de mobiliser ses partisans, en particulier les fonctionnaires et les couches de la population qui dépendent de transferts de fonds ou de subventions de l'État.*

“

LE MÉCANISME  
RÉFÉRENDATAIRE  
DONNE LE DERNIER  
MOT AUX CITOYENS,  
DE TELLE MANIÈRE  
QUE LA QUESTION  
DE LA RÉÉLECTION  
AURAIT DUE  
ÊTRE RÉSOLUE  
DÉFINITIVEMENT  
AVEC LA VICTOIRE  
DU « NON ».

”





La Bolivie est restée polarisée depuis que le président Evo Morales a convoqué et perdu un référendum pour rendre possible une nouvelle réélection, en ignorant ensuite le verdict populaire.

Crédit: Marcelo Pérez Del Carpio/Anadolu Agency/Getty Images

Le **référendum** de 2016 a été organisé par le président lui-même, dans le but d'obtenir un feu vert pour modifier la constitution – une constitution qui avait été adoptée sous son administration – afin de permettre une réélection ultérieure. Le mécanisme référendaire donne le dernier mot aux citoyens de telle manière que la question de la réélection aurait dû être résolue définitivement avec la victoire du « non » et le président n'aurait pas dû se représenter.

Après 12 ans au pouvoir, le différend sur la réélection reflète la fragilité institutionnelle du parti au pouvoir. Une interdiction de réélection ne constituerait pas une interdiction contre le parti : le MAS pourrait présenter un autre candidat. Mais à ce stade, il n'y a pas de successeur au président Morales car, au lieu de se rendre compte plus tôt qu'il n'y aurait pas de réélection et de se concentrer sur la création d'un leadership alternatif, le gouvernement s'est efforcé de trouver les moyens de surmonter l'interdiction électorale.

Étant donné que l'option « non » a remportée avec une marge très étroite, il a été dit que le vote était « presque » un match nul et que, par conséquent, le résultat n'était pas concluant. Sur le plan judiciaire, deux représentants du gouvernement ont déposé une plainte en inconstitutionnalité invoquant la Convention Américaine relative aux Droits de l'Homme, qui jouit d'un statut supérieur à celui de la Constitution. Selon eux, étant donné que la Convention garantit aux citoyens le droit plein et entier de voter et d'être votés, l'interdiction de réélection constituerait une violation des droits politiques du président.

En décembre 2017, quelques jours seulement avant la fin de son mandat, la Cour Constitutionnelle a accepté la demande et **autorisé** le président Morales à se représenter. Il convient de souligner que les juges de la Cour constitutionnelle sont élus et exercent un mandat de cinq ans, et que les juges qui ont rendu cette décision sont tous des fonctionnaires. En d'autres termes, le pouvoir judiciaire n'est pas un pouvoir indépendant. Nous **attendons** la déclaration de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme sur le sujet.

Lors d'une des marches récentes des étudiants, le bâtiment du tribunal électoral de Santa Cruz **a été incendié**. Selon les étudiants, l'incendie a été provoqué par des **infiltrés** qui ont également causé bien d'autres dommages. Mais le gouvernement a immédiatement arrêté les responsables de la manifestation, dont l'un a été inculpé après un procès d'un seul jour : il a fait l'objet d'un procès abrégé, a plaidé coupable et a été condamné à une peine de trois ans d'emprisonnement avec sursis – ce qui est assez extraordinaire, c'est que nous sommes en présence d'un système judiciaire très lent, dans lequel 80% des prisonniers n'ont pas été condamnés. L'étudiant a

*ensuite été libéré, mais l'objectif d'insuffler la peur parmi les secteurs mobilisés a été atteint. Cela montrait clairement que si vous participez à une mobilisation, vous pourrez vous retrouver en prison.*

Ce n'était pas la seule manifestation en 2018. Lorsque la Bolivie a accueilli les jeux sud-américains en mai et juin, une femme **a fait l'objet d'intimidations** et des menaces pour avoir porté un t-shirt 21 F et lancé le slogan «La Bolivie a dit non». Le jour de l'indépendance, en août, on a empêché les partisans du 21-F de tenir une manifestation dans la ville de Potosí, où le président Morales prononçait un discours, ce qui a provoqué des affrontements avec la police. En réponse, les manifestants ont déclaré qu'ils entameraient des poursuites judiciaires en l'encontre du chef de la police. D'autres manifestations ont eu lieu en novembre et en décembre, lorsque la manifestante **Suleydi Estivariz** est décédée après être tombée en se cognant la tête lors d'une bagarre avec des policiers. Lors d'une autre manifestation des 21-F en décembre, neuf personnes **ont été arrêtées** pour avoir bloqué une route. La répression ne s'est pas arrêtée aux manifestations du 21-F; elle s'est étendue par des actions violentes contre une série de mouvement de grèves, y compris la grève des **travailleurs dans le secteur de la santé (voir section 1)**, tandis qu'une manifestation étudiante de mai a été brutalement réprimée, laissant un étudiant, **Jonathan Quispe Vila**, décédé des suites d'une blessure par balle infligée par un membre des forces de sécurité. L'agent de sécurité accusé d'avoir tiré a été libéré lorsqu'un juge a jugé qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments de preuves à son encontre.

Faisant fi de l'opposition, le président Morales s'est porté candidat lors des élections primaires tenues en janvier 2019. Javier décrit la polarisation de la société bolivienne, où le président Morales continue de bénéficier d'un certain soutien, cependant affaibli par son apparente détermination à se représenter :

*Il y a des manifestations et des contre-manifestations, des opinions favorables et défavorables à la réélection. Le président Morales conserve un niveau de soutien très important, en particulier parmi*

*les fonctionnaires. Il existe des secteurs organisés qui reçoivent d'importantes ressources de l'État et se mobilisent systématiquement contre toute manifestation anti-réélection. Dans le même temps, des plates-formes citoyennes – groupes de femmes, de jeunes, d'étudiants et de membres de la classe moyenne – **se sont mobilisées** sous la bannière «Bolivie dit Non » pour exiger le respect des résultats du référendum.*

Comme cela le suggère, le président Morales est en train de perdre le **soutien** d'au moins certains de ceux qui l'avaient autrefois soutenu avec enthousiasme sur la base de son bilan économique et social. L'histoire en Bolivie semble n'être rien d'autre qu'une affaire de gaspillage d'énergie. Alors que des efforts sont déployés avec une énergie croissante pour assurer le maintien au pouvoir du président Morales et réprimer la dissidence des opposants, il est difficile de ne pas penser au coût de la renonciation : ce qui aurait pu être réalisé si tous ces efforts et cette énergie avaient été consacrés à la poursuite du progrès économique progressif et du changement social en Bolivie.

## ÉQUATEUR : RETOUR DE LA LIMITE DE MANDATS

En revanche, et pour une fois, un **référendum** constitutionnel tenu en février en **Équateur** a réintroduit la limitation de la durée du mandat présidentiel. L'ancien président Rafael Correa s'était débarrassé de la limite de mandat en 2015 avant de passer le relais à son vice-président Lenín Moreno et il **avait été rapporté** qu'il aurait été prêt à se représenter une prochaine fois. Mais la proposition visant à réintroduire une limite de mandats faisait partie du mouvement de rupture du président Moreno d'avec les décisions de son prédécesseur. La proposition **a été adoptée** à une écrasante majorité (64% contre 36%), de même que six autres questions soumises au vote, dont l'une sur l'exclusion de la participation à la vie politique des personnes condamnées pour corruption et d'autres sur la réforme des structures de participation de l'État et le renforcement des réglementations en matière d'environnement.

Daniel Barragán du **Centre International de Recherche sur l'Environnement**

et le Territoire de l'Universidad de Los Hemisferios explique les enjeux:

*Le référendum a porté sur des thèmes aussi divers que la lutte contre la corruption, la restructuration du principal organe de participation officielle, le Conseil pour la Participation Citoyenne et le Contrôle Social (CPCCS), l'élimination de la réélection à mandats illimités, la protection des enfants et la non-prescription des crimes sexuels ainsi que l'interdiction de l'exploitation minière dans les centres urbains et les zones protégées.*

*Le référendum a entraîné d'importants changements institutionnels, en particulier à la suite de la réforme de la CPCCS et de ses conséquences à ce jour en termes d'évaluation et de **révocation** d'environ 27 fonctionnaires des organes de surveillance, accompagnés de nouvelles nominations, certaines temporaires et d'autres permanentes – à ces postes, comme ce fut le cas avec la Cour Constitutionnelle. Le CPCCS avait été créé par l'Assemblée Constituante de 2008 et conçu comme un « cinquième pouvoir » chargé de vérifier les mécanismes de contrôle, d'encourager la participation des citoyens et de lutter contre la corruption. Il joue également un rôle dans la nomination des fonctionnaires, ce qui en a fait la cible de ses principaux opposants.*

*Sur la légalité de ce qui a été fait sur ces questions, les points de vue divergent. Pour autant que je sache, le fonctionnement de la structure provisoire qu'est le CPCCS bénéficie d'un soutien social et citoyen.*

Le référendum faisait partie d'un changement apparent vers un plus grand respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques sous la nouvelle direction de l'Équateur, qui comprend une plus grande ouverture de l'espace civique. Daniel replace le résultat du référendum dans son contexte :

*Au cours des deux dernières années, on a ressenti en Equateur un climat de plus grande liberté et de respect des libertés d'association et de réunion pacifique et de liberté d'expression. Le changement a pris la forme d'une politique gouvernementale d'ouverture au dialogue*

*et d'une réforme de la réglementation applicable aux OSC et à la Loi Organique sur les Communications.*

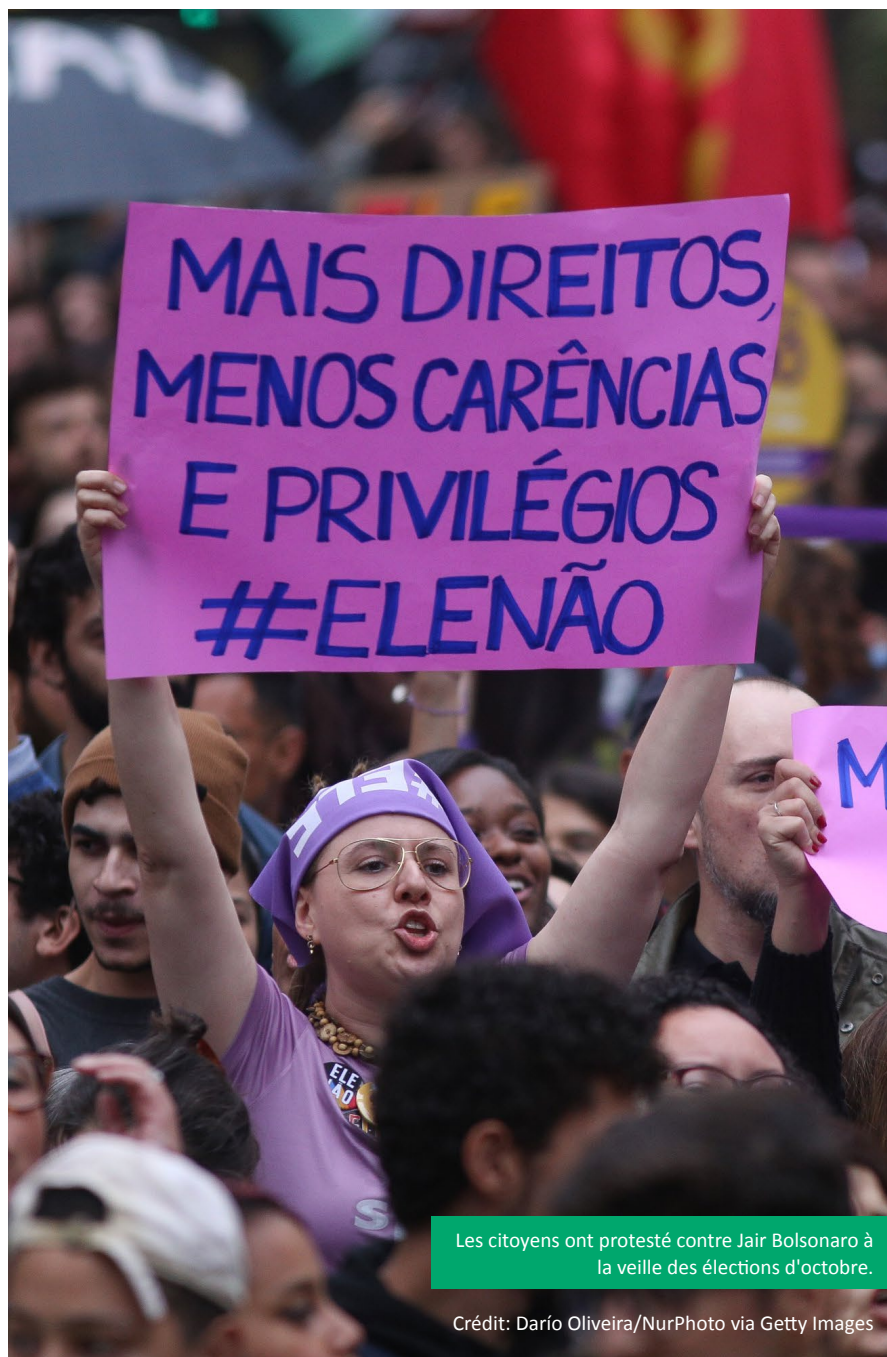
*La communication n'est plus considérée comme un service public mais comme un droit, le droit à la liberté d'expression a été élargi conceptuellement, le contrôle des médias est éliminé et l'autorégulation est encouragée, le crime de **lynchage médiatique** – qui punit la diffusion répétée d'informations visant à discréditer ou détruire la crédibilité de quelqu'un – est abrogé et les sanctions administratives sont éliminées.*

*Même s'il n'a pas toujours été possible de mettre en place les meilleures réglementations possibles et que la marge de latitude laissée par la nouvelle législation demeure toujours un problème, les modifications vont dans la bonne direction.*

*De mon point de vue, il existe aujourd'hui de meilleures conditions pour l'exercice des libertés démocratiques. La preuve en est l'existence d'un environnement de dialogue, de tolérance des opinions divergentes et de respect de la règle de droit.*

*La **décision** de l'Équateur de **s'associer au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert** est un bon exemple des progrès réalisés. C'était l'une des mesures prises non seulement pour la participation des citoyens mais également pour la lutte contre la corruption. Pour l'Équateur, il est essentiel de progresser vers la création d'un climat de confiance fondé sur la transparence des actions des autorités et des fonctionnaires, ainsi que sur une logique de coresponsabilité des citoyens dans les affaires publiques. Nous progressons actuellement dans la conception de notre premier Plan d'Action National pour un Gouvernement Ouvert. En outre, récemment, le Conseil Consultatif pour un Gouvernement Ouvert a présenté au maire à Quito, la capitale, un plan d'action à l'échelon de la ville, à mettre en œuvre en 2019. Je participe aux deux processus et je peux attester du fait que lorsqu'il y a volonté politique, un travail coordonné entre différents*





Les citoyens ont protesté contre Jair Bolsonaro à la veille des élections d'octobre.

Crédit: Darío Oliveira/NurPhoto via Getty Images

*secteurs et acteurs est possible.*

Bien sûr, de nombreux défis **subsistent**, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression, mais le résultat du référendum a apporté un changement rafraîchissant et a offert un autre pas dans la bonne direction, visant à renforcer les droits de la société civile en Équateur.

## VERS DE MEILLEURS RÉFÉRENDUMS

Il ressort clairement des différentes formes de référendum observées en 2018 que l'existence d'un référendum en soi ne nous dit pas grand-chose sur l'état des libertés démocratiques dans un contexte donné. Ce qui compte, c'est le **motif** pour lequel les référendums sont appelés et qui les appelle : qu'il s'agisse de revendications identifiées émanant de la base et clairement exprimées par les citoyens ou imposées du sommet par la classe politique – souvent dans le but de donner une légitimité à une décision de l'élite. Il importe également de savoir si les référendums ont lieu dans des contextes d'espace civique ouvert ou verrouillé.

Curieusement, alors que l'année 2018 tirait à sa fin et que la politique **britannique** restait polarisée, distraite et bloquée par les retombées du vote par référendum de 2016 en faveur de la sortie de l'UE, les gens ont commencé à suggérer que l'adoption du modèle d'assemblée des citoyens irlandais pourrait offrir un moyen pour sortir de l'impasse. Cela indique que de bons modèles existent et peuvent être adaptés ailleurs. Mais ce n'est que lorsque l'espace réservé à la société civile sera ouvert qu'un véritable débat pourra être organisé et que l'opposition démocratique sera exprimée de manière respectueuse, ce qui permettra de combler les divisions après le dépouillement du vote. La participation de la société civile rendue possible par un espace civique ouvert est l'élément essentiel pour que les référendums puissent véhiculer une démocratie à la fois délibérative et renforcée.

# LES POPULISTES DE DROITE GAGNENT DU TERRAIN

## BRÉSIL : LE RETOUR DE BÂTON DEVIENT DÉLÉTÈRE

À la fin du mois d'octobre, le **Brésil** a élu comme président l'ancien officier de l'armée et populiste d'extrême droite, **Jair Bolsonaro**. Il représentait un programme anti-droits de l'homme particulièrement agressif envers les femmes, les LGBTQI et les peuples autochtones, et a promis de se retirer des principaux accords internationaux sur les **changements climatiques** et les **migrations** (*voir section 4*).

Le Brésil était plongé depuis longtemps dans une crise politique, économique et sociale exacerbée par le scandale de la corruption à grande échelle qui a détruit la confiance envers le gouvernement, les institutions politiques et les partis traditionnels. Sous les administrations successives du Parti des Travailleurs (PT), le Brésil avait réalisé certains progrès économiques et sociaux, mais en même temps, la colère suscitée par le coût de la vie, les inégalités et la corruption avait déclenché des manifestations de grande ampleur en **2013** et **2014**. Il était devenu évident que tout le système politique et économique était structuré autour de la corruption, avec la société pétrolière publique Petrobras et le géant de la construction Odebrecht au centre de ce qui est devenu l'opération **Lava Jato** (« carwash/Lave-auto »). Les révélations ont révélé une structure élaborée de corruption destinée à financer des partis et des campagnes à travers tout le spectre politique, mais les **retombées** politiques ont principalement touché le PT et ses dirigeants. En 2016, la présidente Dilma Rousseff a été mise en accusation et révoquée, et en avril, l'ancien président du PT, Luis Inácio 'Lula' da Silva, qui occupait la place de favori pour l'élection d'octobre, a été condamné à une peine de 12 ans d'emprisonnement pour avoir été déclaré coupable de blanchiment

d'argent et de corruption; cette condamnation judiciaire l'a **forcé à quitter** la campagne.

Tant la mise en accusation de Dilma Rousseff que le procès de Lula ont été considérés par la société civile comme motivés par des considérations politiques, étant donné que bon nombre de leurs accusateurs étaient également impliqués dans des affaires de corruption mais avaient échappé aux mêmes peines. Les soupçons de partialité politique n'ont pris de l'ampleur que lorsque le procureur principal de l'opération Lava Jato, le juge Sergio Moro, a été **nommé** ministre de la Justice par le président élu Bolsonaro.

Chaque bouleversement a été accueilli par des manifestations et des contre-manifestations, y compris des manifestations contre la corruption en **2015**; contre la mise en accusation de Dilma Rousseff et son **remplacement** par le Vice-Président de centre-droit, Michel Temer, dénoncé par beaucoup comme un coup d'Etat; et en **2017**, contre les politiques d'austérité imposées par l'administration du président Temer et l'implication de son parti dans la corruption, les manifestations se heurtant à une répression **croissante** des autorités.

Dans ce climat de mécontentement et de polarisation, l'élection de Jair Bolsonaro, qui a lancé sa campagne en tant que candidat à peu près inconnu **d'un petit parti**, pourrait être considérée comme une réaction anti-establishment face à la corruption.

La campagne de Bolsonaro aurait été la moins chère de l'histoire, notamment parce qu'elle reposait beaucoup sur les réseaux sociaux plutôt que sur une publicité coûteuse par le biais des médias traditionnels. Il a utilisé **WhatsApp**, qui touche environ les deux tiers des électeurs brésiliens, transmettant directement les messages de la campagne à des millions de personnes. Les numéros de téléphone auraient été **obtenus illégalement** à partir de comptes Facebook, puis utilisés pour la messagerie de masse WhatsApp. La plate-forme, qui transmet des messages cryptés qui ne sont soumis à aucun contrôle de véracité des faits ou filtre pour les discours de haine, a permis la **propagation** incontrôlée d'informations fausses intentionnellement

trompeuses et intolérantes.

Selon Agência Lupa, **une agence de vérification des faits**, seules 50 des images les plus partagées dans 347 groupes WhatsApp étaient factuellement correctes. Durant le week-end du 6 au 7 octobre, pendant le premier tour du scrutin, 12 éléments d'informations erronées ont été partagés 1,2 million de fois. La campagne Bolsonaro faisait un usage similaire de Facebook, mais était limitée par les politiques de l'entreprise, qui avaient conduit à la fermeture de centaines de faux comptes et pages diffusant des informations erronées, notamment la description du candidat du PT, Fernando Haddad, comme communiste, et prétendant qu'il distribuerait des « kits gays » pour « convertir » les écoliers. Les services de vérification des faits étaient à leur tour au centre d'**attaques** et d'accusations de parti pris politique de la part de groupes de droite.

**Paula Raccanello Storto** du Centre pour les Études Avancées du Secteur Tertiaire à l'Université catholique de São Paulo décrit le rôle joué par la désinformation dans la campagne du président Bolsonaro :

*Bolsonaro a été élu sur la base d'un programme gouvernemental superficiel. Il n'a participé à aucun débat avec les autres candidats et ses déclarations publiques à des chaînes de télévision qui lui sont favorables et sur Twitter véhiculaient un discours développementaliste qui était libéral au regard de l'économie, et conservateur quant à la promotion des droits, et auquel la société brésilienne contemporaine s'identifiait. Ses partisans ont massivement répandu de fausses nouvelles par le biais des réseaux sociaux pour attaquer des programmes jugés progressistes, en particulier ceux liés à la protection de l'environnement et aux droits des minorités.*

Jair Bolsonaro s'est fait depuis longtemps connaître pour des déclarations anti-droits de l'homme de mauvais goût. Les discours de haine, sur les réseaux sociaux et lors des apparitions dans les campagnes, visaient particulièrement les femmes, les personnes LGBTQI et d'autres groupes exclus. Soutenu par le puissant caucus évangélique brésilien et recherchant le soutien des

électeurs des groupes confessionnels conservateurs, Jair Bolsonaro a promis de défaire la prétendue « **idéologie de genre** » – une terminologie de plus en plus **utilisée** dans le monde pour diaboliser les tentatives de promotion des droits des femmes et des LGBTQI – et de restaurer les **valeurs chrétiennes**. Il a fait campagne contre le droit à l'**avortement**, en **promettant** de limiter le financement des groupes de la société civile qui font la promotion de l'avortement, et a fustigé le mariage homosexuel.

La campagne électorale a également été marquée par l'**hostilité** envers les médias indépendants critiquant Jair Bolsonaro. Pendant ce temps, en réponse à la violence et à l'insécurité urbaines, Bolsonaro a adopté une position largement **favorable aux armes à feu** et **a promis** de rendre plus facile pour la police de tirer sur les criminels et d'avoir le permis de tuer. Dans le pays qui possède **le plus grand taux de meurtres** d'activistes environnementaux, son élection a suscité l'inquiétude des **défenseurs de l'environnement**, en particulier ceux qui luttent contre des puissants intérêts responsables de la déforestation. Comme il fallait le prévoir, le discours de haine a attisé la violence, comme l'indique Paula :

*Le climat de violence qui imprégnait la dernière campagne électorale était frappante. Une enquête a révélé qu'au moins 50 attaques avaient été perpétrées en l'espace de dix jours seulement, la plupart d'entre elles par des partisans de Bolsonaro contre des opposants. Cette légitimation de la violence est un fait particulièrement inquiétant dans un pays comme le Brésil, qui a une société violente et un nombre record de féminicides et d'assassinats de responsables de l'environnement et de personnes LGBTQI, et qui se caractérise par des violences policières et des conditions précaires d'emprisonnement, avec un système qui jette en prison principalement des personnes noires et pauvres.*

La victoire de Jair Bolsonaro a donné des ailes aux groupes anti-droits de l'homme et aux partisans d'extrême droite au Brésil. On a rapporté une recrudescence des attaques contre la liberté d'expression, en particulier contre les réseaux sociaux. Plus de 20 universités **ont été prises d'assaut** par



“  
LE NOUVEAU  
GOUVERNEMENT  
EST VENU METTRE  
EN PLACE UN  
PROGRAMME À LA  
FOIS RÉGRESSIF ET  
ANTI-DROITS DE  
L'HOMME.  
”

la police militaire qui a confisqué du matériel didactique pour des raisons idéologiques. Paula décrit d'autres impacts de première heure sur les OSC :

*Nous savions déjà ce que Bolsonaro pensait des OSC. Pendant la campagne, il a déclaré que s'il devenait président, il n'y aurait pas d'argent public pour les OSC et que « ces bons à rien devront travailler ». Dans le même discours, il a également déclaré qu'il « n'y aura pas un seul centimètre des terres délimitées pour des réserves autochtones ou pour les communautés quilombola » – des colonies fondées par des personnes d'origine africaine, la plupart d'entre elles étant des esclaves en fuite. Toutes ces déclarations étaient clairement contraires à l'agenda traditionnel de la société civile brésilienne organisée, qui se sent menacée non seulement par les actions potentielles du gouvernement, mais également par d'éventuels opposants issus de la société, qui ont considéré les déclarations du président comme un encouragement à utiliser la violence physique ou symbolique à l'encontre d'organisations défendant ces causes. Le nouveau gouvernement est venu mettre en place un programme à la fois régressif et anti-droits de l'homme.*

*Les décisions prises par Bolsonaro au cours de ces premières semaines étaient donc prévisibles, même si à l'époque nous avons parfois eu du mal à en croire nos yeux.*

*Après son élection, Bolsonaro a nommé un ministre des Affaires Étrangères qui a déclaré qu'il ne croyait pas au changement climatique et qu'il le considérait comme un complot marxiste. À la tête d'un soi-disant ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'homme, il a placé un prédicateur évangélique qui, pour des raisons religieuses, s'opposait publiquement à l'avortement. La tâche de procéder à la démarcation des terres indigènes a été retirée à la Fondation de Soutien aux Indiens pour être confiée au ministère de l'Agriculture, une agence aux intérêts complètement opposés à la démarcation des terres. Après être revenu sur sa décision annoncée précédemment de fusionner le ministère de l'Environnement avec le ministère de l'Agriculture – ce qui a suscité beaucoup de controverses et de nombreuses réactions négatives – il **s'est réjoui** du fait que des organisations de défense de l'environnement aient critiqué sa nomination au ministère de l'Environnement. Ce représentant des intérêts industriels a **déclaré** que le réchauffement de la planète était une « question secondaire » et a **rejeté** les amendes infligées pour violation des règles en matière d'environnement comme des formes de « persécution idéologique ».*

*L'une des premières mesures du nouveau ministre de l'Environnement visait les organisations environnementales. Il a rendu publique une résolution qui **suspendait** les accords et les partenariats avec les OSC pendant 90 jours. Mais le développement durable est une priorité*

*de l'agenda mondial, il est inscrit dans la Constitution fédérale brésilienne et dans la législation locale. Il n'appartient donc à aucune administration de décider si son modèle choisi de développement national est de préserver l'environnement ou prendre soin de sa population.*

*En outre, depuis 2014, le Brésil dispose d'une loi définissant les relations juridiques entre l'État et la société civile, qui a été adoptée à l'unanimité par le Congrès à l'époque où Jair Bolsonaro était député national. Cette loi ne prévoit pas la possibilité d'une suspension, de la manière dont elle a été faite. La décision du ministre de l'Environnement a violé les principes de sécurité juridique et d'efficacité administrative.*

*L'une des premières mesures du gouvernement Bolsonaro, la Mesure Provisoire (MP) 870/2019, qui traitait de la structure de la nouvelle Administration Fédérale, confiait au Secrétariat de la Présidence le nouveau rôle de «supervision, coordination, surveillance et de suivi des activités et actions d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales sur le territoire national.»*

*En vertu de l'état de droit en démocratie, on suppose que les individus sont libres de se rencontrer et de s'associer et qu'ils peuvent exercer toute activité licite sans surveillance de l'État. Le texte de la MP 870 révèle un mépris flagrant des principes constitutionnels des droits à la liberté d'association et à la libre d'entreprise. En outre, l'idée de créer des structures gouvernementales dotées de pouvoirs étendus sur les OSC constitue un risque, car elle pourrait conduire à la mise en place d'une structure illégitime de contrôle par l'État des activités privées. À cet égard, la MP 870 est inconstitutionnelle et devrait être modifiée par le Congrès.*

La vague n'était cependant pas à sens unique, et les voix progressistes de la société civile se sont opposées partout où elles le pouvaient. En réponse aux attaques contre les universités, des universitaires du monde entier **ont signé une lettre** de soutien aux universités brésiliennes et à leur personnel. Avant

l'élection – bien que de toute évidence leurs efforts aient finalement été vains – les femmes brésiliennes se sont massivement **mobilisées**, en ligne et hors ligne, sous la bannière **#EleNãO** (PasLui). Peu de temps après son lancement, le mouvement des femmes contre Jair Bolsonaro avait atteint 2,5 millions de membres sur Facebook. En septembre, le mouvement **#EleNãO** a organisé des **manifestations populaires** dans tout le Brésil et dans de nombreuses villes du monde. En tant que mouvement populaire, la campagne **#EleNãO** a montré comment des voix progressistes pouvaient créer une communauté de soutien, même face **aux actes de piratage** et à la **désinformation** destinés à la diminuer ou la discréditer.

La situation est clairement instable, et le même processus électoral qui a conduit Jair Bolsonaro à la présidence a permis la première élection d'une femme autochtone au Congrès brésilien. Joênia Wapichana, défenseure des droits de la terre et des peuples autochtones, défend l'environnement contre les puissants intérêts du secteur agro-alimentaire. En outre, l'État de Bahia, qui compte environ 83% d'afro-brésiliens, a élu pour la première fois une femme noire, Olivia Santana, au poste de représentante de l'État. À São Paulo, une femme transgenre, Érica Malunguinho, a été choisie comme représentante de l'État. Tandis que l'enquête sur l'assassinat en mars de la défenseure des droits de l'homme **Marielle Franco**, féministe et conseillère municipale à Rio de Janeiro, n'avait fait aucun progrès, on a élu trois de ses collègues – Monica Francisco, Dani Monteiro et Renata Souza – représentantes de l'État à Rio de Janeiro et une quatrième, Talíria Petrone, a été élue au Congrès.

On peut seulement s'attendre à ce que l'administration du président Bolsonaro continue à chercher à faire significativement reculer les droits de l'homme fondamentaux. L'ampleur du résultat semble dévastatrice pour de nombreux membres de la société civile brésilienne. Mais maintenant, la société civile doit se ressaisir et mener les grandes batailles qui l'attendent jusqu'en 2019 et au-delà – notamment pour protéger les droits des femmes, des LGBTQI et des peuples autochtones, défendre l'Amazonie contre l'exploitation commerciale accrue que le président Bolsonaro a promise et faire respecter les droits de la société civile et des médias indépendants.

La victoire électorale de Jair Bolsonaro est à voir dans le cadre général de la montée en puissance des leaders forts qui se positionnent comme des non-conformistes, comme le prouve sa volonté d'entretenir des liens avec des modèles typiques d'hommes forts tels que le hongrois **Viktor Orbán** et l'israélien **Benjamin Netanyahu**. À son tour, la société civile progressiste du Brésil peut tirer des leçons des stratégies de résistance suivies ailleurs et modeler des réponses que d'autres peuvent adopter. Paula conclut en exposant ce que la société civile brésilienne fait pour réagir et les relations internationales qu'elle peut rechercher :

*La société civile est vigilante, suit de près toutes les décisions prises par le nouveau gouvernement et s'organise pour demander l'annulation des mesures contraires aux droits de l'homme et à l'environnement.*

*Peu de temps après la publication de la résolution du ministère de l'Environnement sur les partenariats, au regard de ses répercussions très négatives et de la mobilisation de la société civile, le ministre est revenu sur sa décision et a promulgué un nouvel arrêté déclarant que la mise en œuvre des contrats déjà en cours se poursuivrait et que seuls les nouveaux devront continuer à attendre l'approbation.*

*La société civile s'est mobilisée contre la décision de mettre en place un système de surveillance d'État des organisations de la société civile énoncé dans la MP 870, et un ensemble diversifié et représentatif d'organisations brésiliennes a signé une lettre ouverte **demandant** la rectification de la MP 870 conformément à la Constitution.*

*Une plus grande coordination des organisations brésiliennes avec les mécanismes internationaux publics et privés, y compris ceux au sein du système judiciaire, contribuera à assurer le suivi et la visibilité de la situation du Brésil, ainsi que l'accès aux tribunaux internationaux, si nécessaire.*

*À l'heure actuelle, il est essentiel d'élargir nos échanges avec la société civile internationale afin de comprendre et de rechercher des réponses face à l'expansion des forces de cette droite*

*conservatrice qui prive simplement les réseaux sociaux de la valeur des mécanismes multilatéraux, ignore la nécessité d'inverser le changement climatique et dénie les droits des minorités. Ce qui se passe au Brésil doit rester dans son contexte, car il s'inscrit dans le même mouvement mondial qui fait reculer ailleurs la cause des droits de l'homme, grâce à un assortiment de pratiques répressives et à des politiques économiques libérales qui n'arrivent pas à prendre en compte les limites du processus de développement définies par les droits de l'homme et la protection de l'environnement.*

## ITALIE : LES POPULISTES AU POUVOIR

L'Italie, membre fondateur de l'UE, a montré à quel point la montée de la droite populiste avait gagné du terrain au cœur de l'Europe: le Mouvement des Cinq Étoiles, mouvement eurosceptique et populiste a remporté le plus grand nombre de sièges lors des élections générales de mars **marquées** par la fragmentation politique, l'insatisfaction, une rhétorique anti-immigration de plus en plus violente (**voir section 2**), le rejet des partis traditionnels ainsi que par des fractionnements prononcés du comportement électoral entre différents groupes démographiques, entre le nord plus riche et le sud plus pauvre du pays. L'ancienne coalition au pouvoir, de centre-gauche, a été poussée au troisième rang. Après deux mois de négociations, un nouveau gouvernement de coalition a été formé entre Cinq Étoiles et le parti populiste de droite La Ligue, qui avait été fondé pour faire campagne pour l'indépendance du nord du pays. Ces deux partis sont moins unis par ce qu'ils défendent que par ce à quoi ils s'opposent: la migration, l'Union européenne, la société civile et les libertés des médias. Tous sont des cibles depuis que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir.

Nous avons demandé à **Silvia Stilli** d'AOI, la plus grande plate-forme de la société civile italienne, d'examiner ce qui pourrait se trouver derrière le tournant populiste italien. Elle souligne une indifférence progressive à l'égard des valeurs progressistes et pluralistes qui animent la majorité de la société civile italienne :





En décembre, les citoyens ont protesté contre les politiques sociales et migratoires du gouvernement italien lors d'une manifestation à Rome.

Crédit: Stefano Montesi/Corbis via Getty Images

*Les raisons de la situation actuelle ne se sont pas à rechercher uniquement dans la dernière année, mais dans les 10 dernières années. Les relations entre les partis politiques et la société civile sont devenues de plus en plus lâches, les opportunités d'engagement ont donc diminué. Il y a eu une distanciation entre les partis politiques et la société civile.*

*Alors que la société civile adoptait une approche concertée face à la pauvreté et à la crise économique, les partis politiques, y compris les partis progressistes, les traitaient comme des questions purement économiques nécessitant des réponses nationales. Les citoyens se sont retrouvés coincés entre ces deux points de vue complètement différents sur la manière de gérer la situation.*

*Un autre élément est l'énorme mobilisation autour du Mouvement des Cinq Étoiles, qui a rassemblé de nombreuses personnes autour de la nécessité de changement. Ce mouvement entièrement nouveau a suscité beaucoup d'intérêt et de soutien. Les personnes se sont mobilisées sans nécessairement jeter un coup d'oeil sur la profondeur de leurs opinions politiques, de leur orientation et de leurs programmes. Voyons un peu s'ils apporteront du changement.*

Coté revers, Silvia poursuit en affirmant que le soutien croissant au populisme et au sentiment anti-migrants constitue quelque part une perte de soutien du public envers les OSC, ce qui a une incidence sur leur capacité à travailler :

*La confusion actuelle des citoyens est due au langage utilisé, non seulement par le gouvernement actuel, mais par les gouvernements précédents, de droite comme de gauche. Ils ont commencé à utiliser un langage axé sur la sécurité par rapport aux migrants, au contrôle des frontières et à la sûreté. Ils attaquent les OSC qui travaillent sur ces questions, cherchant à détacher les citoyens des soi-disant « bienfaiteurs » de la société civile. Le fait que le centre-gauche utilise aussi le même langage a semé la confusion parmi de nombreux citoyens, y compris parmi les citoyens les plus progressistes, susceptibles d'adopter naturellement la tolérance et la sensibilité aux problèmes sociaux. La conséquence est que certains citoyens se sont retrouvés déconnectés des valeurs traditionnelles de la démocratie.*

*Outre les préoccupations liées à la migration, les citoyens italiens étaient également préoccupés par la sécurité – à la fois la sécurité des personnes à cause des attaques terroristes et la sécurité des moyens de subsistance, étant donné la difficulté de trouver un emploi. Ce type d'incertitude et de perception de l'insécurité a créé chez certains citoyens l'idée que le travail que les OSC cherchent traditionnellement à accomplir, même s'il était fait avec les meilleures intentions*

*du monde, ne tenait pas compte de leurs peurs et de leur précarité. Cette anxiété a quelque peu désintéressé les citoyens des groupes travaillant sur des questions sociales.*

*Au cours des deux dernières années, les dons des citoyens, qu'il s'agisse de contributions volontaires ou d'allocations provenant de déductions fiscales, ont diminué. C'était un problème alarmant avant même les élections. Cependant, dans l'ensemble, l'engagement des citoyens n'a pas diminué, comme en témoigne le bénévolat. Cela a été stable, voire s'est légèrement accru, en particulier chez les jeunes, qui sont plutôt enclins à s'engager par le biais de la société civile plutôt que d'adhérer à un parti politique.*

*Mais dans le même temps, les citoyens donnent moins – y compris aux nombreux groupes qui apportent en Italie un soutien et des services aux communautés et aux groupes vulnérables, dont certains se sont vu confier des services par des municipalités, notamment celles gérées par la Ligue. La société civile est sollicitée davantage. Nous constatons donc, d'une part, un déclin financier et, d'autre part, une augmentation des besoins.*

Les partenaires de la coalition s'en sont rapidement pris à la société civile et aux médias. L'enquête visant la maire de Rome de Cinq Étoiles, Virginia Riggi, accusée de favoritisme et d'abus de pouvoir, a constitué un tournant décisif particulier, en contradiction avec l'affirmation du Mouvement selon laquelle il éliminerait la corruption; elle a été blanchie en novembre, ce qui a incité les responsables politiques Cinq Étoiles, y compris le vice-premier ministre, à lancer une attaque contre les médias pour avoir rapporté l'affaire, au cours de laquelle il a qualifié les journalistes de «chacals» et de «prostituées». Les journalistes ont réagi à cette attaque contre la liberté des médias en organisant des mobilisations éclairés dans plusieurs villes et les autorités italiennes des communications ont condamné les attaques contre les médias. En octobre, Dubravka Šimonovic, rapporteure spéciale des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, et le Groupe de Travail

sur la question de la discrimination à l'égard des femmes, en droit et dans la pratique, ont également critiqué le gouvernement pour avoir expulsé un certain nombre d'OSC fournissant des espaces réservés aux femmes d'un immeuble qu'elles occupaient depuis plus de 30 ans. Silvia décrit d'autres manières de contraindre la société civile sous le nouveau gouvernement :

*Le rôle de la société civile est en cours de discussion. Le nouveau message semble être que la société civile ne peut fonctionner que pour mettre en œuvre les politiques établies par le gouvernement. Cela déclenche une crise parce que ce n'était pas le cas jusqu'à présent.*

*Ce qui est en cours, et dans une certaine mesure, dans le prolongement de certaines mesures du gouvernement précédent, est la promotion d'une société inégalitaire. Ils parlent de réduction des droits et privilèges de ceux qui sont différents, en particulier des étrangers et des migrants, et non seulement de ceux qui arrivent maintenant par voie maritime, mais également de ceux qui se trouvent déjà en Italie.*

*Plus généralement, un certain nombre de droits qui avaient vu leur portée étendue ces dernières années – concernant les unions civiles entre personnes de même sexe, l'avortement, le testament de vie, l'accès aux services pour un certain nombre de groupes minoritaires – sont maintenant compromis. Chaque jour, de nouveaux ministres de ce gouvernement font des déclarations qui les sapent, ainsi que les victoires que la société civile a contribué à remporter par le passé. Le langage utilisé par le gouvernement et les principaux partis politiques attaque de plus en plus les groupes minoritaires et la société civile qui travaille avec eux.*

*Un membre du Parlement Cinq Étoiles a récemment publié un message Facebook disant qu'il fallait se débarrasser des OSC qui se mobilisaient en faveur des migrants, réclamant en réalité une « fumigation » de la société civile italienne. C'est le genre de langage que certaines parties du nouveau gouvernement utilisent envers la société civile.*

*Il existe également l'effet « Soros » en Italie. Le ministre de l'Intérieur souhaite maintenant vérifier les budgets des OSC pour savoir si elles reçoivent de l'argent de George Soros et d'Open Society Foundations (OSF). Le même ministre veut créer un profilage racial de la communauté rom qui, dans la plupart des cas, est italienne et non étrangère. Ce profilage sur la base de la race est quelque chose qui auparavant n'aurait pas été possible en Italie.*

*Au sein de ce nouveau gouvernement de coalition, le parti qui parle le plus le langage de la sécurité est la Ligue, dont le ministre de l'Intérieur est issu. Il a rejoint le nouveau gouvernement en tant que partenaire minoritaire, mais les derniers sondages montrent que son chef, qui se montre convaincant en matière de sécurité, gagne du soutien.*

*Ces changements ont ouvert une grande crise de valeurs culturelles ainsi que des défis, à la fois pour les composantes catholiques et laïques de la société civile, qui ont toutes deux joué un rôle clé dans la promotion de l'égalité et de l'accès aux droits. Cette nouvelle approche désoriente une large partie de la société civile traditionnelle.*

En réponse, Silvia expose certaines actions que la société civile pourrait entreprendre pour retrouver le soutien du pluralisme et des valeurs progressistes :

*Nous devons travailler avec les nouvelles générations, y compris dans les écoles et les espaces informels, pour trouver les moyens de les impliquer de la manière qui les intéresse et investir dans leur compréhension de la dynamique actuelle pour qu'elles puissent être les moteurs du changement dans le futur. Nous devons promouvoir davantage de volontariat à l'étranger et l'accueil de volontaires en Italie, ainsi que des échanges entre étudiants et jeunes issus de zones de crise.*

*Nous devons travailler davantage avec le Parlement, car il y a eu un important renouvellement parmi ceux qui y siègent. Il y a de nouvelles personnes qui ne sont peut-être pas très au courant des problèmes et apportent donc leur soutien à des discours populistes. Nous devons parler avec eux et les influencer.*

*Nous devons travailler de manière plus stratégique avec les médias, faire pression pour une meilleure présentation des choses et essayer de travailler à travers les médias pour façonner l'opinion.*

*Enfin, il est important de souligner les enjeux importants pour la société civile aussi bien que les choses positives. Le fait que la crédibilité de la société civile ait été compromise, entraînant une*

“

NOUS DEVONS  
TRAVAILLER AVEC  
LES NOUVELLES  
GÉNÉRATIONS, Y  
COMPRIS DANS  
LES ÉCOLES ET LES  
ESPACES INFORMELS,  
POUR TROUVER LES  
MOYENS DE LES  
IMPLIQUER DE LA  
MANIÈRE QUI LES  
INTÉRESSE.

”



*diminution des dons et des contributions, a incité la société civile à travailler davantage sur nos outils d'auto-évaluation, à être critique, honnête et à autoévaluer notre façon de faire les choses, à aller vers plus de transparence et à donner plus de feedback aux citoyens, notamment via des budgets participatifs et des rapports plus transparents. Non seulement les citoyens doivent savoir où va leur argent, mais c'est également le bon moyen de réagir aux attaques.*

## HONGRIE : UN PARTISAN DE LA LIGNE DURE CONSOLIDE SON POUVOIR

Le Premier ministre **hongrois** populiste radical de droite, Viktor Orbán, a accru son soutien en vue de conserver la **super-majorité** de son parti Fidesz lors des élections législatives du pays en avril. En occupant plus des deux tiers des sièges, il sera libre d'apporter d'autres modifications à la constitution du pays, comme il l'a fait à son avantage par le passé. Le résultat confirme la position du Premier ministre Orbán en tant que chef spirituel et source d'inspiration des mouvements populistes de droite en Europe.

Le Fidesz a présenté un programme extrêmement nationaliste, anti-migration et anti-UE. La diabolisation du philanthrope hongrois George Soros, parrain et fondateur d'OSF, était un autre important stratagème, de plus en plus utilisé par le Premier ministre Orbán et largement imité ailleurs, notamment en Italie et aux **États-Unis**. Dans un **stratagème** qui a souvent des connotations antisémites implicites, George Soros a souvent été accusé de financer des OSC dans le cadre d'un projet «mondialiste» pro-migration, de déstabilisation. Et les OSC avec lesquelles le gouvernement n'est pas d'accord ont été faussement accusées d'être des agents étrangers financés par Soros. Quelques jours avant les élections, un journal pro-gouvernemental **a publié** une liste de 200 personnes qui, selon lui, étaient des mercenaires financés par George Soros et constituaient une menace pour la nation. Cette action était clairement destinée à intimider. La liste comprenait des travailleurs des OSC, des universitaires et des journalistes. Il a également **été rapporté** que la société de renseignement privée israélienne Black Cube avait été embauchée

pour mener une campagne visant à discréditer les organisations de la société civile pendant la période pré-électorale.

Cela signifie que les élections se sont déroulées dans une atmosphère très chargée. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a **observé** que les élections étaient caractérisées par «un parti pris intimidant et xénophobe, un parti pris médiatique et un financement de campagne opaque», avec la télévision publique favorisant clairement le parti au pouvoir ainsi qu'une «confusion généralisée des ressources de l'État et du parti au pouvoir». Comme les élections l'ont montré, le contrôle des médias par le parti au pouvoir constitue de plus en plus un problème en Hongrie et la situation s'est aggravée en août lorsque Hir TV, la dernière chaîne de télévision indépendante hongroise, **a été vendue** à un allié du Premier ministre Orbán.

**Veronika Móra d'Ökotárs de La Fondation Hongroise pour le Partenariat Environnemental** décrit la dernière vague de manoeuvres anti-société civile déployées par le Premier ministre Orbán autour des élections :

*La campagne anti-OSC menée par le gouvernement est allée encore plus loin au début de 2018 lorsque des plans visant à développer un ensemble juridique censé contenir l'immigration clandestine, baptisé « Stop Soros », ont été annoncés. Le philanthrope George Soros est depuis longtemps une cible de propagande. Cependant, la campagne centrée sur sa personne et sur des « projets » d'importation de millions de migrants pour « islamiser » l'Europe s'est particulièrement intensifiée à l'approche des élections. La communication officielle – utilisant l'immense conglomerat composé de médias publics et progouvernementaux – ne s'est pas abstenue d'informations fausses, de déformations et de mensonges pour faire passer le message, afin de provoquer la crainte des migrants et susciter la haine, la xénophobie et encourager les théories conspirationnistes. Le stratagème a fonctionné. Le résultat a encore montré la profonde division au sein de la société hongroise, polarisée en fonction des partis politiques, aucun des deux camps ne souhaitant réellement dialoguer avec l'autre.*

*Immédiatement après la victoire, le gouvernement a clairement indiqué qu'il utiliserait d'abord son pouvoir contre Soros et « son réseau », et qu'il maintiendrait le battage médiatique anti-migration, que beaucoup avaient pensé être simplement pour des besoins de campagne.*

Après l'élection, OSF a **annoncé** qu'elle déménagerait ses bureaux de la capitale Budapest à Berlin, en Allemagne, tandis que Magyar Nemzet, l'un des derniers quotidiens indépendants et critiques restants, annonçait sa fermeture.

Au lendemain des élections, les craintes de la société civile que leur financement serait davantage dans le collimateur ne se sont pas immédiatement matérialisées, mais les migrants et la société civile travaillant avec eux continuaient à demeurer sous les feux d'un projecteur hostile. Écrivant tandis que la nouvelle législation faisait l'objet de débats, Veronika décrit la situation après les élections :

*La nouvelle version de la loi Stop Soros, soumise au parlement à la fin du mois de mai, s'est révélée très différente des versions précédentes. Les mesures destinées à restreindre le fonctionnement et le financement direct des OSC ont été abandonnées et le nouveau projet ne mentionnait même pas directement les OSC.*

*Au lieu de cela, le projet de loi visait apparemment à ériger en infraction pénale l'assistance aux demandeurs d'asile, y compris l'aide judiciaire et la fourniture d'informations, en menaçant les personnes qui apportaient ce genre de soutien d'une peine de prison. Le libellé probablement délibérément opaque du projet laisse beaucoup de place à une interprétation arbitraire et, bien entendu, les mesures vont à l'encontre du droit international à plusieurs égards, notamment le droit à un procès équitable, à l'égalité de traitement et à la recherche d'un asile.*

*Les OSC doivent repenser leur stratégie vis-à-vis de cette législation –*

*mais nous pouvons être certains qu'elles ne resteront pas silencieuses et qu'elles poursuivront leur lutte pour la démocratie en Hongrie.*

La loi dite anti-Soros a **été adoptée** en juin, faisant courir aux travailleurs des organisations de la société civile le **risque** d'être condamnés à une peine de prison s'ils sont reconnus coupables d'avoir favorisé la migration illégale ou **d'avoir présenté** la migration de manière positive. Aider les demandeurs d'asile à acquérir le statut de réfugié pourrait entraîner une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an si les personnes impliquées ne sont pas jugées comme étant en danger immédiat ou si elles sont entrées illégalement en Hongrie. Comme le montre la section de ce rapport consacrée au travail de la société civile auprès des migrants et des réfugiés, il ne s'agissait que de l'une des nombreuses mesures introduites dans plusieurs pays en 2018 pour cristalliser les sentiments à l'encontre des migrants et criminaliser la société civile qui les soutient.

La société civile a qualifié la loi de «**trompeuse**», déclarant que son objectif réel était de faire taire les OSC qui critiquent le gouvernement plutôt que de contrôler la migration. Autre indication de la manière dont les lois sont utilisées pour cibler les OSC, la nouvelle loi impose également une «**taxe spéciale**» de 25% sur les revenus des organisations qui «**soutiennent l'immigration**». La loi est vague, ce qui fait craindre aux OSC qu'elle sera utilisée comme une arme politique contre eux. Pour illustrer le potentiel de la nouvelle loi en matière de limitation des activités de la société civile, le jour de son entrée en vigueur, l'Université d'Europe Centrale, basée à Budapest et soutenue par Soros, a suspendu son programme très reconnu de formation gratuite pour les réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi que l'administration d'une subvention financée par l'UE sur la politique de migration en Europe centrale et méridionale. Amnesty International, le Comité Hongrois d'Helsinki et Migration Aid ont **annoncé** qu'ils ne paieraient pas la taxe. Le Comité Hongrois d'Helsinki a également porté plainte devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

En octobre, une **nouvelle loi** a été adoptée limitant les réunions publiques. La

loi, fortement critiquée par la société civile, donne à la police un large pouvoir discrétionnaire pour interdire les manifestations, y compris pour des raisons d'ordre et de sécurité publics, de protection des droits et libertés d'autrui et de protection des dirigeants politiques internationaux, et criminalise les organisateurs d'une manifestation s'ils l'organisent sans autorisation. La nouvelle loi a été rapidement appliquée le même mois pour interdire une manifestation prévue contre le président **turc** Recep Tayyip Erdoğan, un camarade homme fort allié du Premier ministre Orbán ; une manifestation pro-Erdoğan a quant à elle été autorisée.

La société civile n'accepte pas ces revers sans se battre. A titre de victoire pour la société civile, le Comité Hongrois d'Helsinki **a obtenu** des excuses et des dédommagements après avoir poursuivi le gouvernement pour de fausses déclarations dans une publication gouvernementale distribuée à tous les ménages lors du référendum infructueux du gouvernement sur la migration en 2017. L'Union Hongroise des Libertés Civiles a également obtenu gain de cause devant un tribunal pour faire annuler l'interdiction de manifester devant le Parlement pendant la campagne électorale. L'UE a également commencé à prendre des mesures contre la Hongrie (*voir section 4*).

Veronika décrit une autre réaction importante de la société civile, qui prend contact avec les citoyens et tente de les convaincre de la valeur de la société civile. Une Coalition de la société civile, Civilisation, a été formée pour défendre les droits de la société civile et mener ce travail :

*Comme dans pratiquement tous les autres domaines, on peut observer un grand fossé entre la société civile de Budapest et le reste du pays. Les OSC rurales opèrent dans des environnements difficiles, souvent relativement isolés, où la lutte quotidienne pour la survie et la dépendance sont les facteurs dominants, les institutions de l'État et les gouvernements locaux étant souvent les principaux employeurs. L'avenir étant très incertain, nombreux sont ceux qui ne voient pas l'intérêt de faire des efforts de développement professionnel ou d'apprentissage de nouvelles approches. C'est le cas en particulier au niveau local, où les citoyens défendent rarement leurs droits ou*



Les citoyens hongrois ont protesté contre les politiques anti-droits de l'homme et anti-immigration de leur gouvernement en septembre.

Crédit: Laszlo Balogh/Getty Images



*unissent leurs forces pour le bien public, et ceux qui le font peuvent en subir les contrecoups. Le niveau de confiance généralement faible est un obstacle majeur à la mobilisation et à l'activisme des citoyens, mais les outils et les moyens font également souvent défaut. En raison de l'absence d'une véritable culture et traditions démocratiques, les gens ne sont tout simplement pas équipés pour travailler ensemble et participer. Au lieu de cela, beaucoup attendent simplement et espèrent que « quelqu'un va faire quelque chose ». La grande majorité des plus petites organisations de la société civile et situées surtout en zones rurales sont restées plus ou moins silencieuses lors des attaques contre leurs homologues basées à Budapest.*

*Pour changer cela, il faut d'abord vaincre le sentiment d'impuissance et l'apathie. À cette fin, les membres de Civilisation ont organisé une série de « Soirées civiles » dans les principales villes rurales. Lors de ces manifestations ouvertes, les représentants des organisations de la société civile locales et le grand public ont pu se rencontrer et se familiariser avec le travail des principales organisations de défense des droits de l'homme, d'éducation civique, de développement communautaire et organisations de protection de l'environnement, et organiser des forums de discussion sur des sujets et questions locaux importants. Cet effort visant à élargir le réseau de la campagne Civilisation et à toucher et impliquer davantage de groupes plus petits opérant dans des villes plus petites reste une orientation stratégique essentielle et en cours pour l'avenir.*

## AUTRICHE : VIVRE AVEC LES CONSÉQUENCES D'UN GOUVERNEMENT POPULISTE

En **Autriche**, la société civile subit les contrecoups d'un récent changement politique. Le gouvernement de coalition formé en décembre 2017 a mis côte à côte le Parti de la Liberté d'Autriche (FPÖ), populiste et nationaliste de droite, et le Parti Populaire Autrichien de centre-droit.

Comme en Italie, le paysage politique modifié s'est jusque là traduit en 2018 par une **recrudescence** d'actes d'intimidations et d'agressions de journalistes par des responsables politiques du FPÖ, y compris par le vice-chancelier FPÖ d'Autriche, qui a calomnié les journalistes sur les réseaux sociaux. Ces attaques d'en haut ont également permis à d'autres personnes de diffamer des journalistes sur les réseaux sociaux. Le Chancelier et le Vice-chancelier ont également **annoncé** leur intention de mettre fin à la pratique établie de longue date consistant à organiser des réunions directes avec les médias. La loi sur la cybersécurité **adoptée** en avril est un autre sujet de préoccupation pour la société civile, beaucoup l'ont critiquée pour avoir permis une surveillance excessive et une atteinte à la vie privée.

Le diffuseur public national autrichien, l'ORF, a été une cible privilégiée des attaques. En avril, un membre du FPÖ également membre du conseil d'administration de l'ORF a publiquement **menacé** de limoger un tiers des correspondants étrangers de l'ORF, les accusant de faire des reportages partiels, spécialement et surtout dans leur couverture des élections en Hongrie. En juin, montrant des signes de capitulation face à la pression, l'ORF a **proposé** de nouvelles directives afin d'empêcher ses journalistes d'exprimer des opinions politiques sur leurs comptes personnels dans les réseaux sociaux.

La société civile réagit. En juin, un large éventail de membres de la société civile a formé une nouvelle coalition, **Nous, pour l'ORF**, pour défendre l'indépendance du radiodiffuseur national. Mais la société civile continue bien sûr à ressentir les contrecoups du changement de climat politique. Au fil de l'année, les organisations de la société civile ont signalé qu'il devenait plus difficile de se rencontrer et de dialoguer avec le gouvernement. Par exemple, le ministre de l'Environnement a présenté des amendements qui limitent considérablement les futures consultations avec les OSC environnementales. Les OSC se sont également retrouvées publiquement **calomniées** ; le Chancelier Sebastian Kurz a, par exemple, **accusé** Médecins Sans Frontières de coopérer avec des passeurs, faisant écho aux attaques contre la société civile travaillant avec des migrants et des réfugiés dans

“

EN MARS, DES  
MILLIERS D'ÉLÈVES  
DU SECONDAIRE  
SONT SORTIS DES  
ÉCOLES POUR  
PROTESTER CONTRE  
LES RÉCENTS  
DÉVELOPPEMENTS  
POLITIQUES ET  
EN FAVEUR DE LA  
LIBERTÉ DES MÉDIAS.

”

d'autres pays européens. Et on pouvait se rendre compte des incidences matérielles dans certaines réductions évidentes du **financement** de l'Etat apparues en 2018, notamment pour les OSC travaillant sur les questions relatives aux droits des femmes et des migrants.

## TCHÉQUIE : POLARISATION ET MANIFESTATIONS

Un peu plus au nord, en janvier, Miloš Zeman a été réélu à la présidence de la **République tchèque**. Le leader nationaliste et populiste, qui **s'est comparé** à Donald Trump, a remporté un second mandat après avoir vaincu de justesse un candidat pro-européen. La campagne a été marquée par le dénigrement politique de son opposant, Jiří Drahoš, ainsi que par une forte rhétorique anti-migration et anti-islamique, sous des **accusations** de soutien caché de la part de la **Russie** à la campagne de Zeman. Le président Zeman est bien connu pour ses attaques contre les médias et son discours inaugural est resté fidèle à sa forme, **décrivant** les médias comme une « mafia économique » et les **accusant** de tenter de manipuler le public. Il a également **été signalé** que des journalistes avaient été agressés lors des célébrations de sa réélection en janvier.

Le faible écart de la victoire du président Zeman laisse présager une polarisation politique et le sentiment que, comme dans plusieurs autres pays mentionnés dans ce rapport, une bataille de valeurs politiques est en cours en République tchèque. Le climat politique est resté fébrile jusqu'au premier semestre de 2018, alors qu'au même moment, les négociations en vue de former un nouveau gouvernement ont pris du retard après les élections législatives d'octobre 2017. ANO 2011, le parti de l'oligarque et populiste, Andrej Babiš, est arrivé en tête des élections. Ce dernier avait initialement dirigé un gouvernement minoritaire qui était tombé après avoir perdu un vote de confiance. La plupart des partis étaient réticents à former une coalition avec le Premier ministre Babiš, dont le passé est jonché d'**allégations** de fraudes, d'actes d'intimidation et de conflits d'intérêts. Un gouvernement a finalement été formé en juillet en coalition avec le Parti Social-Démocrate Tchèque et avec le soutien du Parti Communiste.

Le Premier ministre Babiš fait toujours l'objet d'une **enquête** de l'UE pour des allégations d'accès frauduleux à des fonds d'investissement. Dans une initiative sans précédent, en décembre, il a été formellement **censuré** par le Parlement européen. Sans surprise, étant donné le rôle des médias dans l'opposition à ses actes répréhensibles présumés. Le Premier ministre Babiš est également connu en matière de verrouillage de la liberté de la presse. Dans le cadre de ses manœuvres, en tant que **deuxième homme le plus riche** du pays, il a notamment **pris le contrôle** des médias jusqu'alors indépendants, bien qu'il ait été contraint de placer ses avoirs en fiducie avant de devenir Premier ministre.

Compte tenu du contexte des victoires serrées et contestées d'un président et d'un Premier ministre populistes, il devait y avoir à coup sûr des manifestations. En mars, des milliers d'élèves du secondaire **sont sortis** des écoles pour protester contre les récents développements politiques et en faveur de la liberté des médias. Le même mois, des milliers de personnes **ont manifesté** dans plusieurs villes après l'élection d'un officier de la brigade anti-émeute de l'ère communiste, Zdeněk Ondráček, à la tête de la commission parlementaire permanente chargée de superviser le Corps d'Inspection Générale de la Sécurité (GIBS). Zdeněk Ondráček est réputé pour avoir participé au passage à tabac de manifestants pro-démocrates en 1989, et pour s'être opposé au rôle donné au GIBS d'enquêter sur les abus de la police. La pression de la manifestation s'est avérée efficace, le forçant à se retirer, même si le plaidoyer se poursuit pour une réforme du corps. Les manifestations ont montré à quel point les questions relatives à l'héritage commun du pays ainsi qu'à l'implication de membres de l'élite, en particulier dans le contexte de suspicion d'interférence de la Russie à l'heure actuelle, demeurent.

Des milliers d'autres personnes sont descendues dans les rues de Prague, la capitale, en novembre, pour **protester** lorsque le Premier ministre Babiš **a survécu** à un vote de censure déclenché par des **affirmations** selon lesquelles, étrangement, il avait organisé l'enlèvement de son fils pour l'empêcher de témoigner devant le tribunal dans l'enquête de fraude de l'UE. Plus tôt ce mois-ci, une autre manifestation **avait rassemblé** environ 20 000 personnes dans le centre de Prague à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution de Velours de 1989.

Comme en Autriche, ces changements politiques ont probablement une incidence significative sur la société civile: le nouveau gouvernement a rapidement fait adopter une **proposition** visant à réduire de 20% (environ 135 millions de dollars US) son financement annuel aux OSC, avec l'ANO au pouvoir soutenant ces coupes budgétaires contrairement à son partenaire Social-Démocrate. Cela s'est produit dans un climat politique où le président Zeman avait qualifié les OSC de « sangsues sur le budget de l'État ». Le gouvernement a déclaré qu'il ne supprimerait pas l'aide aux

personnes handicapées, aux personnes âgées ni aux personnes socialement défavorisées, ainsi qu'au sport, ce qui rend très probable que toute réduction porte sur les organisations de la société civile engagées dans des activités considérées comme politiques, telles que le plaidoyer pour des causes avec lesquelles le gouvernement est en désaccord, et la défense des droits fondamentaux de l'homme. Compte tenu de la rhétorique anti-immigration qui a caractérisé les élections présidentielle et législatives, il faut craindre que les OSC travaillant avec des migrants ne soient particulièrement touchées.

Une telle décision serait difficilement compatible avec l'idée de réconcilier une société politiquement divisée, mais elle pourrait s'aligner sur les intérêts des ces hommes incroyablement fortunés qui se sont positionnés en tant qu'anti-élitistes et ont encouragé la division de la société en groupes opposés afin de gagner le pouvoir.

## CROATIE : LES GROUPES ANTI-DROITS DE L'HOMME GAGNENT EN CONFIANCE

Dans la **Croatie** voisine, des groupes nationalistes d'extrême droite se multiplient, empoisonnant le discours politique du pays. Comme en Autriche, en République tchèque et en Italie, cela se produit souvent sous la forme de calomnies et de menaces à l'encontre de journalistes, notamment de ceux qui travaillent dans les médias associés à la minorité serbe de Croatie. En avril, le magazine Novosti Weekly, qui publie en serbe et fait état de questions controversées telles que la corruption, les droits des LGBTQI et les relations avec la Serbie, **s'est plaint** d'actes continus d'intimidation, y compris des menaces de mort, que ses journalistes reçoivent de groupes d'extrême droite. En mai, l'Association des Journalistes Croates a remis de façon controversée son prix annuel à Ivana Petrovic, une journaliste très critiquée pour sa couverture biaisée du procès de Slobodan Praljak, un général croate de Bosnie reconnu coupable de crimes de guerre lors des guerres yougoslaves des années 1990. On l'a accusée de n'avoir pu parler à aucune victime des crimes de guerre dans son reportage. En réaction, deux anciens lauréats du prix **ont rendu** leurs prix. Ceci montre à quel point la



présentation du rôle qu'a joué la Croatie dans les guerres yougoslaves et ses relations avec d'autres États de l'ex-Yougoslavie demeurent controversées.

Un autre signe de confiance retrouvée des forces anti-droits de l'homme en Croatie sont les milliers de personnes qui **ont manifesté** dans la capitale, Zagreb, en mars, contre le projet de ratification de la **Convention d'Istanbul** par le pays – la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Plusieurs groupes conservateurs de la société civile se sont opposés à la Convention, **affirmant** que ses dispositions portaient atteinte à l'identité croate en promouvant «l'idéologie de genre» et en exprimant des craintes qu'elle rendrait le mariage entre personnes de même sexe plus probable; des sentiments similaires ont été exprimés lors de manifestations contre la Convention en **Lettonie (voir section 2)**. Les manifestants ont réclamé un référendum pour donner aux citoyens croates la possibilité de rejeter la Convention, citant le référendum controversé **britannique** sur le Brexit comme un précédent pour l'annulation d'accords internationaux. Cependant, le parlement croate a **voté** en faveur de la ratification de la Convention le mois suivant. En filigrane, l'argument a montré comment les actions d'arrière-garde peuvent être formées et alimentées par la désinformation, contre les accords internationaux qui font progresser les droits.

## SLOVÉNIE : AU CARREFOUR DE L'EUROPE

La **Slovénie**, pays voisin de la Croatie, est un autre État d'Europe centrale qui semble parfaitement se situer entre les valeurs pluraliste et populiste, et où des élections législatives ont eu lieu en juin. Le Parti Démocratique Slovène populiste de droite (SDS) a obtenu le plus grand nombre de voix, mais avec d'autres grands partis ne voulant pas le rejoindre, un nouveau gouvernement minoritaire de centre-gauche a finalement été formé après deux mois de négociations. Ce faisant, on pourrait dire que la Slovénie a résisté à la marée montante venant des pays voisins en empêchant les forces populistes de droite d'entrer dans le gouvernement, mais le résultat laisse présager une fragmentation politique. Nous avons demandé à **Albin Keuc** de **Slovenian**

**Global Action** de discuter de ce que les résultats pourraient signifier pour la société civile:

*Les élections étaient assez peu spectaculaires du point de vue des résultats, mais assez frappantes par rapport aux résultats des élections dans les pays voisins tels que l'Autriche, la Croatie, la Hongrie et l'Italie. Dans ces pays, les élections ont conduit à la formation de gouvernements plus ou moins de droite et de centre droit, conformément au climat politique autoritaire et populiste qui règne en particulier en Europe centrale et orientale.*

*Bien que plusieurs partis aient adressé à l'électorat des messages similaires à ceux de Viktor Orbán, imitant ceux-ci avec une approche « Slovénie d'abord », ils n'ont pas été récompensés : les petits partis sont restés sous le seuil de 4% requis pour obtenir un siège au parlement. Cependant, le Parti National Slovène populiste de droite est revenu au parlement après une décennie. Le SDS et la Nouvelle Slovénie, un parti de centre-droit, ont obtenu de meilleurs résultats que lors des précédentes élections, mais aucun parti n'a été proche d'obtenir une majorité parlementaire.*

Comme Albin ajoute, les résultats des élections ont révélé une société fragmentée et divisée :

*Plusieurs fissures existantes dans la société slovène sont à l'origine de la fragmentation du paysage politique. Les guerres culturelles nées d'un processus de réconciliation nationale infructueux occultent presque toutes les discussions publiques et empêchent le débat public de jouer le rôle d'outil démocratique, provoquant un désintérêt politique chez le public. Une fracture croissante peut également être constatée dans l'intensification des conflits intergénérationnels résultant de la situation démographique et des opportunités d'emploi limitées pour les jeunes, créant de nouvelles incertitudes sociales dans la société slovène.*

*La situation actuelle, avec neuf partis représentés au parlement, indique une autre fragmentation du soutien aux partis politiques et une rivalité politique accrue qui affectera la capacité du gouvernement à prendre des décisions. Nous pouvons nous attendre à une période de gouvernance cahoteuse, car un gouvernement minoritaire devra négocier chaque étape au parlement tout en devant gouverner. Ce sera le premier gouvernement minoritaire au cours des 27 années écoulées depuis que la Slovénie est devenue indépendante de la Yougoslavie.*

Le nouveau gouvernement a pris un certain nombre de mesures positives en faveur de la société civile. Avant les élections, le Parlement **avait adopté** une loi sur les ONG qui avait été généralement bien accueillie par la société civile. La loi reconnaissait le devoir de l'État de créer un environnement favorable à la société civile par le dialogue et le financement et proposait la création d'un nouveau fonds public. Après la formation du nouveau gouvernement, un dialogue constructif s'est poursuivi. En octobre, le gouvernement **a invité** 17 organisations de la société civile à participer à une discussion sur diverses questions sociales, affirmant qu'il s'agissait du début d'un dialogue et soulignant le rôle important des organisations de la société civile dans la réponse à la crise migratoire. C'était un revirement de la politique du gouvernement précédent consistant à diaboliser les OSC qui apportent une assistance aux migrants, comme ce fut le cas dans de nombreux autres pays européens en 2018. Le gouvernement semblait également s'ouvrir aux OSC environnementales, envers lesquelles il était auparavant hostile.

Cependant, dans un paysage politique fragmenté, la société civile slovène travaille également dans un climat de désinformation et d'abus. Soulignant la manière dont les populistes de droite de différents pays partagent leurs stratégies, les médias **liés** à Viktor Orbán ont activement soutenu le SDS pendant les élections et ont continué par la suite à discréditer les OSC, y compris celles travaillant sur les questions de migration. Après les élections, il y a eu plusieurs **attaques**, notamment des agressions physiques, envers les journalistes et des discours en ligne, ainsi que des **attaques** de plus en

plus nombreuses contre des artistes, provenant des nationalistes et des groupes d'extrême droite. Le SDS a diabolisé la société civile dans le cadre de sa stratégie électorale en promettant de mettre fin au financement public des organisations de la société civile et, comme en Hongrie et en Italie, en jouant la « carte Soros ». Le chef du SDS a par exemple **accusé** les organisations de la société civile d'essayer de détruire la propriété familiale, nationale et privée. Albin décrit certains des défis :

*Il y a des signes de pratiques et de discours anti-libéraux utilisés par les représentants du gouvernement, par certains médias et intérêts organisés. Les organisations de la société civile ont été critiquées par des partis nationalistes et anticomunistes d'un point de vue idéologique et accusées de soutenir une élite postcommuniste. Les OSC ont été critiquées et menacées dans l'exercice de leur rôle de surveillant.*

*Ces dernières années, et en particulier au moment de la controverse sur les réfugiés et les migrants en 2015 et 2016, nous avons été confrontés à une explosion de discours de haine à travers les réseaux sociaux. Le point le plus bas de la campagne pour la société civile a été un appel public lancé par un candidat du SDS pour couper tout soutien financier public aux OSC. Cela a provoqué une réaction conjointe des organisations de la société civile et des médias, obligeant le candidat et le parti à apporter des éclaircissements.*

La société civile a réagi en promouvant des valeurs progressistes. Avant l'élection, les OSC ont publié un manifeste commun exposant les perspectives de la société civile sur les grands problèmes sociaux et soulignant les valeurs essentielles que tous les candidats devraient respecter lors de l'élection. Albin décrit ce que la société civile pourrait faire d'autre pour répondre au défi populiste de droite :

*La communication et l'échange d'informations ont connu des changements sans précédent au courant de la dernière décennie, ce qui a eu un impact considérable sur notre prise de décision et nos choix*

“  
 LA SLOVÉNIE  
 POURRAIT ÊTRE  
 DÉCRITE COMME SE  
 SITUANT À LA LIMITE  
 ENTRE LA SOCIAL-  
 DÉMOCRATIE  
 EUROPÉENNE ET  
 LE POPULISME  
 DE DROITE, ET  
 AU CARREFOUR  
 EUROPÉEN  
 DES SPHÈRES  
 D'INFLUENCE DE L'UE  
 ET DE LA RUSSIE.  
 ”

*au quotidien. Cela a également eu un impact sur les opérations de la société civile traditionnelle, nous laissant avec les questions essentielles de savoir comment répondre aux politiques de peur qui créent des citoyens effrayés, comment s'adapter à la nouvelle réalité des médias, comment atteindre les personnes qui deviennent réceptives à toutes les « fausses nouvelles » qui leur sont fournies, et ainsi de suite.*

*L'histoire nous enseigne qu'en période de désespoir social et de peur, les gens se retournent vers leurs réseaux sociaux et leurs communautés, localement ou nationalement, avec pour conséquences, une loyauté envers un groupe restreint et l'exclusion des autres. C'est la raison pour laquelle l'agenda néo-conservateur implique des pratiques de recherche de la crédibilité des OSC (« qui vous paye ? ») et de notre légitimité (« qui représentez-vous ? »). Cela nous fait réfléchir à la valeur de notre crédibilité et de notre légitimité personnelles, ainsi qu'à leur importance pour nous et les communautés que nous servons.*

*Du point de vue des OSC, il est nécessaire de repenser la stratégie ; une coopération et une hiérarchisation aux niveaux national et local sont nécessaires pour renforcer le soutien vers une société libérale fondée sur le respect des droits de l'homme, sur les actions positives, la tolérance, la primauté du droit et un gouvernement transparent et redevable.*

La Slovénie pourrait être décrite comme se situant à la limite entre la social-démocratie européenne et le populisme de droite, et au carrefour européen des sphères d'influence de l'UE et de la Russie. Comme le montre la manière dont les médias connectés à Orbán ont tenté d'influencer l'élection, les influences extérieures ont intérêt à vouloir faire basculer la Slovénie dans un sens ou dans l'autre. Dans un contexte fragmenté, on a l'impression qu'un gouvernement fragile est en train d'essayer de nouer des relations avec la société civile, peut-être réalise-t-il qu'il lui faut créer une alliance pour défendre et renforcer le soutien à des valeurs communes.

## POLOGNE : POLARISATION ET DIVISION

La Pologne est un autre pays où des groupes conservateurs et anti-droits ont gagné du terrain ces dernières années, étroitement alignés sur les membres du parti au pouvoir, alimentant une polarisation politique de plus en plus conflictuelle, y compris dans l'arène de la société civile. L'assassinat du maire de Gdansk, **Paweł Adamowicz**, en janvier 2019, a suscité une profonde réflexion sur la polarisation et ses conséquences.

La polarisation est quelque chose qui préoccupe **Martyna Bogaczyk** de la **Fondation pour l'Éducation à la Démocratie** :



*Nous sommes actuellement divisés en deux « clans », chacun ayant sa propre histoire, sa mémoire historique, ses valeurs, ses évaluations et ses positions politiques. C'est le plus grand défi démocratique pour nous, car nous sommes arrivés à une situation dans laquelle nous avons du mal à nous parler. En conséquence, une conversation politique civilisée et significative ne peut avoir lieu. Les familles ne peuvent plus parler normalement autour de la table de Noël. Les personnes qui se trouvent de part et d'autre de cette fracture culturelle et politique ne se parlent pas.*

*La société civile comprend un certain nombre d'organisations qui mènent une guerre culturelle et aggrandissent le fossé. Elles occupent des espaces destinés à la société civile et s'emparent même du langage des droits de l'homme à leurs propres fins, en l'utilisant contre la promotion des droits. Nous voyons de plus en plus le côté sombre de la société civile, sous la forme d'un discours anti-droits de l'homme à caractère antisémite, anti-migrants, anti-réfugiés. Ce discours est en train de se normaliser au point qu'il est parfaitement acceptable pour une couche de plus en plus grande de la population.*

*Les droits sont devenus quelque chose qui peut être négocié. Plutôt que d'être reconnus comme universels, ils peuvent se voir refuser à « eux » si cela signifie que plus d'avantages peuvent être répartis entre « nous ». Un grand nombre de citoyens polonais votent pour des partis de droite qui leur promettent des avantages sociaux qui ne seront pas « ravis » par les étrangers, car ils vont les en tenir à l'écart.*

Ces dernières années, le 11 novembre, jour de l'anniversaire de la reconquête de l'indépendance de la Pologne à la suite de la Première Guerre mondiale, on a assisté dans la capitale Varsovie, à une grotesque tradition gagnant en popularité de défilés d'extrême droite et d'ultra-nationalistes. Les dernières années ont été marquées par des contre-manifestations et des actes de **violence**, car la marche attirait des partisans d'extrême droite de toute l'Europe. Le défilé de 2018 a été particulièrement significatif puisqu'il

a marqué le centenaire du retour à l'indépendance. La marche prévue par les groupes d'extrême droite **a été interdite** en novembre par le maire de Varsovie, invoquant le risque de violence et affirmant que le pays avait assez souffert du «nationalisme agressif».

Autre signe de la polarisation de la Pologne, deux marches différentes ont ensuite été organisées. Après qu'un tribunal **a annulé** l'interdiction du maire, le président Andrzej Duda et le Premier ministre Mateusz Morawiecki **ont organisé** une marche officielle sur le même parcours que celui prévu pour la marche nationaliste, tandis que Donald Tusk, président du Conseil Européen et ancien politicien polonais souvent en désaccord avec le parti au pouvoir, a organisé un événement séparé. Heureusement, les symboles et les slogans nationalistes étaient beaucoup moins présents que lors des occasions précédentes, bien que la présence des banderoles fascistes **ait été rapportée** et des fusées éclairantes illégales signalées.

La loi connue sous le nom de **Loi sur l'Holocauste**, adoptée en février, a également fait l'objet de controverses en 2018. Comme en Tchéquie et en Slovaquie, les récits du passé sont devenus plus importants dans un présent contesté. Une disposition de la loi rendait infractionnelle toute accusation de complicité portée contre l'État polonais en matière des crimes nazis commis pendant la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement a fait face à un tollé national et international en ce qui concerne les implications de la clause pour la liberté d'expression. En juin, il a modifié la loi, **rérogradant** l'infraction pénale en délit civil. Tout en se félicitant de cet assouplissement, de nombreux membres de la société civile ont continué d'exprimer leurs préoccupations concernant la loi et ont demandé de nouvelles concessions.

## LETTONIE : UNE NOUVELLE ÈRE D'INCERTITUDE

Les élections parlementaires d'octobre en **Lettonie** ont inauguré un nouveau chapitre d'incertitude politique. Le parti social-démocrate «Harmonie», généralement considéré comme un parti prorusse avec lequel les autres partis refusent de travailler, a remporté le plus de sièges, tandis que le nouveau

parti populiste, « Qui possède l'État ? », dirigé par une personnalité qui se positionne comme une force anti-establishment, arrive en seconde position avec 14% des suffrages et entre au Parlement pour la première fois. Un autre nouveau parti, le Nouveau Parti Conservateur Eurosceptique, est arrivé en troisième position, gagnant également 14%. Les résultats ont marqué un large rejet des partis traditionnels et font suite à une série de scandales financiers, notamment l'effondrement de la banque ABLV après que le gouvernement américain l'a accusée de blanchiment d'argent avec des accusations de corruption portées contre le gouverneur de la banque centrale.

Lors de la période pré-électorale, on a observé un déclin de l'espace civique de la Lettonie. Les OSC ont signalé des difficultés croissantes à dialoguer avec le gouvernement et de plus en plus d'attaques politiques de la part des partis de droite contre les OSC, y compris la rumeur désormais bien connue selon laquelle la société civile était financée par Soros. La société civile lettone a commencé à se demander si les mesures restrictives prises ailleurs en Europe seraient adoptées dans leur pays.

En février, l'Alliance Civique Lettone avait été prise à partie, accusée d'être une couverture de Soros. Le mois suivant, l'Alliance Nationale, parti de droite, qui avait recueilli 11% des suffrages lors des élections suivantes, avait exhorté le gouvernement à ne pas collaborer avec le groupe de réflexion PROVIDUS en donnant comme raison qu'il promeut une « propagande en faveur de l'immigration ». En septembre, la section lettone de PEN International s'est déclarée préoccupée par le fait que des groupes politiques déposent auprès des autorités chargées de la sécurité des plaintes concernant le travail d'enquête des journalistes pendant la campagne électorale ainsi que de l'effet paralysant de ces plaintes. En octobre, 11 membres du Parlement ont écrit au Premier ministre pour demander une enquête sur les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine du plaidoyer, visant particulièrement Papardes Zieds, une OSC évoluant en matière de santé sexuelle et de la reproduction et des droits de l'homme, et qui reçoit un financement de l'État et de l'OSF. Papardes Zieds a critiqué les « amendements de moralité » à la loi sur l'éducation qui rendaient plus difficile le débat sur des questions de santé

de la reproduction dans les écoles. Mais lorsqu'elle a été faussement traitée d'OSC financée par des fonds étrangers, d'autres députés ont fait part de leurs inquiétudes face à cette rhétorique à la russe et ont voté contre toute initiative.

Au moment de la rédaction du présent document, un nouveau gouvernement de coalition de centre-droit avait été formé après près de quatre mois de négociations, réunissant dans une coalition à cinq le parti le « Qui possède l'État ? », les Partis Nouveau Conservateur et l'Alliance Nationale. La société civile devra relever le défi consistant à établir des relations plus constructives avec ce qui pourrait être un gouvernement fragmenté et espérera au moins que la rhétorique sera atténuée.

## SUÈDE : UN REcul DES VALEURS SOCIALES-DÉMOCRATES ?

Les valeurs et l'identité nationale sont également sous les feux des projecteurs en Suède. Lors des élections de septembre, le parti social-démocrate, le parti dominant dans l'histoire moderne de la Suède, a connu son plus bas soutien depuis 1911, tandis que le principal parti d'opposition, le Parti Modéré, perdait également du soutien. Les gains les plus importants ont été réalisés par le Parti Démocrate suédois, parti anti-immigration de droite, qui a recueilli 18% des suffrages. Dans un pays qui se situe généralement au sommet de la hiérarchie des libertés et de la qualité de la vie, ce niveau de soutien a bouleversé l'ordre social-démocrate établi. Après quatre mois de négociations, un accord a été conclu en janvier 2019 pour former un gouvernement minoritaire de centre-gauche; tous les partis ont refusé d'introduire les Démocrates Suédois au gouvernement.

Anna-Carin Hall, de l'OSC suédoise *Kvinna till Kvinna* (Femme à Femme), a décrit ce qui motive le sentiment anti-migration dans son pays :

*Une partie de l'explication tient, comme toujours, à la peur de la mondialisation. Alors que les emplois traditionnels quittent la Suède, un afflux important de migrants sur une courte période, en particulier en 2015, crée une forte pression sur le système de protection sociale*



suédois, notamment dans les domaines de l'éducation et des services de santé ainsi qu'une pénurie de logements.

Avant les élections, un débat public a eu lieu sur l'écart entre les zones urbaines et rurales en Suède et sur la fermeture des services de santé dans les zones reculées. Le soutien aux Démocrates Suédois est plus élevé dans les régions à faible niveau d'éducation, à faible revenu et à taux de chômage élevé.

Néanmoins, l'économie suédoise reste très forte et les Suédois ne souffrent en aucune manière économiquement du fait de la forte migration. Mais les grands centres de migration installés à la campagne ont très rapidement modifié la composition de la population, provoquant des tensions dans ces régions. En outre, des études à long terme menées en Suède ont montré que, depuis de nombreuses décennies, l'opinion publique était moins favorable aux migrants que les politiques des partis dominants, et les Démocrates Suédois sont maintenant en mesure de capitaliser sur cette situation.

Outre l'économie, les problèmes d'insécurité ont également été utilisés pour attiser le sentiment anti-migrant. Un nombre de plus en plus élevé de **fusillades spectaculaires** parmi les gangs criminels dans certaines banlieues dominées par les migrants ont attiré l'attention des médias suédois et internationaux – un de ces événements a même été **mentionné** par le président américain Donald Trump, qui a laissé entendre à tort qu'il s'agissait d'un attentat terroriste – et des sites Internet de droite américains ont beaucoup utilisé cela politiquement.

Les médias suédois s'interrogent actuellement sur le point de savoir si le soutien aux Démocrates Suédois est principalement motivé par la xénophobie et le racisme. Certains leaders d'opinion prétendent que c'est le cas, mais des enquêtes ont montré que les Suédois pensent que le problème réside dans l'échec de l'intégration plutôt que dans la migration elle-même. La société suédoise n'a pas été en mesure de



Des jeunes réfugiés afghans ont protesté à Stockholm, en Suède, après que leur demandes d'asiles aient été refusées.

Crédit: Atila Altuntas/Anadolu Agency/Getty Images



*fournir aux groupes de migrants une éducation adéquate en suédois, des conseils sur la communauté suédoise, des emplois décents, etc.*

Alors que beaucoup craignaient que le soutien des Démocrates Suédois ne soit encore plus important, le fait qu'un parti populiste de droite soit désormais le troisième parti en Suède inquiète la société civile du pays, notamment parce que d'autres partis réagissent en faisant des concessions sur des questions telles que la migration, permettant effectivement aux Démocrates Suédois de définir la portée et les termes du débat politique. Cela conduit ensuite à la question de la meilleure façon de traiter les préoccupations qu'ils représentent. Anna-Carin résume le débat :

*Certains analystes disent que les Démocrates Suédois sont devenus populaires parce que les autres partis au parlement ont essayé de les écarter. En conséquence, les Démocrates Suédois et leurs partisans ont été en mesure de jouer le rôle de victimes et d'affirmer que l'élite politique ne se soucie pas de l'opinion du peuple. Certains soutiennent donc que les Démocrates Suédois devraient être inclus dans le gouvernement et évoquent le cas de la **Finlande**, où Sannfinnlandarna, un parti nationaliste, a accédé au gouvernement et s'est montré inapte à gouverner, ce qui a entraîné une chute rapide de son soutien. Ceci est suggéré comme un moyen potentiellement facile de se débarrasser des Démocrates Suédois.*

*Les partis majoritaires ont réagi en adoptant une politique migratoire plus modérée et en imposant des exigences plus strictes aux migrants – par exemple, en introduisant de nouvelles exigences à remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide sociale et de subventions. Les groupes de la société civile de défense des droits tentent toujours de faire entendre leur voix en faveur d'une politique de migration généreuse fondée sur des valeurs humanitaires, mais ils ne retiennent plus beaucoup l'attention de nos jours.*

*Le changement de climat politique se traduit par un débat plus franc sur les coûts de la migration et de son impact sur le système de*

*protection sociale suédois. Nous pouvons également assister à une discussion plus vive sur les comportements culturels ou traditionnels, tels que les crimes d'honneur, certains affirmant que la Suède n'a pas trop pris position contre cela et a évité plusieurs questions controversées concernant la migration et l'intégration considérées comme sensibles du point de vue culturel.*

*La banalisation du parti Démocrate Suédois, parti issu du mouvement néo-nazi des années 1970 et 1980, a également conduit à un mouvement néo-nazi de droite alternative plus visible qui, malgré son faible nombre, a l'attention des médias. Plusieurs médias de droite alternative diffusent de fausses informations sur le taux de criminalité parmi les migrants. Les groupes de droite alternative lancent également des menaces, propagent la haine et mènent des campagnes de diffamation sur les réseaux sociaux. Ce climat peut très bien conduire à l'autocensure parmi les groupes pro-migration, féministes et LGBTQI.*

En réponse, conclut Anna-Carin, la société civile doit mobiliser du soutien en faveur des valeurs chères à la plupart des citoyens suédois :

*Le racisme déclaré et la xénophobie ne sont en aucun cas tolérés par la grande majorité des suédois et plusieurs rassemblements locaux ont été organisés contre le racisme et le mouvement néonazi avant et après les élections. La société civile de défense des droits s'est préparée depuis longtemps pour contrer ces tendances, mais elle a toujours besoin du soutien de nombreux groupes de personnes pour avoir un impact sur le discours officiel et le débat publique.*

*Les suédois sont très fiers de leur société ouverte et défendront probablement la presse libre, la liberté de parole et l'égalité des sexes, entre autres valeurs. Les menaces et la haine contre les migrants, les journalistes, les féministes et les activistes LGBTQI attirent beaucoup l'attention des médias et plusieurs actions politiques ont été organisées pour les empêcher de se produire. Donc, si un gouvernement de*

*droite se forme avec le soutien parlementaire implicite ou explicite des Démocrates Suédois, nous verrons probablement beaucoup de réactions fortes de la part du milieu politique et culturel ainsi que du côté de la société civile.*

*À long terme, la société civile suédoise doit œuvrer chaque jour pour la défense de la démocratie à la base. Elle doit peut-être aussi monter au créneau pour créer une opinion et changer ce qui pourrait se révéler être un cours dangereux de l'histoire.*

## RÉPONSES D'AILLEURS : RIPOSTER FACE À L'EXTRÊME DROITE

Les cas susmentionnés ont montré comment, chaque fois qu'elle est confrontée à la colère, à la haine et à la désinformation de la part de l'extrême droite, la société civile a réagi en défendant les droits, en défendant les groupes exclus et en revendiquant des valeurs progressistes. Ce ne sont pas les seuls pays à avoir répondu de la sorte. Chaque fois que les partisans de l'extrême droite manifestaient, ils pouvaient être assurés de faire face à des contre-manifestations souvent plus importantes, plus bruyantes et certainement plus diversifiées.

En **Bulgarie**, des contre-manifestants **se sont mobilisés** pour faire opposition à une marche pro-nazie en février, sous les slogans «Non aux nazis dans nos rues» et «Non à une Europe forteresse ». Une pétition internationale contre la marche pro-nazie a rassemblé plus de 178000 signatures.

En août, à Turku, en **Finlande**, lorsque le Mouvement néo-nazi de Résistance Nordique a organisé une marche de plusieurs centaines de personnes le jour de l'anniversaire d'un attentat terroriste perpétré par un citoyen marocain, des centaines d'autres **ont organisé** une contre-manifestation haut en couleurs. En septembre, une cour d'appel **a confirmé** l'interdiction faite au Mouvement de Résistance Nordique de manifester et de diffuser de la propagande.

Les mobilisations au **Japon** en octobre ont rappelé que le défi que représente l'extrême droite ainsi que la nécessité d'une réponse de la société civile ne se

limitaient pas à l'Europe. En réponse à une série de manifestations d'extrême droite organisées par un nouveau parti, Japan First/Le Japon d'Abord, des groupes antiracistes ont organisé des **manifestations** populaires dans des villes du Japon. Les manifestations racistes ont été déclenchées par l'intention du gouvernement de faciliter l'obtention de visas de travail de longue durée pour les travailleurs étrangers, en réponse au vieillissement de la population japonaise.

## DÉMOCRATIE DÉFECTUEUSE : UNE ANNÉE DE LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES RESTREINTES

### VENEZUELA : UNE ÉLECTION ENTACHÉE D'IRRÉGULARITÉS ALIMENTE LA CRISE

Le président Nicolás Maduro a remporté un second mandat aux élections législatives de mai au **Venezuela**, mais le résultat risquait de passer inaperçu au milieu d'une vaste crise politique, économique et sociale toujours en cours et qui, en 2018, est devenue une crise humanitaire ([voir section 2](#)).

Le taux de participation lamentable d'environ 26%, le plus bas de l'histoire, témoigne du mécontentement généralisé face à la négation d'un réel choix lors du vote. De nombreux candidats de l'opposition ont été empêchés de se présenter tandis que d'autres avaient été emprisonnés ou avaient quitté le pays pour fuir la persécution. Dans un contexte où la présidence bafoue régulièrement les autres institutions de gouvernance et où l'**impunité** pour les violations des droits de l'homme est généralisée, les élections ont été entachées d'irrégularités tant dans le calendrier que dans le processus, comme notamment l'achat de voix et l'utilisation partisane des ressources



De nombreuses protestations ont eu lieu durant la période des élections de mai au Venezuela, qui ont été critiquées pour être frauduleuses et manipulées.

Crédit: Joe Raedle/Getty Images

de l'État. La plupart des partis d'opposition ont boycotté le processus, estimant qu'il n'était ni libre ni équitable, alors que les principales institutions internationales – notamment l'Union Européenne, le G7 et le Groupe de Lima, un groupe de 14 États du continent américain qui cherchent à mettre fin pacifiquement à la crise vénézuélienne – ont rejeté les résultats. L'ampleur de la crise était telle qu'en septembre, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a **adopté** sa toute première résolution sur le Venezuela, exprimant sa préoccupation face aux violations des droits humains et exhortant le gouvernement à coopérer avec les mécanismes de défense des droits humains.

Avant les élections, Zeid Ra'ad al-Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme à l'époque, a **déclaré** que la situation générale ne remplissait pas «les conditions minimales nécessaires à la tenue d'élections libres et crédibles». Les restrictions relatives à l'espace civique se sont multipliées à l'approche des élections: le seul jour des élections, l'OSC Espacio Público a recensé 28 cas distincts de violation de la liberté d'expression, le plus fréquent étant le refus d'accès des journalistes aux centres de vote.

**Beatriz Borges** du **Centre Justice et Paix** (Cepaz) présente son analyse de l'élection et du contexte difficile dans lequel elle s'est déroulée :

*La situation est très délicate et l'incertitude règne. La complexité de l'urgence humanitaire fait souffrir les citoyens vénézuéliens et occasionne quelques pertes en vie humaine, alors que l'effondrement des institutions démocratiques et la disparition de tout vestige de l'état de droit et d'institutions indépendantes nous ont laissés dans un état d'extrême vulnérabilité, sans aucune garantie pour l'exercice de nos droits. Malgré le contexte défavorable, nous avons une société civile active et un leadership démocratique très faible, mais qui luttent toujours pour le rétablissement de la démocratie au Venezuela.*

*En juin, Cepaz a publié un **rapport** résumant les conclusions d'une analyse du processus entamé le 23 janvier, avec l'annonce de l'élection*



présidentielle initialement prévue pour le 22 avril, puis reportée au 22 mai, en ce qui concerne son impact sur la capacité pour les citoyens vénézuéliens d'exercer leurs droits politiques. Notre rapport a conclu que le processus électoral n'offrait pas les garanties et conditions minimales nécessaires pour être considéré comme juste, équitable, transparent et respectueux des droits de l'homme.

Cepaz **a rapporté** à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) que les droits politiques des Vénézuéliens étaient restreints et que nous ne pouvions plus compter sur l'outil usuel du citoyen qu'est le droit de vote, pour parvenir à un changement politique. En mai, peu de temps avant les élections, nous avons participé à une audience conjointe, aux côtés d'autres organisations, dans laquelle nous avons demandé qu'une attention soit accordée aux situations où il y a des cas de représailles ou d'entraves au travail des défenseurs des droits de l'homme et des observateurs d'élections nationales. Et nous avons demandé à la Commission d'exhorter l'Etat à respecter le travail des journalistes et des médias pendant le processus électoral.

En décembre, nous avons participé à une autre **audience** au cours de laquelle nous avons de nouveau mis en garde contre la détérioration des droits politiques et de la participation des citoyens au Venezuela, en insistant sur un processus en cours visant à affaiblir les partis politiques de l'opposition et à les conduire à l'extinction, avec la disparition de 90% des partis politiques au cours des huit dernières années, le manque d'indépendance et d'impartialité du conseil électoral national; et la mise en place d'un régime de répression et de persécution qui a été transformé en politique d'État, avec notamment des détentions arbitraires, de la torture, des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires, des morts en détention et des violations répétées de la procédure du droit à la défense et d'accès à la justice.

Ce que nous constatons aujourd'hui est le résultat cumulé de

nombreuses années de détérioration, de sape de la démocratie et de criminalisation de l'exercice des droits. Les OSC ont été profondément touchées, non seulement par l'application de lois restrictives limitant leur fonctionnement, mais aussi et surtout par la création d'un environnement à haut risque, dans lequel menaces et attaques contre les défenseurs des droits de l'homme et les OSC sont devenues monnaie courante. La situation d'hyperinflation que nous traversons a également une incidence importante sur le fonctionnement et la stabilité des OSC, de même que l'exode en cours, étant donné que de nombreux membres d'organisations et de militants ont quitté le Venezuela, ce qui a un impact sur la composition de leurs équipes.

Ce qui me donne espoir, c'est que beaucoup continuent de travailler aussi bien hors du Venezuela que dans le pays, les organisations qui restent actives restent résolues à œuvrer pour le rétablissement de la démocratie et la défense des droits de l'homme. Même si nous avons été très affectés, même dans un contexte aussi défavorable, nous avons trouvé des moyens et des mécanismes nous permettant de continuer à travailler et à aider les victimes, notamment en formant et en participant à des réseaux, en travaillant en collaboration, en prenant conscience de la nécessité de nous protéger et de la mise en place de protocoles de sécurité.

L'escalade de la crise politique et **économique** a entraîné une augmentation considérable du nombre de manifestations: selon l'Observatoire Vénézuélien du Conflit Social (OVCS), les manifestations ont augmenté de 199% en janvier par rapport à janvier 2017, tandis que les pillages ont augmenté de 642%, ce qui témoigne de l'ampleur de la crise économique et des réactions de plus en plus désespérées de la population face à la pauvreté et à la pénurie. La même source a fait état de 2414 manifestations au cours des quatre premiers mois de l'année, dont 85% motivées par l'insuffisance de **nourriture** et de services de base. De même, selon une analyse **publié** par le parti d'opposition Voluntad Popular, les revendications les plus courantes des plus de 400 manifestations qui se sont déroulées au cours des deux premiers

“

LES REVENDICATIONS  
LES PLUS  
COURANTES DES  
PLUS DE 400  
MANIFESTATIONS QUI  
SE SONT DÉROULÉES  
AU COURS DES DEUX  
PREMIERS MOIS DE  
2018 CONCERNAIENT  
L'ALIMENTATION, LES  
SERVICES DE SANTÉ,  
LES CHANGEMENTS  
POLITIQUES ET  
LES DROITS DES  
TRAVAILLEURS.

”

mois de 2018 concernaient l'alimentation, les services de santé, les changements politiques et les droits des travailleurs. Les manifestations se sont poursuivies au cours des mois suivants: par exemple, **2163 manifestations** ont été recensées en juillet.

Les manifestations se sont heurtées à une répression systématique et à la criminalisation des manifestants. Même lorsque les manifestations n'ont pour objet aucune revendication politique, des centaines de manifestants ont été **arrêtés arbitrairement**. Les personnes accusées d'incitation en vertu de la nouvelle **Loi contre la Haine pour une Coexistence Pacifique et la Tolérance** risquaient jusqu'à 20 ans de prison. Selon PROVEA, une organisation de la société civile, au moins sept manifestants **ont été tués** début janvier, tandis que l'OVCS **a réuni les preuves** des meurtres de dix manifestants au cours des trois premiers mois de 2018 et de **cinq autres** au cours des trois mois suivants.

Les activistes – y compris les manifestants, les dirigeants des organisations de la société civile, les militants syndicaux, les défenseurs des droits des peuples autochtones et les opposants – continuaient à faire face à des restrictions, notamment des arrestations pour des accusations infondées et à des campagnes de diffamation – comme celle **orchestrée** contre Francisco Valencia, président de la CODEVIDA, une coalition de la société civile de défense des droits à la santé- et à des perquisitions à domicile, telles que vécues par la militante des droits **Marvinia Jimenez** en janvier. En mars, **deux leaders étudiants** ont été arrêtés après avoir comparu à la télévision et avoir appelé à une protestation pacifique face à la crise. Ils ont par la suite été inculpés d'incitation à la haine, de possession illicite d'une arme à feu et de résistance. En janvier, deux militants d'une organisation de la société civile, qui dispensaient un enseignement et une formation aux personnes défavorisées, **ont été arrêtés** pour des accusations peu convaincantes de conspiration et d'incitation publique et détenus pendant des mois, en dépit d'une **décision de justice** ordonnant leur libération.

En juillet, PROVEA a indiqué que 85 personnes **avaient été enlevées** par l'État – détenues sans inculpation ni décision judiciaire – et ce pour des raisons politiques au cours du premier semestre de 2018. Dans 51 de ces cas, aucune information supplémentaire sur l'endroit où se trouvaient les détenus n'avait été fournie. En moyenne, les personnes sont restées aux mains de l'État pendant 11 jours avant d'être traduites devant un tribunal. La société civile s'est déclarée **préoccupée** par la **dégradation de l'état de santé** de nombreux prisonniers politiques à qui des soins médicaux ont été refusés. C'est pour cette raison que la CIDH a pris des **mesures conservatoires** à l'encontre de Juan Carlos Caguaripano, ancien officier de police inculpé pour rébellion. Les mauvais traitements et la torture infligés à des détenus ont été sous le feu des projecteurs en octobre lorsque le corps d'un conseiller, **Fernando Albán**,

a été retrouvé devant le siège du service de renseignements bolivarien. Le gouvernement a affirmé qu'il s'était suicidé, une conclusion rejetée par de nombreux membres de la société civile, qui ont réclamé une enquête indépendante sur sa mort. Fernando avait **été arrêté**, accusé d'avoir participé à une attaque contre le président Maduro, cinq jours auparavant, à son retour de New York, où il avait assisté à des réunions organisées autour de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les journalistes qui ont couvert des manifestations ont rapporté à propos de sujets sensibles, ou ont fait ressortir que les points de vue associés à l'opposition étaient stigmatisés, menacés, victimes d'intimidations, attaqués et censurés. En janvier, lors d'une manifestation à Caracas, la capitale, des policiers **ont contraint** un journaliste à supprimer des images montrant les forces de sécurité de l'État **intimidant les manifestants**. La Garde Nationale a également **empêché** les journalistes de filmer des scènes à la frontière avec la **Colombie**, où des personnes fuyaient le Venezuela. En mars, sept journalistes **ont été arrêtés** alors qu'ils tentaient de rendre compte de la situation devant la maison du chef de l'opposition, Leopoldo Lopez, tandis que des agents de la sécurité y avaient illégalement fait irruption. En juillet, des officiers de l'armée **ont menacé** un groupe de journalistes couvrant une manifestation de patients devant un hôpital dans l'État de Lara et les ont empêchés de filmer. Le mois suivant, la journaliste Ana Rodriguez a été menacée avec usage de violence physique et arrêtée. Elle a été empêchée de **couvrir une manifestation** des employés de la compagnie pétrolière publique PDVSA. Plus tard dans le même mois, un juge a **ordonné** l'emprisonnement de l'éminent journaliste indépendant Jesús Medina, **arrêté** pour incitation à la haine et blanchiment d'argent. Les personnes partageant des informations que l'État cherchait à supprimer étaient également criminalisées, comme dans le cas d'un travailleur de PDVSA qui a **rendu compte** de la crise de la production pétrolière et a vu des membres de sa famille **être arrêtés** sans mandat en guise de représailles.

Des stations de radio dissidentes telles que **Visionaria 104.7** et **Radio Mundial 860 AM** ont été attaquées à plusieurs reprises, parfois de manière violente,

et ont vu leur équipement détruit et leurs dirigeants **arrêtés**. Une station de radio universitaire, **ULA FM**, a été exhorté par l'organisme de régulation des communications, CONATEL, de cesser de diffuser des messages suscitant la peur parmi la population, après qu'elle ait diffusé un message dans lequel un professeur d'université s'inquiétait des mauvaises conditions de vie de nombreux Vénézuéliens.

La crise économique a également touché les **médias**. Le Press and Society Institute a **signalé** qu'au cours des quatre premiers mois de 2018, 11 médias ont annulé leurs éditions imprimées en raison d'un manque de ressources et de fournitures. Fin août, trois journaux ont été contraints de mettre définitivement **fin à leurs activités** après l'annonce de nouvelles mesures économiques. El Nacional, le seul journal indépendant capable de conserver une édition imprimée, a fait l'objet de **harcèlement judiciaire**.

La perte de la presse écrite a rendu Internet encore plus important, mais les sites Web de plusieurs médias en ligne **ont été bloqués** et leurs serveurs piratés, de même que les **comptes dans les réseaux sociaux** de l'Assemblée Nationale, l'organe législatif du Venezuela, qui est dirigée par l'opposition et a été privée pratiquement de tout pouvoir en 2017 par le président Maduro. Ce dernier a créé une structure parallèle qui lui est fidèle, l'Assemblée Nationale Constituante. En août, trois sites Web ont signalé des attaques par déni de service. Une **enquête** a identifié un type de censure en ligne rencontré par les sites d'informations, basé sur des blocs intermittents. Les médias audiovisuels ont également été censurés: en août, la chaîne de télévision en langue espagnole de Deutsche Welle a été rendue temporairement **indisponible** au Venezuela alors qu'elle diffusait un documentaire sur la crise vénézuélienne.

La crise est passée à un autre niveau en janvier 2019, lorsque Juan Guaidó, président de l'Assemblée Nationale, s'est déclaré président par intérim, invoquant des dispositions de la Constitution Vénézuélienne, après que le président Maduro a procédé à son investiture pour un second mandat. D'autres manifestations ont suivi, réprimées avec la **violence** d'État qui a



coûté la vie à des dizaines de personnes et mis en détention des centaines de personnes. Les alliés et les ennemis internationaux du Venezuela se sont alignés pour soutenir le président ou son nouveau challenger, nombre d'entre eux réclamant de nouvelles élections – libres et équitables cette fois, alors que la nouvelle Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a demandé l'ouverture d'une enquête sur la violence. Ce qui semblait clair, c'est qu'on ne pouvait pas permettre à la crise de suivre son bonhomme de chemin, mais il fallait trouver une solution qui permette le changement dont le Venezuela a besoin, solution devant venir non de l'extérieur, mais du peuple vénézuélien lui-même.

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : UN VOTE LONGTEMPS DIFFÉRÉ

Après des retards importants – elles devaient **initialement** se tenir vers la fin du mandat du président Joseph Kabila en novembre 2016 – les élections ont finalement eu lieu en **République Démocratique du Congo** (RDC) en décembre. L'attente de deux ans, au cours de laquelle le président Kabila est resté au pouvoir, avait nourri des spéculations sur le fait qu'il trouverait un moyen de défier la constitution pour se présenter à nouveau. En août, il a été **annoncé** que le président Kabila respecterait la limite de deux mandats fixée par la Constitution. La crainte persistait qu'il conserverait les rênes du pouvoir derrière le successeur de son choix, en particulier lorsque certaines importantes figures de l'opposition **ont été empêchées** de se présenter. Mais lorsque les élections ont eu lieu – pour les sièges à l'Assemblée nationale et au Conseil provincial, ainsi que pour la présidence –, c'est le candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi, qui s'est classé premier. C'est le premier changement de pouvoir pacifique dans l'histoire post-indépendance du pays ; mais ces élections, qui se déroulent dans des conditions d'espace civique verrouillé – ont été entachées d'allégations crédibles d'irrégularités électorales qui ont donné lieu à des résultats contestés.

Peu après les élections, nous avons demandé à **Pascal Mupenda** du **Partenariat pour la Protection Intégrée** (PPI) de décrire la situation :



Les forces de sécurité ont réprimé les protestations face aux reports à répétition des élections en RDC.

Crédit: Jc Wenga/Anadolu Agency/Getty Images

La situation post-électorale a été marquée par quatre éléments principaux. Premièrement, il y avait l'évaluation des recours que certains candidats à la présidence avaient soumis à la Cour Constitutionnelle. La loi électorale permet aux candidats insatisfaits de faire appel de leurs résultats après les élections présidentielles et législatives nationales. Les résultats définitifs ne sont proclamés que lorsque la Cour constitutionnelle a rendu sa décision. Depuis la création de la Cour constitutionnelle en 2006, le peuple congolais en général, et les défenseurs des droits de l'homme en particulier, ont décrié sa composition, plusieurs membres étant liés de très près au gouvernement. Les décisions relatives aux appels interjetés devant la Cour constitutionnelle après les élections de 2006 et 2011 ne satisfaisaient pas les requérants et étaient à l'origine des violents conflits post-électorales entre le président Kabila et les candidats qui prétendaient être son successeur légitimement élu.

Après les élections du 30 décembre, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a proclamé à titre provisoire la victoire de Félix Tshisekedi, candidat de la coalition CAp pour le CHangement (CACH). En réponse, les partisans de Martin Fayulu, le candidat de la coalition Lamuka, ont commencé à manifester et ont fait face à une répression sanglante de la part de la police. Entre-temps, Martin Fayulu a formé un recours devant la Cour Constitutionnelle pour contester les résultats provisoires de la CENI et demander un recomptage des votes dans tous les bureaux de vote. Plusieurs missions d'observation d'élections ont soutenu cette approche, affirmant qu'elles détenaient des preuves.

La Conférence Épiscopale Catholique du Congo (CENCO), qui a déployé le plus grand nombre d'observateurs électoraux – environ 40 000 – a déclaré que ses données ne confirmaient pas la victoire électorale de Félix Tshisekedi. Sur cette base, Martin Fayulu a toujours appelé à l'intervention de la communauté nationale et internationale pour s'assurer que les votes soient comptés et que la volonté populaire soit

respectée. Le 17 janvier 2019, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont demandé à la Cour constitutionnelle de différer sa décision, prévue pour le 19 janvier, et ont proposé d'envoyer une délégation le 21 janvier prochain pour tenter de résoudre la crise naissante. Leur mission a été annulée et la Cour a rendu son arrêt le 19 janvier.

Comme prévu, la Cour constitutionnelle a confirmé et proclamé Félix Tshisekedi à la présidence de la RDC, après avoir rejeté la demande de Martin Fayulu au motif qu'elle était sans fondement.

Dès que la décision a été rendue publique, Martin Fayulu a tenu une conférence de presse déclarant qu'il avait rejeté la décision et qu'il se considérait comme le seul président légitime, appelant les citoyens congolais à organiser des manifestations pacifiques pour réclamer « la vérité des urnes ». Mais à part quelques manifestations éparées, un calme précaire régnait dans tout le pays. Toutefois, à la dernière minute, la cérémonie d'investiture, initialement prévue pour le 22 janvier, a été reportée au 24 janvier.

Deuxièmement, il y a le fait que les résultats des élections provinciales et nationales ont également été contestés dans plusieurs provinces de la RDC. La CENI a proclamé ces résultats alors que la plupart des bulletins de vote papier étaient restés dans les différentes localités où des votes avaient eu lieu et n'avaient pas encore été compilés. Par conséquent, les gens se demandaient d'où venaient les résultats de la CENI, étant donné que la loi n'autorise pas le vote électronique, encore moins la transmission électronique des résultats.

Des manifestations autour de cette question ont eu lieu presque quotidiennement dans différentes parties de la RDC. La grande majorité des citoyens congolais, qui ont voté pour le changement, trouvent inconcevable que, bien que le successeur du président Kabila ait échoué lamentablement dans sa candidature à la présidence, sa coalition du Front Commun pour le Congo (FCC) semble avoir

*remporté une écrasante majorité des élections provinciales et la majorité des sièges législatifs nationaux dans 23 des 26 provinces de la RDC.*

*Troisièmement, le contexte a été marqué par la violation du droit du peuple congolais à accéder aux informations. Pendant plus de trois semaines, la connexion Internet, les signaux de médias étrangers et la messagerie texte ont été interrompus. Pour accéder à Internet, écouter une radio étrangère ou regarder une télévision étrangère, il fallait recourir à des fournisseurs Internet étrangers. La coupure des communications, ainsi que les restrictions à la liberté de réunion qui ont suivi les élections, visaient à créer un environnement propice à la violation des droits civils et politiques des citoyens congolais.*

*Enfin, les menaces contre les défenseurs des droits de l'homme, qui avaient été très nombreuses avant les élections, se sont poursuivies sans relâche. L'activiste du Sud-Kivu, connu sous le nom de Cor Akim, a disparu et a été retrouvé inconscient trois jours plus tard. J'ai été intimidé et arrêté lors d'une mission d'observation et retenu une nuit entière au quartier général de la police de Bukavu. Plusieurs militants du mouvement social Lutte pour le Changement (LUCHA) ont subi des arrestations arbitraires.*

Les élections se sont déroulées dans un environnement très difficile pour l'activisme. Les manifestations se sont souvent heurtées à une force excessive et meurtrière. Le Comité Laïc de Coordination, lié à l'Eglise catholique, une force importante en RDC, a organisé des manifestations après la célébration de la messe en janvier et février 2018, mais la réaction a été meurtrière, les forces de sécurité ayant tiré à balles réelles sur la foule. Il **est rapporté** qu'au moins neuf personnes auraient été tuées dans les violences perpétrées par les forces de sécurité lors des manifestations de janvier et de février. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés contre les manifestants et Internet a été coupé pendant les manifestations.

Ce n'étaient pas des incidents isolés. Selon un **rapport** de mars de la Mission de

maintien de la paix des Nations Unies, la Mission Onusienne de Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), au moins 47 personnes ont été tuées par les forces de sécurité au cours de manifestations entre le 1er janvier 2017 et le 31 janvier 2018. La MONUSCO a également accusé les forces de sécurité de tenter de dissimuler les meurtres. En février, une commission d'enquête mixte sur les violations des droits de l'homme commises lors des manifestations de décembre 2017 et de janvier 2018 avec la participation de la société civile **a été créée**. Cependant, trois organisations de la société civile **ont suspendu** en avril leurs engagements avec la Commission en raison de la non-application de ses recommandations. Elles **ont réintégré** leurs places lorsque le gouvernement a fait des concessions en fournissant de soins médicaux aux personnes blessées lors des manifestations.

Les militants des nombreux mouvements sociaux pro-démocrates de la RDC **ont été ciblés**. En mai, 27 militants de LUCHA **ont été arrêtés** alors qu'ils se préparaient pour un événement célébrant les six années d'existence du mouvement. LUCHA avait précédemment appelé à la désobéissance civile non violente si les élections étaient reportées à plus tard. Six militants de LUCHA **ont été arrêtés** en décembre alors qu'ils menaient des activités de sensibilisation avant les élections. Le mois précédent, 17 jeunes militants du mouvement Vigilance Citoyenne **avaient été arrêtés** et placés en détention après avoir mené une campagne de sensibilisation contre l'achat de voix. Plusieurs militants pro-démocratiques du mouvement Filimbi ont été placés en **détention** après avoir participé à une manifestation le 31 décembre 2017, avant d'être condamnés à une **peine** d'un an de prison en septembre. Ils feraient partie d'une centaine de personnes détenues secrètement, des informations crédibles faisant état d'actes systématiques de **torture** utilisés à l'encontre de personnes en détention.

Les rassemblements de l'opposition ont été la cible d'une répression meurtrière dans la perspective des élections. Les manifestations en août ont été dispersées avec des balles réelles et à coup de gaz lacrymogènes, faisant au moins deux **morts** et plusieurs blessés. Au moins sept personnes **auraient été** tuées par les forces de sécurité avec plus de 50 blessées lors



d'évènements organisés par l'opposition au cours d'une période de cinq jours en décembre.

Celles-ci faisaient partie des nombreuses manifestations qui ont précédé les élections et qui ont abouti à des détentions ou à la violence des forces de sécurité, avec utilisation fréquente de balles réelles. La CENCO a **indiqué** que lors des manifestations d'avril à octobre, au moins cinq personnes avaient été tuées, 91 blessées et il y eu 362 cas d'arrestations. Parmi les protestations, plusieurs ont eu lieu en septembre sur la qualité de la liste électorale et l'introduction de nouvelles machines à voter pour les élections. La société civile restait grandement **préoccupée**, en particulier après le **refus** par le gouvernement de toute offre d'assistance logistique internationale, y compris celle de la MONUSCO. Entre-temps, un projet de loi sur les rassemblements, approuvé par les deux chambres du parlement, qui aurait facilité la tenue de manifestations et aurait par conséquent rendu plus difficile pour les forces de sécurité de les réprimer par défaut d'autorisation, a **été écarté** par le président Kabila.

La période pré-électorale a également donné lieu à de violentes attaques et à des actes d'intimidation de journalistes: au moins 30 journalistes **ont été victimes** d'attaques ou de menaces entre le 3 novembre 2017 et le 2 novembre 2018, et 54 journalistes ont été arrêtés ou emprisonnés, la principale menace émanant du gouvernement et des forces de sécurité. À l'approche du jour des élections, plusieurs autres arrestations de journalistes ont eu lieu et certains organes de presse favorables à l'opposition **ont été fermés**.

Cette répression des libertés fondamentales s'inscrit dans un climat d'insécurité et de conflits aux quatre coins de cet immense pays. Parmi les indicateurs de l'ampleur de la violence, une équipe d'experts internationaux mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies pour enquêter sur les violations des droits de l'homme dans la région du Kasai a **rapporté** en juin que les violations commises par les forces de sécurité et les milices locales de la RDC constituaient des crimes contre l'humanité, avec le meurtre de civils, les cas de violence sexuelle et de torture, y compris

la violence à caractère ethnique. Dans certaines parties du pays, le niveau de violence et les **déplacements** ont provoqué une **crise humanitaire** caractérisée par la malnutrition, l'insécurité alimentaire et la violence à caractère sexiste.

Dans ce contexte difficile et souvent très risqué, la société civile a fait tout ce qui était en son pouvoir. L'Église catholique, par l'intermédiaire de la CENCO, a joué un rôle important en tentant de réunir les factions opposées et de veiller à la tenue d'élections crédibles. En 2016, à la veille du nouvel an, elle a négocié l'**Accord de la Saint-Sylvestre** entre les partis politiques, censé garantir la tenue d'élections d'ici la fin de 2017, et a réuni un éventail de groupes de la société civile pour **élaborer** le Manifeste des Citoyens Congolais afin d'exiger des normes élevées en matière de conduite électorale et de respect des règles constitutionnelles. Un certain nombre d'organisations de la société civile et de mouvements de citoyens ont également mis en place une plate-forme de **surveillance** des élections afin de déterminer si les 10 principes électoraux essentiels étaient respectés ; seuls deux de ces dix principes ont été jugés remplis.

Pascal décrit les efforts déployés par la société civile pour améliorer la qualité des élections :

*La société civile a lancé plusieurs campagnes appelant au renouvellement et au rajeunissement de la classe politique. Celles-ci comprenaient la campagne « **Nous, les Jeunes Pouvons** » menée par PPI aux côtés d'autres OSC. De nombreux jeunes se sont portés candidats.*

*La société civile a également travaillé sans relâche pour faire prendre conscience de l'importance des élections. Elle a contribué par des campagnes et des programmes de sensibilisation visant à encourager les citoyens non seulement à exiger des élections, mais également à faire un usage utile et responsable de leur vote pour parvenir au changement souhaité. Grâce au travail effectué par les organisations de la société civile, la population comprenait relativement bien le*



“  
 POUR LA PREMIÈRE  
 FOIS DE SON  
 HISTOIRE, NOTRE  
 PAYS POUVAIT  
 DÉSORMAIS  
 COMPTER À LA  
 FOIS UN PRÉSIDENT  
 SORTANT EN VIE  
 ET UN NOUVEAU  
 PRÉSIDENT  
 ÉGALEMENT VIVANT.  
 ”

*mode de scrutin et l'utilisation d'une machine à voter, même s'il n'était pas possible de garantir la maîtrise totale des machines à voter par une population analphabète à plus 80%.*

*En outre, de nombreuses organisations de la société civile ont dénoncé les violations des droits de l'homme orchestrées pendant la campagne électorale. Ils ont également collaboré avec la CENI pour faire en sorte que le calendrier électoral soit respecté et que tout soit fait en conformité avec la constitution et les lois électorales.*

*La société civile a continué de jouer un rôle important lors de l'examen des recours des candidats devant la Cour Constitutionnelle pour la course à la présidence et les Cours d'Appel pour les élections législatives nationales et provinciales, fournissant des éléments de preuve montrant que les résultats des bureaux de vote étaient divergents des résultats provisoires qui ont été proclamés.*

Pascal conclut en évaluant les défaillances de l'expérience de 2018 et les moyens d'améliorer la qualité de la démocratie congolaise :

*Les élections ont été plus significatives en termes d'aspirations des électeurs qu'en raison de leurs résultats.*

*Pour le peuple congolais, les élections de 2018 portaient l'espoir d'un changement suspendu depuis 2016. Pour la première fois de son histoire, notre pays pouvait désormais compter à la fois un président sortant en vie et un nouveau président également vivant.*

*Certains candidats ont été exclus à la suite de poursuites judiciaires politiquement motivées. En outre, la CENI a considérablement sapé la crédibilité des élections, notamment en raison de la manière dont elle a compilé les résultats. Aujourd'hui, la plupart des élus sont jeunes, mais beaucoup appartiennent également au FCC, ce qui signifie que les attentes des électeurs en matière de changement ne seront pas nécessairement satisfaites.*

*Une amélioration de l'état de la démocratie en RDC est possible, mais certaines conditions préalables sont nécessaires pour que cela se produise. Premièrement, il faut un changement systémique et systématique du personnel gouvernemental. Si la CENI proclamait les résultats réels obtenus par le vote, cela contribuerait à éviter un soulèvement populaire. Il serait également judicieux que la Cour constitutionnelle et les cours d'appel provinciales gèrent correctement les affaires relatives aux sièges législatifs nationaux et provinciaux afin que la porte de la violence ne s'ouvre pas.*

*Deuxièmement, des élections locales et municipales devraient être organisées, conformément à la loi électorale, afin de combler le fossé entre les dirigeants et les gouvernés.*

*Troisièmement, le secteur de la justice devrait être réformé, notamment en renforçant ses capacités techniques et de gestion.*

*Quatrièmement, des partenariats bilatéraux entre les organes techniques des cabinets ministériels et les organisations de la société civile devraient être formés afin que des approches communes soient adoptées pour faire face aux défis de la démocratie.*

*Enfin, les libertés fondamentales doivent être respectées et la tolérance encouragée afin que l'espace public s'ouvre progressivement.*

Ce qui est clair, c'est que le nouveau Président, Tshisekedi, est confronté à une vaste gamme de défis, exacerbés par le fait que beaucoup risquent de continuer à contester la légitimité de son règne. Pour de nombreux citoyens qui se sont mobilisés, les élections de 2018 n'ont pas permis de concrétiser leurs espoirs de changement réel. Le nouveau président doit montrer qu'il comprend que le désir de voir le changement en RDC ne s'est pas encore concrétisé et qu'il agit de manière à contribuer à ce changement. Il ne peut le faire qu'en travaillant avec la société civile et en ouvrant l'espace civique.

## PAKISTAN : UN CHANGEMENT QUI NE SIGNIFIE PEUT-ÊTRE PAS GRAND-CHOSE

Les élections au **Pakistan** ont également entraîné un changement de gouvernement. Imran Khan est devenu Premier ministre en août après que son parti pakistanais Tehreek-e-Insaf (PTI) est arrivé en première place lors des élections générales de juillet. Ce faisant, cela a brisé le duopole établi entre le Parti du Peuple Pakistanais (PPP) et la Ligue Musulmane Pakistanaise-Nawaz (PMLN), le parti au pouvoir sortant dont le chef, Nawaz Sharif, a été emprisonné pour corruption et interdit d'occuper des fonctions politiques en 2018, et s'est trouvé en désaccord avec l'armée pakistanaise. Le succès du PTI reposait essentiellement sur le soutien qu'il apportait aux puissantes

forces militaires pakistanaises ; sans soutien militaire, tout gouvernement au Pakistan aura du mal à s'en sortir. Selon les **spéculations**, l'armée aurait trouvé un chef sur lequel elle pourrait exercer une influence, à la suite de récentes tentatives de limitation de son pouvoir. Le changement au sommet pourrait n'entraîner que peu de changement dans la pratique.

À **l'approche** des élections, des centaines de membres du PMLN ont été arrêtés et il **a été rapporté** que l'armée intimidait et menaçait des membres importants du PMLN et du PPP dans le but d'essayer de les contraindre à orienter leur soutien en faveur du PTI. Il y a eu de nombreuses attaques et **intimidations de journalistes**, favorisant un climat d'**autocensure**, notamment en ce qui concerne la couverture des questions économiques, des questions liées aux conflits fonciers, à l'extrémisme, à la religion, à l'utilisation de la loi antiterroriste, aux **violations** des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et des groupes militants ainsi qu'aux liens de l'armée avec le PTI. Le signal de la chaîne de télévision indépendante Geo TV **a été coupé** en avril, et en mai la distribution de Dawn, le plus ancien papier journal de langue anglaise du Pakistan, a été empêchée. En juin, l'armée a déclaré surveiller les profils des journalistes renommés sur les réseaux sociaux. En juillet, la Commission des Droits de l'Homme indépendante du Pakistan a mis en garde contre des tentatives « flagrantes, agressives et éhontées » de manipuler les résultats des élections.

**Aasim Saeed**, un blogueur qui a été enlevé, détenu et torturé en 2017 avant d'être libéré à la suite de manifestations de la société civile et qui vit actuellement en exil au Royaume-Uni, décrit les nombreuses restrictions imposées à la liberté d'expression dans le contexte des élections de 2018, et la manipulation des résultats qui a suivi :

*Le gouvernement recourt au harcèlement, aux menaces, aux enlèvements, au chantage de membres de la famille, à la torture et parfois même à la mort pour dissuader les opposants. Les restrictions à la liberté d'expression se sont multipliées et de nombreux médias ont eu recours à l'autocensure. On oblige les journaux à ne pas couvrir les voix dissidentes.*



Une femme pakistanaise montre qu'elle a voté aux élections de juillet.

Crédit: Sabir Mazhar/Anadolu Agency/Getty Images

*La chose la plus alarmante est lorsque les agences de renseignement pakistanaises utilisent des moyens électroniques, des imprimés et les réseaux sociaux pour accuser les militants de sédition. Cela devient une menace pour la vie lorsque la religion est utilisée comme outil et que des accusations de blasphème sont proférées à l'encontre de militants. Le Code pénal rend la peine de mort obligatoire pour les personnes reconnues coupables de blasphème. Les accusés n'arrivent presque jamais à atteindre les tribunaux, car ils sont souvent lynchés en pleine rue par des membres de milices d'autodéfense.*

*De nombreuses personnes n'abandonnent pas et continuent à faire entendre leur voix, mais il est de plus en plus dangereux de le faire, car des personnes se font enlever pour leurs publications sur Facebook ou leurs tweets contre la puissante junte militaire ou leur Premier ministre « de choix ». Ils ont commencé à réagir si vous critiquez le Premier ministre ou un autre ministre. Qualifier le premier ministre d'escroc peut vous conduire en prison. Ils avaient l'habitude de permettre la critique des politiciens mais plus maintenant.*

*La situation s'est aggravée à l'approche des élections de juillet, alors que d'autres partis affrontaient le parti soutenu par l'armée qui finira par gagner. Les autres partis n'ont pas fait l'objet d'une grande couverture médiatique dans les principales maisons de presse et le jour du scrutin, leurs résultats ont été différés. De sérieuses allégations de truquage à grande échelle des votes ont été soulevées, comme on avait fait en sorte que le système de transmission électronique donne l'impression qu'il n'avait pas fonctionné quand ce n'était pas le cas ; le retard a été provoqué intentionnellement de sorte que les bulletins de vote appartenant à divers partis d'opposition pouvaient être annulés manuellement. Dans plusieurs districts, le nombre de votes rejetés était beaucoup plus important que l'écart de la défaite. Le nombre de votes rejetés était plus élevé qu'il ne l'a jamais été. Un recomptage a eu lieu à certains endroits et l'opposition a gagné plusieurs sièges supplémentaires ; toutefois, aucun recomptage n'a*

*été autorisé dans les districts stratégiques, où l'on s'est assuré de la victoire des marionnettes de l'armée.*

Outre un gouvernement restrictif, des **extrémistes** partisans de la violence représentaient une nouvelle menace envers la société civile pakistanaise, avec des groupes militants se faisant sinistrement remarqués pendant la période de campagne. En juillet, au moins 128 personnes **ont été tuées** lors d'un rassemblement du parti Awami du Baloutchistan, dont le candidat Siraj Raisani. Au cours du même mois, au moins 20 personnes **ont été tuées** dans une attaque contre une réunion du Parti National Awami, dont le dirigeant Haroon Bilour.

C'est dans ce contexte que **Peter Jacob**, du **Centre pour la Justice Sociale au Pakistan**, décrit les difficultés rencontrées par les organisations de la société civile quand elles tentent de s'impliquer dans le processus électoral.

*Une partie du gouvernement a toujours été sceptique vis-à-vis des OSC ; par conséquent, les actions contre à la fois les OSC internationales et nationales ont commencé bien avant, en 2015, principalement par le biais de lois d'enregistrement qui ont été utilisées pour limiter leurs opérations ou leur rôle dans les sphères sociale et publique. On a également lancé une campagne de diffamation, en particulier contre les groupes de défense de droits de l'homme, ce qui les a poussés à justifier leur propre existence pour continuer à exister. Les OSC sont également devenues victimes du terrorisme et, même si les attaques terroristes ont progressivement diminué depuis 2015, la situation n'est pas encore retournée à la normale. Par conséquent, les élections de juillet n'ont pas beaucoup contribué à améliorer les conditions de la société civile.*

*En raison de ces menaces, peu d'organisations ont pu participer ou même se préparer à mobiliser l'opinion autour des élections.*

En dépit des nombreux défis, Peter trouve des motifs d'optimisme prudent quant au niveau de participation des citoyens au vote :

*Les élections se sont déroulées à un moment où le précédent gouvernement faisait l'objet de procès pour corruption et d'autres chefs d'accusation. Il y avait donc beaucoup de spéculations et d'allégations de charcutage électoral. Le gouvernement et l'opposition ont convenu de former une commission parlementaire pour enquêter sur ces allégations. Quelle que soit l'issue, on s'attend à ce que cela contribue à apporter maturité et stabilité à la politique et à la gouvernance du Pakistan.*

*Le Pakistan a été confronté à d'énormes problèmes tels que le terrorisme et le non-respect des lois, des résultats économiques médiocres et une population en expansion. Il est compréhensible que le système gouvernemental soit faible et que la reprise soit progressive. De plus, le système électoral n'est pas assez solide pour permettre une transparence totale du processus électoral.*

*Le Pakistan est également confronté à un défi inhérent du fait de disposer d'une Constitution qui prévoit à la fois une théocratie et une démocratie, ou un mélange de religion et de politique, posant des risques spécifiques pour les droits des minorités religieuses.*

*Néanmoins, on peut dire que les citoyens ont largement participé aux récentes élections et que, par conséquent, la poursuite du processus démocratique laisse espérer la construction d'une démocratie plus complète. La décision de l'opposition de faire partie du Parlement a au moins permis de s'assurer qu'il n'y aurait aucune crise politique dans la phase qui suit immédiatement les élections.*

Mais si beaucoup étaient prêts à donner au prochain gouvernement d'Imran Khan le temps de faire ses preuves, tout optimisme était mis à l'épreuve en décembre lorsque 18 organisations de la société civile internationales ont **reçu l'ordre** de quitter le Pakistan, et que 20 autres risquaient d'être expulsées. Les 18 organisations, dont ActionAid, International Alert et Plan International, ont d'abord vu le renouvellement de leur enregistrement rejeté sans explication en novembre 2017. Cette décision va nuire aux



communautés desservies par ces OSC. Au Pakistan, les organisations internationales de la société civile fournissent à environ 34 millions de personnes une aide au développement et une aide humanitaire, et la perte de ce travail vital ne peut que peser sur la capacité du Pakistan à progresser dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. La décision est tombée dans des conditions déjà très restrictives pour les organisations de la société civile internationales travaillant au Pakistan, empêchées qu'elles étaient de faire campagne et du plaider. Cette décision a été prise malgré l'appel de nombreuses OSC locales de permettre aux OSC internationales de continuer à travailler au Pakistan. Les OSC nationales savent sûrement que, lorsque des restrictions sont imposées aux OSC internationales, la répression exercée sur la société civile nationale suit généralement.

Un autre test crucial pour le Premier ministre Khan est arrivé dans l'affaire Asia Bibi, en cours au moment de la rédaction du présent document. Asia, une catholique, a passé huit ans en attente d'une condamnation à mort pour blasphème avant d'être acquittée par la Cour Suprême en octobre. Mais ce n'était pas la fin de l'histoire : le verdict avait provoqué des protestations de la part de groupes islamistes, notamment le blocage de routes dans la capitale Islamabad, les manifestants insistant pour que la peine de mort soit rendue. Le Premier ministre Khan, qui avait initialement défendu la décision, a décidé de mettre fin à la manifestation en plaçant Asia sous protection rapprochée et en lui interdisant de quitter le Pakistan, en attendant que la Cour Suprême procède à un réexamen de son verdict. Selon certaines informations, sa famille serait pourchassée par des extrémistes et l'avocat d'Asia a dû fuir le Pakistan, convaincu que sa vie était en danger. L'action du gouvernement a eu pour effet de mettre un terme aux manifestations violentes, mais elle a suscité l'inquiétude parmi beaucoup de personnes, à savoir que le gouvernement cherchait trop facilement à caresser les extrémistes dans le sens du poil.

La situation d'Asia Bibi a mis en lumière les lignes de faille de la société pakistanaise autour de la question du blasphème et la manière dont les accusations de blasphème violent les droits de l'homme. Cela constitue

un test sur le niveau d'engagement du nouveau gouvernement envers les droits fondamentaux de la personne. La société civile, à la fois aux niveaux national et international, exhortera le nouveau gouvernement à respecter des normes élevées et espère qu'Imran Khan démontrera qu'il est maître de lui-même et qu'il n'est pas un pion de l'armée.

## CAMBODGE : UNE ÉLECTION À PARTI UNIQUE

Une élection qui n'allait jamais aboutir à un changement a eu lieu au Cambodge. Les élections de juillet ne pouvaient que renouveler le mandat du Premier ministre Hun Sen, le plus ancien Premier ministre du monde, en poste depuis 1985: le Parti du Sauvetage National du Cambodge (PSNC) avait été interdit en novembre 2017, et bon nombre de ses principales figures, dont le dirigeant Kem Sokha, ont été arrêtées ou emprisonnées, notamment pour insurrection et trahison.

Nous avons demandé à un représentant de la société civile cambodgienne, qui a tenu à garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, de décrire l'étendue de la répression, répression qui rendait très difficile pour la société civile d'agir aux alentours des élections:

*Il s'agissait d'une élection sans opposition, car après que le PSNC a obtenu des résultats sans précédent lors des élections locales de juin 2017, il fut dissous par la Cour Suprême au motif qu'il favorisait la dissidence avec l'aide de puissances étrangères. Comme on pouvait s'y attendre, le Parti du Peuple Cambodgien au pouvoir a remporté la quasi-totalité des 125 sièges en jeu.*

*Le gouvernement avait initialement invité les organisations de la société civile internationales à prendre part à la supervision des élections. Cependant, la plupart d'entre elles ont décliné l'invitation lorsqu'on a confirmé l'existence de problèmes structurels, notamment la dissolution du parti d'opposition et le manque d'indépendance du Comité Électoral National, ce qui rendrait les élections inéquitables et non inclusives.*

La société civile disposait de très peu d'espace pour dialoguer avec le gouvernement. En raison de la vague exigence de « neutralité politique » imposée par la Loi de 2015 sur les Associations et les Organisations Non Gouvernementales (LANGO), les OSC sont censées être politiquement neutres même lorsqu'elles participent à des forums de dialogue liés aux processus politiques. La clause de neutralité politique a été utilisée à plusieurs reprises pour fermer des OSC indépendantes ou leur refuser l'enregistrement. De plus, la plate-forme informelle de surveillance des élections gérée par la société civile a été interdite par le gouvernement. Les groupes de surveillance **approuvés par le gouvernement**, qui **ont avalisé** les résultats, avaient des liens étroits avec le parti au pouvoir.

Un certain nombre de lois et de règlements ont été utilisés contre la société civile, notamment la LANGO, la Loi Anti-Corruption et la



Le gouvernement a utilisé de manière intensive des lois draconiennes comme la LANGO, ce qui provoqué une forte résistance de la part de la société civile dès son approbation en 2015.

Crédit: LICADHO

Loi Fiscale. Les accusations de corruption contre les militants des organisations de la société civile, la fermeture des médias et diverses formes d'intimidation ont imposé des contraintes supplémentaires aux opérations de la société civile. Le gouvernement a appliqué un règlement, **annulé** en novembre, obligeant les organisations de la société civile à informer les autorités locales trois jours à l'avance avant toute activité sur le terrain. Voyant que des réglementations étaient introduites et strictement appliquées, la société civile a également recouru à l'autocensure aux alentours des élections.

Un document produit par l'Unité Presse et Réaction Rapide du Conseil des ministres, **le Livre Blanc sur la Situation Politique au Cambodge**, a pointé du doigt plusieurs organisations de la société civile comme étaient **liées** à une tentative de « Révolution de Couleur » soutenue par l'étranger. Les médias progouvernementaux ont également propagé la version selon laquelle certains dirigeants d'OSC étaient impliqués dans la Révolution de Couleur et collaboraient avec le PSNC. En outre, certains dirigeants d'OSC sont passés de la société civile à l'arène politique. Tous ces facteurs ont eu un impact négatif sur la visibilité de la société civile auprès du public.

La plupart des médias indépendants ont été fermés ou suspendus. En conséquence, la société civile n'avait pas les moyens appropriés pour exprimer ses préoccupations. Les espaces alternatifs sur les médias sociaux se sont également amenuisés, du fait de la multiplication des cas d'**arrestations** d'activistes des médias sociaux pour leurs publications en ligne ou leurs blogs. Les libertés en ligne **ont été réprimées** avant les élections et la censure sur Internet s'est intensifiée. La technologie de surveillance a été utilisée pour surveiller les communications numériques. De nombreux extraits de conversation impliquant des membres de partis d'opposition, des militants de la société civile et des dirigeants d'OSC ont été publiés et utilisés comme preuves à l'appui des accusations portées contre la société civile.

“  
LE RÉSULTAT  
DES ÉLECTIONS  
SIGNIFIAIT QUE LE  
CAMBODGE ÉTAIT  
REDEVENU, PAR  
DÉFINITION, UN ÉTAT  
À PARTI UNIQUE.  
”

*En résumé, l'espace déjà réduit pour la société civile s'est encore rétréci autour des élections, due à l'existence extrêmement réduite d'opportunités de dialogue multipartite, à l'utilisation intensive d'un cadre juridique répressif, du fait des atteintes à l'image de la société civile, de la visibilité réduite du public et du manque d'accès aux médias traditionnels, des restrictions en ligne ainsi que des problèmes de sécurité numérique.*

La **répression** des médias a rendu pratiquement impossible le partage d'autre chose que la version officielle. En mai, le gouvernement a **annoncé** qu'il surveillerait et contrôlerait les informations en ligne destinées à provoquer de l'« instabilité », et a chargé les fournisseurs de services Internet de filtrer ou de bloquer les contenus jugés contraires à la loi. En juin, le gouvernement a publié un code de conduite à l'intention des journalistes, leur interdisant de mener des interviews impromptues dans les bureaux de vote et de diffuser des informations qui conduisent à « une confusion et une perte de confiance ». Début juillet, le gouvernement a **publié** une nouvelle directive sur les « fausses nouvelles » en ligne, lui donnant le pouvoir d'emprisonner les gens jusqu'à deux ans, de leur infliger une amende de 1000 dollars américains et contraignant les sites Web à s'enregistrer auprès du ministère de l'information. Cette dernière disposition a démontré une fois de plus comment les États ont adopté et se sont appropriés de la terminologie de « fausses nouvelles » pour supprimer l'opposition légitime. En mai, le dernier quotidien indépendant, le Phnom Penh Post, a **été repris**, dans des conditions louches. 13 de ses cadres ont démissionné et son rédacteur en chef a été démis de ses fonctions. Quelque 32 stations de radio en langue khmère ont également **été fermées**.

Le résultat des élections signifiait que le Cambodge était redevenu, par définition, un État à parti unique. Mais si ce simulacre d'élection était censé conférer une validation de façade à une fausse légitimité, il y avait des indications qu'Hun Sen était peut-être allé trop loin. L'UE et les gouvernements du Japon et des États-Unis ont refusé d'envoyer des observateurs électoraux, en prenant soin de ne pas reconnaître que les élections étaient authentiques. Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Cambodge a **mis en doute** l'authenticité des élections. Après les élections, le Congrès américain a adopté une loi imposant des sanctions à Hun Sen et à son entourage, et l'UE a entamé un processus qui suspendrait l'accord de libre-échange conclu par le Cambodge si aucun progrès n'était réalisé l'année prochaine. Avant l'élection, 45 gouvernements s'étaient également **unis** pour demander au gouvernement de rétablir le PSNC. Les sociétés civiles nationales et internationales **ont ajouté** leurs voix de condamnation. Mais face à cela, la **Chine**, superpuissance locale, était, comme on s'y attendait, restée silencieuse. Notre interlocuteur expose ces différentes pressions internationales et explique comment le gouvernement cambodgien est souvent en mesure d'accomplir un exercice d'équilibriste entre les deux blocs :

*Les pays européens, les États-Unis et l'**Australie** ont exprimé leur inquiétude face à l'absence de progrès en matière de démocratie et au manque de garanties pour le processus électoral. Ils ont formulé des demandes clés et exercé des pressions sur le gouvernement pour qu'il réponde à leurs préoccupations. Ils ont fait pression sur le gouvernement en imposant des conditions à une collaboration future, en suspendant les **avantages commerciaux préférentiels** du Cambodge dans le cadre du programme de libre-échange « Tout Sauf les Armes » de l'UE et en supprimant toute aide dans certains secteurs.*

*Dans le même temps, la **Chine** et d'autres pays ont maintenu leur soutien total au gouvernement pendant le processus électoral et, plus récemment, lorsque l'Union européenne **a engagé des procédures** pour suspendre temporairement les préférences commerciales du Cambodge. De manière générale, le Cambodge est perçu comme un pays entre deux puissances et, partant, ne doit prendre aucun parti.*

Alors qu'il menaçait d'exercer des représailles contre l'UE, il y avait également des signes de concessions de la part du gouvernement face à cette attention de la communauté internationale. Le mois suivant les élections, 14 militants de l'opposition **ont été graciés** et libérés, tandis qu'en septembre, Kem Sokha a été libéré. En décembre, des **modifications** ont été apportées à un amendement de la loi rendant possible aux leaders de l'opposition bannis de revenir en politique. On avait l'impression que le gouvernement avait peut-être compris qu'il avait été trop loin et qu'il avait perdu sa légitimité internationale au lieu de la gagner. Maintenant que l'objectif avait été atteint, il pourrait peut-être se permettre certaines largesses.

Mais les vieilles habitudes semblent avoir la vie dure et, en septembre, l'ancien membre d'un parti d'opposition, **Ban Samphy**, a été condamné à un an de prison pour avoir partagé un article sur Facebook critiquant le roi, dans le cadre d'une première application de la nouvelle loi cambodgienne sur le lèse-majesté qui, tout comme la tristement célèbre **loi thaïlandaise**,

qualifie d'infraction toutes critiques envers la famille royale et permet ainsi la suppression d'un large éventail d'opinions dissidentes. Le même mois, cinq personnes liées à l'Association Cambodgienne des Droits de l'Homme et de Développement **ont été condamnées** à une peine de cinq ans d'emprisonnement pour ce qui semblait être des accusations arbitraires de subornation de témoin. Les premiers mois de 2019 ont été marqués par d'**autres** actes de répression des libertés de la société civile.

Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour renverser le mécanisme de répression cambodgien avant que le pays puisse être considéré comme une démocratie qui fonctionne. Notre interlocuteur conclut en présentant certaines des mesures qui pourraient être prises :

*Pour devenir un État démocratique avec un régime pluraliste, le gouvernement devrait avant tout donner aux dirigeants de l'ancien parti d'opposition l'occasion de reprendre leurs activités, même au travers de nouveaux partis politiques. Si les votes pouvaient être exprimés en faveur des individus plutôt qu'en faveur des partis politiques, cela pourrait aider.*

*Deuxièmement, il doit ramener la culture du dialogue entre le parti au pouvoir et l'ancien parti d'opposition et voir comment ils peuvent mieux se comprendre et faire en sorte que leurs activités se nuisent le moins possible l'un à l'autre et à la nation.*

*Enfin, le gouvernement devrait solliciter l'appui de la communauté internationale, en particulier des États signataires des **Accords de Paix de Paris** (APP) de 1991, qui ont mis fin à la guerre cambodgienne-vietnamienne. En plus de prévoir un cessez-le-feu, la fin de l'assistance militaire extérieure et le retrait des forces étrangères, les APP comprenait des dispositions visant à assurer l'exercice du droit à l'autodétermination par le peuple cambodgien, par le biais d'élections libres et équitables dans le cadre d'une réconciliation nationale. Nous devons redonner vie à l'esprit des APP.*



## RUSSIE : POUTINE DEMEURE SANS RIVAL

La **Russie** est un autre pays où le résultat n'a jamais été remis en doute. Le gouvernement a été accusé à plusieurs reprises d'ingérence dans les élections d'autres pays, mais il a également tenu ses propres élections présidentielles en 2018. Le président sortant, Vladimir Poutine, a officiellement revendiqué 77% des suffrages garantissant un quatrième mandat présidentiel lors du scrutin de mars. Le président Poutine jouit sans aucun doute du soutien de la population (les sondages lui ont toujours donné une longueur d'avance), mais il semblerait qu'il était important non seulement de gagner, mais de disposer du plus grand nombre de voix possibles ; comme dans le référendum sur le Burundi, lorsque le résultat est assuré, la priorité du vainqueur devient d'obtenir un taux de participation élevé. Les informations faisaient état de fraudes électorales à grande échelle dans l'ensemble du pays, notamment d'**allégations** de bourrages d'urnes et de taux de participation gonflés qui auraient pu ajouter jusqu'à **10%** à ce dernier.

L'OSCE **avait conclu** que les élections s'étaient déroulées dans «un environnement juridique et politique trop contrôlé, caractérisé par une pression continue sur les voix dissidentes», un «manque de véritable concurrence» et une couverture médiatique étendue et largement peu critique du président Poutine. La Plate-forme Européenne pour des Élections Démocratiques (EPDE) **a signalé** que de nombreux observateurs étaient connus comme partisans du président Poutine.

Le candidat qui aurait vraisemblablement présenté la plus grande menace au poste du président Poutine, Alexei Navalny, membre de la campagne anti-corruption, a été empêché de se présenter en janvier sur la base d'une condamnation antérieure pour détournement de fonds, que beaucoup pensent fabriquée. Cela a conduit à des manifestations en janvier, au cours desquelles Alexei Navalny a été **arrêté**. Il faisait partie des quelque 350 personnes arrêtées lors de manifestations contre la décision de l'empêcher de se présenter. Et juste avant les élections de mars, un groupe de jeunes militants qui semblaient faire précédemment partie d'un mouvement

jusque-là inconnu, appelé «Nouvelle Grandeur», ont été arrêtés et **détenus**, apparemment accusés d'être un groupe extrémiste cherchant à renverser le gouvernement.

Ces arrestations ne sont qu'une partie de la **campagne** de nouvelles répressions à l'approche des élections. Des **informations** font état d'actes de torture et de détention de militants dans les premiers mois de 2018. Difficile de ne pas croire que le gouvernement mettait hors d'état de nuire en prévision du vote quiconque risquerait de l'embarrasser. Quelques jours avant les élections, deux OSC engagées dans la supervision des élections ont été jugées «**indésirables**» par la Loi de 2015 sur les Organisations Indésirables, qui permet au gouvernement d'interdire les organisations en les qualifiant d'indésirables et en pénalisant les partenaires russes qui travaillent avec elles. L'une des organisations était l'EPDE et son partenaire russe, Golos, a donc dû cesser de coopérer avec l'EPDE pour l'observation des élections.

L'administration Poutine, avec une confiance renouvelée à la suite d'une élection réussie, s'est mise à resserrer davantage son emprise sur la dissidence. En avril, elle **a bloqué** l'application de messagerie cryptée Telegram, une plate-forme populaire en Russie, après que le service a refusé de remettre ses clés de cryptage aux forces de sécurité de l'État. Des milliers de personnes ont manifesté et 13 personnes auraient été arrêtées. Et en juillet, l'État a encore **étendu** sa loi déjà répressive sur les «agents étrangers», qui oblige les organisations de la société civile et les médias bénéficiant d'un soutien international à se désigner comme «agents étrangers», un terme clairement destiné à entretenir la méfiance de la population; ceux désignés comme «agents étrangers» sont également soumis à une réglementation intrusive. Selon les derniers amendements adoptés par le parlement russe, la Douma, les journalistes, ou simplement des citoyens tels que des blogueurs, peuvent être qualifiés d'« agents étrangers », de même que toute personne qui accepte de l'argent d'une organisation russe qui reçoit un financement international. Des modifications ont également été apportées à la législation pour rendre plus difficile pour les organisations de la société civile étrangères d'ouvrir des bureaux en Russie et plus facile pour les autorités de suspendre

les organisations de la société civile enregistrées en tant qu'agents étrangers. Cela avait tout l'air d'un durcissement du pouvoir après les élections.

Ces modifications visant à durcir davantage les lois ont une signification internationale, car les restrictions de la Russie à l'égard des «agents étrangers» ont été imitées, notamment en **Hongrie** et en **Israël**. Partout où le populisme nationaliste et de droite est en hausse, la société civile progressiste est taxée d'organisation financée par l'étranger ou d'agents de puissances étrangères. La Russie est un laboratoire où les stratégies de répression de la société civile sont testées pour l'exportation. Ironiquement, en 2018, une loi sur les «agents étrangers» a été **proposée** en **Ukraine**, avec qui la Russie est en conflit ouvert, dans le but déclaré de limiter l'influence de la Russie dans la perspective des élections de 2019 en Ukraine.

Les nombreuses lois répressives de la Russie n'ont pas empêché la tenue de nouvelles manifestations, même si elles se heurtaient souvent au type de violence et de détentions auquel nous sommes maintenant **habitués**. Les manifestations ont accueilli l'investiture du président Poutine en mai, menant à la **détention** de 1600 personnes environ, dont Alexei Navalny, **condamné** à 30 jours de prison. En septembre, des **manifestations** populaires ont également eu lieu dans toute la Russie contre le projet de relever l'âge de la retraite. La police a eu recours à la force pour disperser les manifestations et aurait détenu plus de 800 personnes.

En août, les parents des membres du jeune groupe « Nouvelle Grandeur » arrêtés en mars ont **protesté** dans la capitale Moscou et dans d'autres villes, contre le maintien de leur détention, ont dénoncé les mauvais traitements infligés à leurs enfants, et ont suggéré qu'ils auraient été victimes d'un **guet-apens** de la part des membres des forces de sécurité; il est apparu que des agents des forces de sécurité s'étaient infiltrés dans les réseaux sociaux, avaient inventé le mouvement, puis avaient arrêté ceux qui semblaient apporter leur soutien. À la suite des manifestations, certaines des personnes arrêtées ont été transférées en résidence surveillée, mais le défenseur des droits de l'homme Lev Ponomarev a **été condamné** à 25 jours de prison en décembre pour avoir publié un message sur Facebook appelant à une manifestation pour soutenir les jeunes impliqués dans cette affaire.

Le président Poutine peut désormais être assuré qu'il lui restera six ans pour façonner davantage le pays à son image, période pendant laquelle il pourrait choisir son successeur ou convertir son règne en présidence à vie. Les manifestations continueront de réclamer une Russie meilleure, mais on peut s'attendre à faire face à plus de répressions de la part d'un régime porté par le résultat des élections.



Des activistes de Pussy Riot ont envahi le terrain durant la finale de la Coupe du Monde en juillet à Moscou.

Crédit: Ian MacNicol/Getty Images

## CAMEROUN : 36 ANS ET CE N'EST PAS FINI

De même au **Cameroun**, il y avait peu de chance que l'élection présidentielle d'octobre puisse apporter un bouleversement. Le président Paul Biya s'est porté candidat après 36 années au pouvoir. Il a officiellement remporté un septième mandat, obtenant 71% des voix.

Il a été aidé par une opposition divisée, qui n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat unique. Les élections se sont également déroulées dans un pays divisé : les régions minoritaires anglophones du Cameroun sont le théâtre d'un conflit violent entre séparatistes armés et forces de sécurité, conflit qui s'est **intensifié** en 2018. La répression exercée par le gouvernement sur ce qui avait commencé comme un mouvement d'indépendance pacifique a été le théâtre de nombreuses **violations** des droits humains, notamment le meurtre et la détention de personnes soupçonnées d'être des partisans de la sécession ainsi que l'incendie de villages. Le conflit a **déplacé** des centaines de milliers de personnes, dont environ 25 000 fuyant vers le **Nigéria** voisin. Au moment des élections, on **a rapporté** qu'au moins 400 civils et 170 officiers de police et militaires avaient été tués dans les régions anglophones au cours de l'année écoulée. Les activistes anglophones n'étaient pas seuls : l'année a également été marquée par des attaques contre des activistes de défense des droits des autochtones, des défenseurs de l'environnement et des droits des LGBTQI. Pendant ce temps, les forces terroristes de Boko Haram répandent la violence dans le Nord.

Dans ce contexte, et avec certains bureaux de vote installés dans des **casernes militaires**, il n'était pas surprenant que le taux de participation dans les régions anglophones soit très bas : à peine de 5%, **semble-t-il**. Cela témoigne à la fois du mécontentement des citoyens anglophones et de l'efficacité des menaces des séparatistes sur les électeurs potentiels.

Mais même ainsi, comme au Cambodge, l'élite dirigeante a pris peu de risques et s'est efforcée de fausser davantage le vote en sa faveur. Parmi les irrégularités **alléguées** par les groupes d'opposition figurent la violence, les cas d'intimidation des électeurs et de bourrage d'urnes, tandis que plusieurs

candidats de l'opposition à la présidence ont **accusé** le diffuseur public de couverture biaisée. Une manifestation de l'opposition prévue en septembre pour dénoncer l'utilisation de casernes militaires comme bureaux de vote **a été interdite** pour des raisons d'ordre public. Et avant l'annonce des résultats, les manifestations et rassemblements ont été interdits et des restrictions au niveau d'Internet, notamment des ralentissements et des limitations dans la connexion, **ont été mises en place**. Le gouvernement camerounais a l'habitude de le faire, notamment lors de la **coupure** de trois mois d'Internet imposée aux régions anglophones en 2017.

La victoire a déclenché ce qui semblait être une nouvelle répression de la liberté d'expression : au moins six journalistes **ont été arrêtés** pour avoir couvert la situation politique et la crise dans les régions anglophones. En octobre, la police **a empêché** trois organisations de la société civile d'organiser une conférence de presse sur les résultats des élections, en encerclant l'hôtel dans lequel l'événement devait se dérouler. Le même mois, une marche de l'opposition pour protester contre le résultat à Douala, la plus grande ville du Cameroun, **a été interdite**. Les forces de sécurité ont été déployées en très grand nombre au début et à la fin de l'itinéraire prévu et devant les domiciles de deux dirigeants de l'opposition. Des policiers anti-émeutes ont également été envoyés dans des endroits stratégiques pour prévenir d'éventuelles manifestations à Douala et dans la capitale, Yaoundé.

Au milieu de toute cette répression post-électorale, de nouvelles violences se sont produites : En novembre, on **a rapporté** qu'au moins 15 personnes ont été tuées lors d'affrontements dans les régions anglophones. La violence et la répression semblent devoir se poursuivre. La victoire du président Biya aux élections ne fera que peu de différence pour de nombreux citoyens camerounais.

## BANGLADESH : UN AN DE RÉPRESSION PROVOQUE UN RAZ-DE-MARÉE EN FAVEUR DU PARTI AU POUVOIR

Le **Bangladesh** est un autre pays où les perspectives de changement étaient



peu probables. Avant les élections de décembre, la situation des droits de l'homme, déjà précaire, **s'est détériorée** davantage, le parti au pouvoir, la Ligue Awami, cherchant systématiquement à ne laisser aucune place pour toute dissidence et soutien à l'opposition.

En janvier, le gouvernement a commencé à arrêter des partisans du Parti Nationaliste du Bangladesh (BNP), parti d'opposition, en prévision du verdict dans un procès pour corruption dirigé contre la dirigeante du BNP et ancienne Premier ministre Khaleda Begum Zia. Elle a été reconnue coupable et condamnée à une peine de cinq ans d'emprisonnement, ce qui l'a tenue à l'écart des élections. Près de 5 000 personnes, des partisans de l'opposition ou simplement soupçonnés de l'être, ont été arrêtées lors de la rafle. Le BNP **a accusé** le gouvernement d'avoir procédé à des arrestations massives et d'avoir impliqué des personnes sur la base de fausses accusations. Plusieurs candidats de l'opposition ont **été agressés** ou ont été victimes de disparitions forcées et d'homicides extrajudiciaires. En mars, **Jakir Hossain Milon**, militant du BNP, est décédé alors qu'il était en garde à vue. Sa famille a affirmé que sa mort résultait de la torture.

La politique d'arrestations massives s'est poursuivie. En septembre, un porte-parole du BNP a déclaré que plus de 1 500 dirigeants et militants de partis avaient été arrêtés à travers le Bangladesh au cours d'une période de deux semaines. La police en uniforme et en civil aurait, selon le porte-parole, effectué une descente dans les maisons des dirigeants du BNP et intimidé les membres de leurs familles. Le même mois, des policiers en civil ont **arrêté** des dizaines de manifestants devant le Club National de la Presse alors qu'ils participaient à une manifestation pacifique pour demander la libération de Khaleda Zia. Également en septembre, la police a **arrêté** plusieurs dirigeants et membres du BNP avant une réunion publique prévue dans la capitale, Dhaka.

De **nombreuses** arrestations et détentions arbitraires de personnalités de l'opposition ont été suivies de milliers de poursuites judiciaires, en vertu de diverses lois, lancées contre des dirigeants et des sympathisants des partis de l'opposition, en particulier le BNP, avec de nombreuses accusations

apparemment sans fondement. En novembre, on **a affirmé** que 3 736 actions en justice auraient été intentées contre 313 130 dirigeants et sympathisants de l'opposition.

À l'approche des élections, les forces de l'ordre et les militants du parti au pouvoir **ont continué d'entraver** les réunions et rassemblements de l'opposition. En novembre, la police a mis fin à une manifestation organisée par le parti politique Islami Andolan Bangladesh pour exiger des élections libres et équitables. Le même mois, des militants pro-gouvernementaux ont attaqué une réunion du BNP, faisant huit blessés parmi les membres du BNP. Des membres et des militants de la ligue Awami ont également attaqué des membres du BNP lors d'une réunion interne chez un dirigeant du BNP.

La répression s'est étendue à la société civile, la bloquant alors qu'elle tentait de demander des comptes au parti au pouvoir et de surveiller les élections. Le groupe de défense des droits de l'homme **Odhikar** a été la cible d'une **campagne de diffamation** menée par des médias pro gouvernementaux, qui l'ont **accusé** d'activités anti-étatiques et ont appelé à sa fermeture. Pendant des années, Odhikar a été **délibérément** soumis à des retards bureaucratiques et le renouvellement de son enregistrement obligatoire a été retenu par le Bureau des Affaires des ONG. Le personnel et les militants d'Odhikar ont été placés sous surveillance et ont fait l'objet d'arrestations arbitraires pour leurs activités. En novembre, la Commission Électorale du Bangladesh a brusquement **annulé** l'inscription d'Odhikar en tant qu'observateur électoral.

Les médias étaient confrontés à des restrictions s'ils réalisaient des reportages qui nuisaient à l'image du gouvernement. En juin, la Commission de Réglementation des Télécommunications du Bangladesh (BTRC) a brièvement bloqué deux sites Web d'information bangladeshis. En juillet, dans l'un des nombreux cas où des groupes d'étudiants progouvernementaux ont été **mobilisés** pour réprimer la dissidence, des membres de la Ligue des Chhatras du Bangladesh, branche étudiante de la Ligue Awami, **ont agressé** et **blessé** Mahmudur Rahman, ancien rédacteur en chef d'un journal qui a été



“  
 EN OCTOBRE,  
 LES MEMBRES  
 DU CONSEIL  
 ONT FORMÉ UNE  
 CHAÎNE HUMAINE  
 POUR EXIGER DES  
 MODIFICATIONS DE  
 LA LOI DE SÉCURITÉ  
 NUMÉRIQUE,  
 EXPRIMANT LEURS  
 CRAINTES QUE  
 CETTE LOI SOIT  
 UTILISÉE POUR  
 BÂILLONNER LES  
 JOURNALISTES.

”

fermé par le gouvernement. En 2013. Il comparaissait devant un tribunal pour demander sa libération sous caution dans le cadre d'une action en diffamation criminelle intentée contre lui pour des propos désobligeants portés à l'encontre de personnalités politiques de haut rang. Selon un **rapport** publié en juin par Odhikar, il y a eu au moins 16 cas de disparitions forcées et 40 attaques contre des journalistes au cours des six premiers mois de l'année seulement.

Les restrictions ont été renforcées par la Loi sur la Sécurité Numérique, **adoptée** en septembre, qui a remplacé certains articles de la Loi sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). **L'article 57** de la loi sur les TIC offrait depuis 2013 un outil essentiel pour la répression des critiques, des militants et des autres voix dissidentes; elle **a été décrite** comme une loi de facto sur le blasphème, incriminant quiconque «blesse ou peut blesser les convictions religieuses». La nouvelle loi incorporait non seulement l'article 57, mais allait aussi plus loin en ajoutant d'autres infractions définies de manière large et vague et en infligeant des peines disproportionnées. Il donnait à l'État le pouvoir de bloquer ou de supprimer toute information contenue sur les médias numériques censée entraver l'harmonie ou l'ordre public ou susciter une haine intercommunautaire. La loi prévoit des peines sévères pour diffamation, atteinte à l'esprit religieux ou pour publication ou diffusion délibérée de textes susceptibles de propager la haine et de créer l'inimitié. Il criminalise la diffusion de propagande négative contre l'hymne national, le drapeau national, la guerre de libération du Bangladesh et le cheikh Mujibur Rahman, chef de l'indépendance et père de l'actuel Premier ministre Sheikh Hasina. La version historique autour de la guerre d'indépendance reste controversée à cause des revendications contradictoires sur les rôles joués par les pères des principaux chefs de partis et parce que les enfants des combattants de la liberté continuent de bénéficier d'une position privilégiée, avec un système de quotas leur donnant un accès privilégié aux emplois à la fonction publique; les militants pour la réforme du système de quotas faisaient partie des personnes **visées**.

La Loi sur la Sécurité Numérique a été adoptée en dépit de la vive **opposition** des journalistes et des militants des droits de l'homme, **notamment** du Conseil des Éditeurs du Bangladesh. En octobre, les membres du Conseil ont formé une **chaîne humaine** pour exiger des modifications de la loi, exprimant leurs craintes que cette loi soit utilisée pour bâillonner les journalistes. Plus tard dans le même mois, la police a utilisé leurs nouveaux pouvoirs pour arrêter Moinul Hosen, un critique éminent du gouvernement et l'un des principaux organisateurs d'une coalition entre le BNP et d'autres partis, pour diffamation. En octobre, **Zafrullah Chowdhury**, éminent militant des droits à la santé, **a été inculpé de trahison** pour avoir prétendument fait de fausses déclarations contre le chef de l'armée. D'autres accusations ont par la suite **été déposées** contre lui, notamment des accusations d'appropriation illicite

des terres et d'extorsion. Beaucoup ont estimé que les charges retenues contre lui étaient motivées par son rôle dans le rassemblement de la coalition d'opposition.

**Shahidul Alam**, photojournaliste et militant de renom, a été **arrêté** et placé en détention en août après avoir donné une interview sur les **manifestations** étudiantes violemment **réprimées** par les forces de sécurité, notamment au sujet du système de quotas. En vertu de l'article 57, il a été inculqué pour **déclarations** «fausses» et «provocantes». Des experts en droits de l'homme des Nations Unies ont **condamné** sa détention et demandé sa libération. En octobre, une soixantaine de photographes ont assisté à une **manifestation** pour exiger sa libération immédiate. Shahidul **a été libéré sous caution** en novembre, après avoir passé 107 jours en prison.

Pour compléter cette répression, les autorités ont mis en place une **surveillance** intensive et intrusive, ainsi qu'un contrôle des réseaux sociaux. La police a enregistré des centaines de plaintes, notamment contre des auteurs de publications sur les médias sociaux et des journalistes critiquant le BNP et ses dirigeants. En octobre, le gouvernement a annoncé la création d'un groupe de neuf membres, chargé de « détecter les rumeurs » sur les réseaux sociaux, notamment Facebook – outil clé pour exprimer la dissidence et organiser des manifestations au Bangladesh – et les signaler à la BTRC pour filtrage ou blocage. À l'approche de l'élection de début décembre, la BTRC **a bloqué** 54 sites Web d'information dans le but déclaré d'empêcher la propagation de rumeurs. Une unité de police d'élite a arrêté le rédacteur en chef du site d'informations Daily71 et l'a placé en détention provisoire en vertu de la loi sur la Sécurité Numérique pour avoir prétendument « publié des nouvelles séditeuses, fausses et sans fondement » sur les réseaux sociaux.

La censure a également été exercée dans les milieux universitaires. Le professeur Morshed Hasan Khan **a été suspendu** de l'Université de Dhaka pour avoir écrit une chronique critique sur Sheikh Mujibur Rahman, qui a suscité des protestations de la part de l'aile étudiante de la Ligue Awami. Un autre universitaire et écrivain de renom, Zafar Iqbal, **a été attaqué** au couteau

par un assaillant qui l'accusait d'être «un ennemi de l'islam». Il s'agissait d'une accusation grave, car depuis 2013, des **extrémistes** religieux **ont tué** plus d'une douzaine d'écrivains, blogueurs et activistes athées, laïques ou non musulmans ; ceci apparemment légitimé par le climat juridique répressif.

Lors de l'évaluation de l'Examen Périodique Universel (UPR) réalisée par le Bangladesh au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies en mai, le gouvernement avait répondu par **le silence et le déni** aux questions concernant les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme. En dépit de ces nombreuses graves défaillances, le Bangladesh a été en octobre l'un des nombreux États réprimant les droits de l'homme **élu** au Conseil des Droits de l'Homme pour la période allant de 2019 à 2021, remettant en question l'efficacité de cette institution en ce qui concerne la redevabilité des États *(voir section 4)*..

À la fin de l'année, la campagne de répression a fini par payer pour le BNP et le Premier ministre Hasina, tandis que le parti au pouvoir et ses partenaires de la coalition recueillait **un score exceptionnel** de 96% des suffrages, remportant tous les sièges à l'exception de 10. Le jour du scrutin, au moins 17 personnes parmi les membres du parti et la police ont trouvé la mort, de nombreux cas d'irrégularités dans les scrutins et un accès limité des observateurs électoraux indépendants. Il semble que l'opposition a peu de marge de manœuvre pour demander des comptes au gouvernement sortant ; il semble certain qu'une société civile indépendante, de défense des droits, devra continuellement se battre pour réclamer son espace.

## EGYPTE : UN FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION INDICATEUR DE MÉCONTENTEMENT.

De même, l'élection présidentielle **égyptienne** de mars dernier avait pour seul objectif de maintenir au pouvoir le président sortant Abdel Fattah el-Sisi, ancien chef de l'armée. Le président Sisi a impitoyablement **réprimé** la société civile depuis son arrivée au pouvoir en 2014, et de nombreux militants de la

société civile et de l'opposition ont été emprisonnés, tandis que certaines des principales organisations de la société civile ont été **calomniées** par des dirigeants politiques qui les ont accusées d'être des armes au service des agences étrangères de renseignement. Et pour ne rien laisser au hasard, Sami Hafez Anan, qui a annoncé son intention de se présenter contre le président Sisi en janvier, a été **arrêté** et placé en détention presque immédiatement au motif qu'il violait le code militaire égyptien. Un autre candidat potentiel, Ahmed Shafiq, a également **retiré** sa candidature en janvier après avoir été arrêté à son domicile aux **Émirats Arabes Unis** et déporté en Égypte.

Cela signifiait que le président Sisi affrontait uniquement un candidat symbolique, choisi parmi les rangs de ses partisans, et que l'élection remplissait sa fonction de retour du titulaire, même si le **taux de participation** était faible (41% seulement) et avec un nombre exceptionnellement élevé, plus que d'habitude, de bulletins de vote abimés. **Il a été rapporté** que plus d'un million d'électeurs auraient biffé les deux noms sur le bulletin de vote et écrit à la place le nom du footballeur égyptien Mohamed Salah, au point qu'il s'est officieusement classé deuxième, bénéficiant d'un soutien plus important que le candidat symbolique de l'opposition. Quand seuls subsistent les apparats de la démocratie et que sa substance a été effacée, les citoyens vont se saisir de tout moyen qui se présentera pour communiquer leur frustration.

## ZIMBABWE : PAS DE RUPTURE DÉCISIVE AVEC LE PASSÉ

Les élections au **Zimbabwe** ont maintenu le parti au pouvoir aux affaires, ne permettant pas la rupture décisive avec le passé que beaucoup espéraient. Cette élection, destinée à choisir le président et les membres du parlement, était la première depuis que l'ancien président Robert Mugabe, qui dirigeait le pays depuis 1980, avait été contraint par l'armée de **démissionner** suite à un différend sur le sort de son successeur en novembre 2017. Mais les élections, tenues fin juillet avec les résultats annoncés en août, ont maintenu au pouvoir le ZANU-PF, parti au pouvoir depuis l'indépendance du Zimbabwe. Emmerson Mnangagwa, l'ancien vice-président qui a remplacé

Robert Mugabe, est revenu aux affaires comme vainqueur, dépassant de peu la moitié des suffrages et évitant ainsi un second tour contre le candidat classé deuxième. La ZANU-PF a également maintenu son contrôle sur les deux chambres du Parlement, malgré des pertes subies au profit du principal groupe d'opposition, l'Alliance du Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC).

Compte tenu du caractère serré des résultats, les partisans de l'opposition ont immédiatement **remis en question** la crédibilité de l'élection. Des **irrégularités** dans l'enregistrement des électeurs, des cas de **menace** et d'**intimidation**, y compris le refus de l'aide alimentaire aux partisans de l'opposition dans certaines zones rurales, ont été signalées. Alors que les élections étaient essentiellement pacifiques, on ne pouvait pas en dire autant des suites de celles-ci, lorsque les **manifestations** qui ont suivi l'élection ont provoqué une réaction disproportionnée des forces de sécurité. Au moins six personnes **ont été tuées** le 1er août lorsque la police a ouvert le feu sur une manifestation devant la Commission Électorale du Zimbabwe. La police a également frappé des personnes et utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau. De nombreux membres de l'opposition se sont cachés après que les forces de sécurité et d'autres personnes non identifiées **ont recherché** des responsables de l'opposition, les **ont attaquées** et intimidées. Le 2 août, la police **a effectué une descente** au siège du MDC, accusant l'opposition de fomenter de la violence, les locaux ont été scellés et 22 personnes ont été emmenées pour interrogatoire. Le lendemain, la police anti-émeute **a pris d'assaut** et tenté d'interrompre une conférence de presse du MDC. Plusieurs journalistes ont également **été agressés**, à la fois avant les élections et pendant les violences post-électorales.

Les événements qui ont suivi ont montré que la réaction musclée face aux manifestations qui remettaient en cause les résultats des élections n'était pas un événement isolé: en janvier 2019, les **manifestations** liées aux prix de l'essence ont été réprimées avec **une force meurtrière**, des **détentions** et une **coupure** d'internet.

Pour le moment, le nouveau Zimbabwe ressemble beaucoup à l'ancien. Les élections au Zimbabwe ont montré que, comme en Égypte et au Pakistan, l'armée continue d'être la force dominante du paysage politique du pays. Comme dans tant d'autres pays, l'expérience du Zimbabwe a montré qu'une simple rotation des élites, complètement prises dans les jeux du pouvoir politique plutôt que dans un désir réel de voir le changement, ne suffisait pas pour instaurer une démocratie véritable.

## RWANDA : COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT

Au Rwanda, les élections législatives se sont déroulées en septembre comme si de rien n'était. Alors que deux partis d'opposition faisaient leur entrée au Parlement pour la première fois, la coalition au pouvoir du Front Patriotique Rwandais demeurait de loin le plus gros parti. Lors des élections, une personne empêchée de prendre la parole a été l'ancienne candidate à la présidence, Diane Rwigara, toujours en détention pour des accusations de fraudes fiscales et d'insurrection. Son procès a été reporté et les biens de sa famille vendus aux enchères par le gouvernement. Elle a finalement été acquittée en décembre.

Comme au Cambodge, le gouvernement rwandais a paru célébrer sa victoire en faisant preuve de largesses, une fois que la question du maintien du contrôle du parlement avait été bien réglée. Peu après les élections, 2140 prisonniers politiques ont été libérés, notamment la chef de l'opposition, Victoire Ingabire, et un musicien, Kizito Mihingo. Mais le président Paul Kagame, en poste depuis 2000, a rappelé à ceux qui étaient assez chanceux d'avoir été libérés qui était le chef, les avertissant d'être « humbles » et « prudents », faute de quoi ils seraient renvoyés en prison.

Depuis longtemps déjà, le Rwanda a su comment utiliser son statut de success story du développement post-conflit pour minimiser son manque de libertés démocratiques. Mais l'exemple de l'Éthiopie au nord [discuté ci-dessus] a mis en évidence les limites du modèle de développement mené par l'État que le Rwanda a suivi. La société civile va maintenant demander au Rwanda de suivre l'Éthiopie sur la voie des réformes.

## AZERBAÏDJAN : UN AUTRE RÉSULTAT PRÉVISIBLE

Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, au pouvoir depuis 2003, a convoqué une élection présidentielle anticipée pour avril, six mois plus tôt. Il a affirmé que la situation en matière de sécurité dans le territoire contesté du Haut-Karabakh nécessitait un vote anticipé, mais beaucoup ont estimé que son véritable objectif était de prolonger le pouvoir du président avant même que toute opposition puisse s'organiser. Aucune élection gagnée par le président Aliyev n'a jamais été jugée libre ou juste par les observateurs internationaux, et l'édition 2018 ne serait pas différente. Elle s'est tenue dans un contexte d'espace civique verrouillé où de nombreuses voix dissidentes sont derrière les barreaux et où les médias indépendants sont étroitement limités.

Se plaignant du manque de temps pour s'organiser et de conditions restrictives, les principaux partis de l'opposition ont boycotté les élections. Malgré les circonstances difficiles, environ 1000 personnes ont manifesté fin mars pour réclamer des élections libres et équitables et demander le boycott du vote d'avril. D'autres manifestations ont eu lieu et, même si elles étaient tolérées, les manifestants ont été avertis de ne pas utiliser de slogans particuliers.

Le président Aliyev a remporté l'élection sans difficulté ; comme en Égypte, plusieurs de ceux qui se sont opposés à lui auraient été triés sur le volet pour n'offrir qu'une opposition symbolique. Une fois encore, les observateurs ont décrété que l'élection n'avait pas été libre ni équitable. L'OSCE a conclu que le vote s'était déroulé dans un environnement restrictif où les libertés fondamentales étaient déniées. Son rapport soulignait le bourrage d'urnes et l'absence de pluralisme des médias. En réponse, les partisans du président ont envahi la salle où se tenait la conférence de presse de l'OSCE et l'ont forcée à s'arrêter.

Après sa victoire aux élections, le gouvernement du président Aliyev a décidé de consolider son pouvoir en bloquant une série de sites d'informations,





En janvier l'ascension au pouvoir du président du Honduras, Juan Orlando Hernández, a été l'occasion de protestations, après une élection généralement considérée comme frauduleuse.

Crédit: Valerian Mazataud/Anadolu Agency/Getty Images

en **dénigrant** les OSC et en **faisant emprisonner** plusieurs militants qui ont organisé une manifestation pour commémorer le Jour du Réveil National, qui marque l'anniversaire du premier soulèvement populaire contre le pouvoir soviétique. Apparemment, une nouvelle renaissance du pouvoir populaire n'a que trop tardé en Azerbaïdjan.

## HONDURAS : LA RÉPRESSION QUI FAIT SUITE À UNE ÉLECTION VOLÉE

En janvier, au **Honduras**, le président Juan Orlando Hernández a prêté serment comme président pour un second mandat, alors que sa victoire à l'élection de novembre 2017 avait été largement condamnée pour son caractère **frauduleux**. La proclamation des résultats a déclenché des manifestations populaires, qui se sont à leur tour heurtées à la répression étatique. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a conclu qu'une force excessive et meurtrière avait été utilisée contre les manifestations post-électorales, au moins sept personnes ayant été tuées dans le cadre d'exécutions extra-judiciaires. Le rapport s'est également inquiété de l'absence de poursuites judiciaires à l'encontre de membres des forces de sécurité accusés de violence. Les défis identifiés dans le rapport pourraient être à nouveau constatés en juin, lorsque le parquet du pays a classé l'affaire contre trois policiers accusés d'avoir torturé un groupe de défenseurs de droits de l'homme l'année précédente. En réponse, le HCDH a publié un communiqué pointant du doigt une impunité persistante.

Tout au long de l'année 2018, ce sont les citoyens du Honduras qui ont payé le prix de la victoire du président, car ils vivaient dans un climat de détérioration des droits humains tandis que le gouvernement se braquait, refusant à plusieurs reprises de faire des concessions. Les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, les manifestants, les journalistes et les partisans de l'opposition, y compris les meurtres, se sont poursuivis alors que **la crise postélectorale** continuait en 2018.

En janvier, l'opposition a appelé à une grève d'une semaine ; La police a déployé de nombreux barrages routiers pour tenter dissuader les

manifestants de se joindre à l'action. Et lorsqu'une manifestation a fini par se tenir dans le district de Colon, des policiers ont ouvert le feu, tuant Anselmo Villarreal, un passant. En février, des gaz lacrymogènes ont été utilisés pour **disperser** les manifestations étudiantes.

Le même mois, une **délégation des Nations Unies** est arrivée dans le but de discuter avec différents groupes, d'évaluer la situation et d'organiser un dialogue national. La délégation a notamment recommandé la création d'une commission d'enquête indépendante sur l'environnement postélectoral, y compris les violations des droits de l'homme. Mais pour montrer à quel point il était devenu difficile d'exprimer une dissidence légitime, une manifestation tenue devant les bureaux de l'ONU en Honduras a été réprimée alors que la délégation rencontrait des dirigeants de l'opposition. Des gaz lacrymogènes ont également été utilisés lors d'affrontements entre étudiants et policiers.

En février, la CIDH a également tenu une **audience** avec des représentants des organisations de la société civile, qui ont recueilli les preuves et témoignages de 38 assassinats, des 76 personnes torturées, des menaces contre 73 militants, de 1257 cas d'arrestation, de la détention de 24 prisonniers politiques, de 393 blessés au cours de manifestations, du déplacement de 105 personnes en raison de la violence politique et de 192 cas de répressions de manifestation. Les preuves ont clairement mis en évidence une répression systématique et organisée.

Le gouvernement a toutefois refusé de soutenir une proposition de l'opposition visant à créer une commission indépendante chargée d'enquêter sur 23 décès au cours de la crise post-électorale. Plutôt que de reconnaître les problèmes ou de donner suite aux recommandations, le gouvernement est passé à l'offensive. En février, un responsable gouvernemental a **accusé** les organisations de la société civile de déstabiliser le pays et d'être la cause d'une grande partie de ses problèmes. Le responsable semblait viser deux OSC qui faisaient campagne contre un projet minier dans la région d'Azacualpa dans lequel plusieurs hommes politiques ont, paraît-il, un intérêt financier.

En mars, une manifestation anti-gouvernementale dans la ville de Choluteca

a été réprimée par des balles en caoutchouc et deux autres manifestations anti-gouvernementales ont été réprimées en avril. Le même mois, l'avocat des droits de l'homme, **Carlos Hernández**, a été assassiné dans la ville de Tela. Les premiers mois de 2018 ont également fait apparaître **plusieurs cas** où des manifestations de travailleurs et d'activisme environnemental ont été empêchées. En mai, la police a réprimé une manifestation à l'occasion de la fête du Travail. Elle a également réprimé une manifestation contre la hausse des prix de l'électricité à l'aide de canons à eau et à coups de gaz lacrymogènes.

Quiconque s'opposant au pouvoir de l'État, qu'il conteste le résultat de l'élection ou réagisse à un autre problème, pourrait être une cible: En mai, des activistes occupant le site d'un projet de développement hydroélectrique **ont été expulsés** de force par la police et l'armée, en utilisant des gaz lacrymogènes. En juillet, une **grève** nationale de cinq jours des transports contre le péage et la hausse du prix du carburant a été organisée mais les manifestations ont été suivies d'arrestations avec l'usage habituel de gaz lacrymogènes. Il y a eu également plusieurs cas d'agressions contre des journalistes qui ont rendu compte des actions de la police. Les étudiants qui protestaient contre les frais de transport **étaient menacés** d'expulsion de leurs institutions et les enseignants qui autorisaient des actions de protestation risquaient d'être renvoyés. En août, une vidéo a apparemment montré deux manifestants étudiants, Mario Suárez et Gerson Meza, se faisant **kidnapper** par des agents de sécurité. Ils ont été retrouvés morts le lendemain.

Il n'est donc guère étonnant que lors de sa visite au Honduras, en avril et en mai, le Rapporteur Spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, **Michel Forst**, a conclu que la vaste majorité des défenseurs des droits de l'homme au Honduras ne travaillaient pas dans un environnement sûr et favorable, en attirant particulièrement l'attention sur les conflits liés aux droits fonciers et aux ressources naturelles. De même, le **rapport** d'une délégation de la CIDH qui s'est rendue au Honduras en juillet et en août a décrit les conditions de risque extrême pour les défenseurs des droits de l'homme ainsi que la criminalisation croissante des activités en faveur des

“  
LE HONDURAS  
CONTINUE D’ÊTRE  
UN EXEMPLE  
TYPIQUE MONTRANT  
COMMENT DES  
ÉLECTIONS  
ENTACHÉES  
D’IRRÉGULARITÉS,  
TOUT EN PERMETTANT  
AUX ÉLITES DE  
CONSERVER LE  
POUVOIR, FINISSENT  
PAR AVOIR BESOIN  
D’UNE POLITIQUE  
DE RÉPRESSION  
CONTINUE ET DE  
DÉNI DES DROITS DE  
L’HOMME POUR SE  
MAINTENIR.

”

droits de l’homme. Le rapport concluait que les manifestations post-électorales avaient été réprimées avec une force aveugle et disproportionnée.

Malheureusement, le Honduras continue d’être un exemple typique montrant comment des élections entachées d’irrégularités, tout en permettant aux élites de conserver le pouvoir, finissent par avoir besoin d’une politique de répression continue et de déni des droits de l’homme pour se maintenir.

## MALI : UNE PETITE PAGE D’HISTOIRE ÉLECTORALE

Un petit bout d’histoire des élections a été écrit au Mali en août lorsque, pour la première fois, l’élection présidentielle a donné lieu à un second tour, avant la victoire finale du président sortant. Les votes se sont déroulés dans une atmosphère de tension, avec **de plus en plus** de restrictions sur Internet, notamment le ralentissement des connexions et le blocage de certains sites de réseaux sociaux. La station de radio Renouveau FM **a été fermée** en août par le gouverneur de la capitale, Bamako, après qu’un de ses programmes a diffusé des allégations de fraude électorale faites par un activiste de l’opposition ; quand elle **a été autorisée** à rouvrir, c’était sans le programme controversé. Trois journalistes de la télévision française ont également **été arrêtés** et interrogés à leur arrivée pour couvrir le scrutin.

Avant les élections, une manifestation de l’opposition **a été dispersée** à coups de gaz lacrymogènes et de matraques, avec plusieurs journalistes agressés physiquement. La manifestation avait été interdite par le gouverneur de Bamako. À la suite du vote, les accusations de fraude électorale par l’opposition ont conduit à des manifestations, y compris une **manifestation** de plusieurs milliers de personnes à Bamako en août, qui avait été initialement interdite avant d’être autorisée à se dérouler. Une autre manifestation de l’opposition à la veille de l’investiture en septembre a également **été interdite**, et quand elle s’est tenue en dépit de l’interdiction, il y a eu de violents affrontements et l’utilisation de gaz lacrymogènes. Une autre manifestation de l’opposition **a été interdite** et dispersée en novembre et une manifestation prévue en décembre a été interdite. Les troubles semblent prêts à se poursuivre.

## SÉNÉGAL : INQUIÉTODES AVANT LES ÉLECTIONS DE 2019

Avec une élection présidentielle tenue au Sénégal en février 2019, 2018 a connu plusieurs manifestations organisées pour la défense des libertés démocratiques, notamment des manifestations organisées par l’opposition. Les relations entre le parti au pouvoir et les partis d’oppositions se sont tendues suite aux cas d’**irrégularités** signalés lors des élections législatives de 2017, lors desquelles des personnes se sont plaintes d’avoir été empêchées de voter en n’ayant pas reçu de carte d’identité biométrique. Parmi d’autres sujets importants de discord, il convient de citer l’**exclusion** de certains dirigeants

clés de l'opposition aux élections de 2019, en raison de condamnations pour corruption dont beaucoup **ont interrogé** le caractère politique, les modifications du code électoral qui ont augmenté le nombre de signatures de soutien qu'un candidat à la présidentielle doit rassembler et le fait que le ministère de l'Intérieur, plutôt qu'un organe indépendant, organise des élections.

Plus d'un millier de personnes **ont manifesté** dans la capitale, Dakar, en février, pour se plaindre à propos de l'émission de cartes d'identité. Une autre **manifestation** de l'opposition à Dakar en avril a été interdite. Lorsque les manifestants ont protesté malgré tout, une forte présence d'éléments de sécurité a été déployée, des gaz lacrymogènes ont été utilisés et un certain nombre de manifestants ont été arrêtés, notamment des dirigeants de l'opposition et des membres du mouvement social Y'en a marre, qui a joué un **rôle de premier plan** pour inciter les gens à faire tomber le président d'alors Abdoulaye Wade, quand en 2012, il s'était présenté pour un troisième mandat au mépris de la Constitution. Des manifestations ont également eu lieu en juillet, août et septembre. Plusieurs dirigeants de l'opposition **ont été arrêtés** et des gaz lacrymogènes ont été utilisés.

Les forces de sécurité ont la réputation de recourir à la violence pour réprimer les manifestations au Sénégal: une manifestation étudiante au mois de mai a été réprimée avec des balles réelles et un étudiant, **Mouhamadou Fallou Sène**, a été tué. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés contre une **manifestation** étudiante en janvier et une autre manifestation étudiante en février s'est terminée en de violents affrontements. L'année a également été marquée par des actes d'**agression** à l'encontre des journalistes qui ont couvert des opposants politiques. Les organisations de la société civile ont été visées: en novembre, le gouvernement **a retiré** la licence d'exploitation de Lead Afrique Francophone, une organisation de la société civile qui, entre autres activités, avait financé le mouvement Y'en a marre. Plusieurs OSC **ont condamné** la mesure.

Au moment de la rédaction du présent document, on a **annoncé** la victoire

du titulaire Macky Sall pour un second mandat. Il va maintenant faire face aux attentes de la société civile pour lutter contre la polarisation et respecter les droits fondamentaux qui ont été bafoués dans sa marche vers la victoire.

## ÉTATS-UNIS : LA SOCIÉTÉ CIVILE S'ATTAQUE À LA SUPPRESSION DES ÉLECTEURS

Même les États manifestement démocratiques n'y échappent pas, les citoyens connaissent également des entraves dans l'exercice de leur rôle dans les élections. Aux **États-Unis**, autour des élections de mi-mandat de novembre, la question de la suppression des électeurs a été mise à l'ordre du jour, du fait que divers gouvernements d'États et municipalités, principalement aux mains de politiciens républicains, ont empêché des électeurs éligibles d'exercer leur droit de vote.

Les manœuvres actuelles de suppression des électeurs sont l'équivalent moderne **des taxes électorales** et des **tests d'alphabétisation** utilisées jadis dans les États du Sud au cours de la triste époque Jim Crow; elles visent les mêmes populations exclues. Leur introduction à l'époque moderne marque une dégradation des pratiques démocratiques, les élections étant de moins en moins perçues comme une compétition pour gagner les voix des citoyens mais plutôt comme une querelle sur le point de savoir qui a le droit de vote et, par conséquent, qui est considéré ou non comme un citoyen. Les règles de vote sont clairement rédigées avec une **intention partisane** comme au Texas, où les licences d'armes à feu sont considérées comme des éléments d'identification d'électeur acceptables, alors que les détails d'identifications à l'université ne le sont pas. Plusieurs États posent des obstacles inattendus aux étudiants universitaires se trouvant hors de leurs États et qui souhaitent voter, et plusieurs criminalisent les pratiques communes d'incitation à voter dites « get-out-the-vote » ; en Arizona, par exemple, collecter des bulletins de vote par correspondance pour les transporter vers un lieu de vote est maintenant un délit.

D'autres limitations, telles que l'instauration de restrictions sur le vote par





L'une des cofondatrices de Black Lives Matter, Alicia Garza, a parlé de la Marche des Femmes de Las Vegas, Nevada, durant le lancement de la tournée du recensement électoral en janvier.

Crédit: Ethan Miller/Getty Images

anticipation ou les votes par correspondance, ont tendance à toucher les citoyens à faible revenu, qui généralement ne bénéficient peut-être pas des horaires flexibles de travail ni ne sont en mesure de prendre du temps pour voter les jours de semaine, étant donné qu'aux États-Unis les élections ont toujours lieu le mardi. Les recherches suggèrent que les électeurs noirs votent tôt dans des proportions beaucoup plus élevées que les électeurs blancs. Les restrictions imposées au vote anticipé entraînent également des durées d'attente plus longues le jour du scrutin, qui touchent également de manière disproportionnée les personnes qui ne peuvent pas se permettre de perdre leur salaire en faisant la queue debout pendant des heures.

Dans un pays qui emprisonne plus de personnes que tout autre, les lois qui privent les criminels condamnés de leurs droits de vote sont un outil puissant pour supprimer le droit de vote. Les personnes à faible revenu et les Afro-Américains sont emprisonnés de manière disproportionnée. Des millions de citoyens se voient refuser le droit de vote sur cette base et sont confrontés à des procédures fastidieuses pour recouvrer leur droit de vote.

Des initiatives visant à purger les listes électorales de prétendus noms en double se sont également multipliées dans des États contrôlés par les Républicains. Sans surprise, les noms communs de famille des Noirs et des Hispaniques ont été les plus supprimés, privant des citoyens de leur droit de vote. Les purges d'électeurs dont les informations d'identité personnelles ne concordent pas ont également été les plus touchés, principalement dans les districts à prédominance noire et hispanique.

L'impact des tactiques dites de suppression de tout électeur était de réduire le soutien accordé aux voix plus progressistes. **Karena Cronin et Ryan Spain** de **La Fondation Andrew Goodman** décrivent des expériences récentes et des tactiques de suppression des électeurs :

*La suppression des électeurs n'est pas un phénomène nouveau dans la politique américaine. Ce qui est nouveau, toutefois, c'est la récente résurgence de ces efforts pour décourager ou empêcher certains groupes d'exercer leur droit de vote.*

*Un grand nombre de lois électorales restrictives ont été adoptées par les assemblées législatives des États dans tout le pays. Ces lois ont systématiquement affecté, de manière négative et disproportionnée, trois groupes de personnes : les jeunes, les minorités raciales et les personnes issues de milieux socio-économiques plus pauvres. Les personnes appartenant à ces trois catégories en ressentent les effets avec plus d'acuité. Que ce soit en imposant des exigences contraignantes en matière d'identité des électeurs, en compliquant les politiques de vote par correspondance, en imposant des exigences de preuve contraignantes en matière de résidence, ou même en fermant des sites entiers de vote, des efforts clairs et constants ont été déployés au nom des assemblées législatives partisans des États pour accomplir une seule tâche : amoindrir la possibilité de vote des citoyens qui n'appartiennent pas au même parti qu'eux. Ces manœuvres vont de ces exigences de vote susmentionnées plus faciles à constater à des tactiques telles que le charcutage électoral pour un exercice plus systématique du pouvoir.*

*Quelle que soit la forme prise par ces politiques et manœuvres, le résultat est le même : les voix et les votes de certains groupes – en particulier les jeunes, les minorités raciales et les personnes issues de milieux socio-économiques défavorisés – ne sont pas pleinement pris en compte dans la démocratie américaine, laissant l'objectif d'équité politique non atteint.*

*Les élections présidentielles de 2016 ont également révélé la vulnérabilité des élections américaines à la suppression des électeurs par des acteurs extérieurs. Divers rapports ont montré comment les campagnes russes avaient profité des lignes de faille raciales aux États-Unis et utilisé une tactique « racialisée » visant à décourager le vote noir.*

Les mesures de suppression des électeurs font partie d'une stratégie visant à prolonger le pouvoir politique en place et, de ce fait, elles menacent la

véritable compétition et le droit au changement de pouvoir qui devraient caractériser une démocratie véritable. Lorsque de telles mesures sont introduites, elles sont généralement présentées comme des solutions contre la fraude électorale, même si des recherches ont révélé qu'il existait peu de fraude électorale. Alors que les recherches suggèrent que ces manœuvres ont tendance à avoir un faible effet, en réduisant le taux de participation d'à peine quelques points, dans les élections serrées et avec des enjeux élevés pour la victoire, ces marges pourraient être essentielles.

Le tableau qui se présentait aux élections de novembre était contrasté. Un candidat qui, tout en étant responsable du bureau de supervision des élections en Géorgie, a procédé à des purges électorales massives visant les électeurs noirs, a ensuite remporté le poste de gouverneur de la Géorgie, battant de peu une concurrente qui, si elle avait gagnée, aurait été la première gouverneure noire des États-Unis. Suite à la fermeture de centaines de bureaux de vote et des exigences imposées par une loi de « la correspondance exacte », le jour du scrutin en Géorgie a été marqué par des erreurs techniques et de longues queues, obligeant les bureaux de vote à rester ouverts tard dans la nuit. Le vainqueur n'ayant obtenu qu'une avance de trois points, les tactiques de suppression des électeurs ont peut-être fait toute la différence.

Au Kansas, toutefois, le titulaire a été battu malgré l'adoption de mesures qui ont conduit l'État à se classer parmi les plus mauvais en matière de droits des électeurs. Selon l'Union Américaine pour les Libertés Civiles, le Kansas a perdu plus de 100 bureaux de vote au cours des dernières années, et les plaintes pour suppression des électeurs visant les Hispaniques lors des élections de novembre abondent. Dans le comté de Wyandotte, par exemple, un bureau de vote situé dans un quartier à forte population hispanique a été placé dans le même bâtiment qu'un commissariat de police, ce qui aurait probablement mis certains électeurs potentiels mal à l'aise, alors que dans Dodge City, à majorité hispanique, le seul bureau de vote a été déplacé vers un endroit éloigné en dehors des limites de la ville et loin des lignes de bus. Comme ailleurs, des groupes de la société civile se sont mobilisés pour surmonter

les restrictions, dans ce cas en louant des camionnettes, en alignant des volontaires pour conduire les électeurs aux urnes et en mettant en place une ligne d'assistance téléphonique pour solliciter un moyen de transport retour.

Dans le Dakota du Nord, où le sénateur démocrate en exercice avait été élu avec un fort soutien des amérindiens, les autorités républicaines ont instauré une nouvelle règle relative à la carte d'identité en vue d'obliger les électeurs à fournir la preuve de leur adresse résidentielle actuelle, essayant ainsi de supprimer le **vote de milliers d'Amérindiens** vivant dans les réserves. Des groupes et des défenseurs des droits de vote amérindiens se sont mobilisés pour générer des adresses postales afin que des milliers de résidents des réserves puissent voter. Alors que le candidat républicain remportait le vote par un large écart, ce qui signifiait que la suppression des électeurs n'aurait pas pu faire la différence, cela importait tout de même pour les personnes à qui on déniait les droits.

Comme ces exemples le suggèrent, la société civile s'est efforcée d'exposer les manœuvres souvent louches et de faire de la suppression des électeurs un sujet urgent dont on doit débattre, tout en préparant au mieux sur le terrain les électeurs à sortir pour voter. Karena et Ryan exposent brièvement la réponse de la société civile :

*Bien que ces faits combinés dépeignent un sombre tableau quant aux perspectives d'une démocratie qui fonctionne correctement, la société civile se mobilise de manière efficace et innovante pour revendiquer le droit de vote et disposer d'un gouvernement plus représentatif. Ce mouvement est dirigé par de vieilles organisations de défense des droits civiques ainsi que par de nouvelles organisations dynamiques créées au cours des dernières années en réponse à la suppression élevée des électeurs. Tandis que l'objectif et la méthodologie de ces organisations vont du contentieux à l'activation pair à pair entre jeunes, en passant par le plaidoyer politique, tous ces acteurs se sont engagés à instaurer une démocratie plus inclusive, dans laquelle les américains sont à la fois habilités et en mesure de voter. Et il y*

*a des signes prometteurs que ces efforts, ainsi que ceux de citoyens concernés et impliqués à travers le pays, portent leurs fruits.*

*Lors des élections de mi-mandat de l'année dernière, les électeurs de la Floride ont approuvé une initiative de vote qui rétablissait les droits de vote de 1,4 million de floridiens condamnés antérieurement pour crimes graves. Desmond Meade, architecte de ce mouvement à succès, **a plaidé** en 2010 en faveur de la restauration des droits des criminels, lorsque peu d'organisations, même progressistes, pensaient que ce changement fut possible. En janvier 2019, l'État de New York a adopté des réformes historiques en matière de vote, notamment le vote anticipé, la consolidation primaire et le pré-enregistrement des mineurs de 16 et 17 ans, qui ont propulsé le système de vote obsolète de New York au XXI<sup>e</sup> siècle. Ces gains viennent après des années de plaidoyer d'une multitude d'acteurs de la société civile et après l'arrivée d'un leadership plus récent au sein de la **coalition Let NY Vote/Laissez New York Voter**, une coalition non partisane à l'échelle de l'État regroupant des groupes et des citoyens luttant pour rendre le vote plus accessible et plus équitable pour tous les new yorkais éligibles.*

*En 2018, la Fondation Andrew Goodman était co-plaignante aux côtés de la **Ligue des Femmes Électrices de Floride** dans une **action en justice** qui défendait au Secrétaire d'État de l'État de Floride d'interdire aux campus universitaires et aux universités de se servir de centres de vote anticipé. Grâce aux efforts de nombreux groupes de défense des droits civils et à la mobilisation des étudiants, cette victoire a conduit à l'installation de **12 bureaux de vote par anticipation** sur des campus universitaires et universités en Floride, facilitant ainsi l'accès à l'urne pour 60000 floridiens.*

Bien que beaucoup reste à faire pour s'assurer que tous puissent voter, il est clair qu'il existe un engagement renouvelé au sein de toute la société civile, aux niveaux local, de l'État et au niveau fédéral, pour lutter contre la



suppression des électeurs et pour donner à chaque américain éligible le droit de voter.

## THAÏLANDE : L'ÉLECTION TANT RETARDÉE NE SERA PROBABLEMENT NI LIBRE NI ÉQUITABLE

En **Thaïlande**, la société civile demandait instamment que des élections soient organisées et qu'elles soient libres et équitables. En septembre, les réglementations relatives à la tenue d'élections ont finalement été adoptées, après quatre ans de **régime militaire**. Les élections, que la junte militaire thaïlandaise avait initialement promises pour novembre, étaient prévues pour février 2019; en janvier 2019, elles ont de nouveau **été reportées** à mars 2019. Mais les comportements de la junte ne laissaient guère présager qu'elle était prête à évoluer vers une démocratie ouverte. En mai, trois hommes politiques **ont été accusés** de sédition après une conférence de presse au cours de laquelle ils ont critiqué la junte. Le même mois, une manifestation en faveur de la démocratie **a été réprimée**. Peu de temps après la manifestation, nous avons demandé à l'un des participants, **Rangsiman Rome** du **Groupe pour la Restauration de la Démocratie**, de raconter son expérience:

*Le 22 mai, jour du quatrième anniversaire du coup d'État militaire, des centaines de manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer des élections. Soixante-deux d'entre eux, dont moi-même, ont été accusés d'avoir violé les ordres de la junte. Quarante-et-un d'entre nous ont été accusés d'infractions passibles d'une peine maximale de trois ans d'emprisonnement. Mais les 21 personnes restantes, y compris moi-même, ont également été inculpées de sédition au titre de l'article 116 du Code pénal et font l'objet de six chefs d'accusation en vertu de la Loi relative à l'Assemblée Publique. Pour toutes ces accusations, la peine maximale que les tribunaux peuvent imposer est de sept ans d'emprisonnement.*

*Pour ma participation au mouvement en faveur de la démocratie, j'ai été détenu dans un camp militaire et envoyé en prison. Je suis*



En mai, lors du quatrième anniversaire du coup d'Etat de 2014, les citoyens thaïlandais ont manifesté à Bangkok pour exiger la tenue d'élections générales.

Crédit: Kyodo News via Getty Images



*actuellement poursuivi à la fois par des tribunaux militaires et civils.*

En novembre, huit des personnes arrêtées, y compris Rangsiman, **ont été mises en accusation** pour sédition. Alors que Rangsiman poursuit, ses expériences sont tristement typiques de ce que beaucoup de membres du mouvement pour la démocratie en Thaïlande rencontrent aux mains de l'armée :

*Le coup d'État de 2014 a mis fin à la démocratie en Thaïlande. Au cours de ces années de régime militaire, les violations des droits de l'homme et des libertés civiles ont été généralisées et systématiques. Les libertés d'expression et de réunion sont sévèrement réprimées et leur exercice a entraîné des arrestations, des poursuites et des sanctions arbitraires. De nombreux militants en faveur de la démocratie ont été inculpés dans plusieurs affaires pénales pour leurs actions de protestation et l'expression de leur dissidence.*

*Selon un **rapport** publié en mai par les Avocats Thaïlandais pour les Droits de l'Homme, l'armée a convoqué 1138 personnes pour les contraindre à changer d'attitude à l'égard du gouvernement militaire. Au moins 264 manifestations organisées par des citoyens ont été annulées par l'armée et 2408 civils ont été poursuivis devant des tribunaux militaires. Au moins 18 personnes ont été torturées par des militaires lors de leur arrestation.*

*La situation de la société civile est terrible. Les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales continuent de se produire quotidiennement. Par exemple, les autorités **ont poursuivi** les meneurs de la marche «We Walk/Nous Marchons» pour avoir organisé une manifestation politique; ont intimidé les étudiants activistes en envoyant des officiers de la police et de l'armée les suivre dans leurs universités et leurs domiciles; et emprisonné des militants qui organisaient un événement anti-corruption visant le vice-Premier ministre, le général Prawit Wongsuwan.*

*Les membres du mouvement People Want Elections/Le Peuple Veut des Elections, qui se sont opposés aux tentatives de la junte de prolonger son pouvoir et de reporter les élections à une date ultérieure, ont été intimidés à plusieurs reprises par des représentants du gouvernement. Beaucoup ont été poursuivis par ordre de la junte. L'une des multiples dispositions légales utilisées à l'encontre des manifestants est l'article 12 de l'ordonnance No. 3/2015, qui criminalise les rassemblements politiques de cinq personnes ou plus, infraction passible de six mois d'emprisonnement au maximum, ainsi que l'article 116 du Code pénal relatif à la sédition. Jusqu'à présent, 136 personnes ont été poursuivies en vertu de ces lois.*

*En même temps que les citoyens thaïlandais sont punis pour avoir critiqué l'État, le gouvernement dirigé par la junte promeut librement un ensemble de valeurs antidémocratiques ouvertement autoritaires, connues sous le nom de «12 valeurs thaïlandaises », destinées aux écoliers et appliquées dans le système éducatif officiel. Dans ces conditions, la démocratie semble maintenant plus inaccessible que jamais.*

Alors que la junte prétendait **avoir assoupli** sa mesure d'interdiction des activités politiques, la **répression** des militants pro-démocrates s'est poursuivie tout au long de 2018. En août, le militant pro-élection **Ekachai Hongkangwan** a été agressé et tabassé. Le même mois, trois militants anti-coup d'Etat **ont été condamnés** à une peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir protesté en déchirant des bulletins de vote lors du référendum de 2016 sur la nouvelle constitution introduite par la junte militaire. En septembre, six militants pro-élections qui avaient pris part à une manifestation pour réclamer des élections anticipées ont **été inculpés** de sédition. Également en septembre, Thanathorn Juangroongruangkit, fondateur d'un nouveau parti politique, **a été accusé** de diffusion de fausses informations après avoir publié un discours sur Facebook accusant la junte de chercher du soutien pour les partis militaristes. La junte avait de plus en plus l'air paranoïaque lorsqu' en septembre elle **a inculpé** quatre personnes pour sédition pour avoir imprimé

des t-shirts censés soutenir le républicanisme, et également quand elle a annoncé en octobre qu'elle **enquêtait** sur le groupe Rap Against Dictatorship/Rap Contre la Dictature pour avoir posté une chanson critiquant la junte. Dans de telles conditions, aucune élection ne pourrait être libre ou juste.

En dépit de ce climat difficile pour l'activisme, Rangsiman estime que la pression de la société civile a eu un impact et sans cela, la junte se serait tenue à l'écart de sa promesse d'organiser des élections. Au-delà de cela, Rangsiman décrit le travail que son organisation accomplit pour tenter de contrer le lavage de cerveau de la junte et construire des valeurs démocratiques à la base, ainsi que le soutien dont on a besoin de l'extérieur de la Thaïlande :

*Le Groupe pour la Restauration de la Démocratie est un groupe d'activistes qui cherche à restaurer la foi en la démocratie en Thaïlande par le biais d'une normalisation culturelle, afin que les Thaïlandais perçoivent la démocratie comme un élément de la culture et de l'identité thaïlandaises. Afin de ramener la démocratie en Thaïlande, nous cherchons à inculquer la valeur de la représentation au peuple thaïlandais et à former une jeune génération qui croit en la démocratie, chose essentielle au fonctionnement d'une société démocratique. Nous voulons construire une organisation politique civile fonctionnant parallèlement avec le système parlementaire et comblant les lacunes de la démocratie représentative.*

*De nombreux pays essaient d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement militaire. Par exemple, ils ont été invités par les gouvernements britannique, français et américain à se rendre dans leur pays pour discuter d'accords commerciaux. Tout cela ne fait que renforcer le gouvernement militaire. Le gouvernement militaire a saisi cette opportunité pour faire de la propagande et obtenir un soutien supplémentaire de la communauté internationale. Les gouvernements ayant à cœur la démocratie et les organisations internationales de la société civile, devraient entreprendre des actions de solidarité pour isoler le gouvernement militaire thaïlandais. Ils doivent faire pression sur tout gouvernement qui souhaite établir une relation avec le gouvernement militaire, car leur soutien à notre gouvernement autoritaire ne nous aide pas à améliorer notre situation.*

## TOUR D'HORIZON : AUTRES ÉLECTIONS EN 2018

Comme l'indiquent les exemples ci-dessus, dans de nombreux pays, l'espace civique était restreint et les restrictions se sont multipliées aux environs des élections. Ce ne sont pas les seuls cas. Deux jours avant les élections sénatoriales de mars de la Côte d'Ivoire, une manifestation de l'opposition dans

“

LA PRESSION DE  
LA SOCIÉTÉ CIVILE  
A EU UN IMPACT;  
SANS CELA, LA  
JUNTE SE SERAIT  
TENUE À L'ÉCART  
DE SA PROMESSE  
D'ORGANISER DES  
ÉLECTIONS.

”

la capitale économique, Abidjan, demandait la réforme de la Commission Électorale indépendante du pays. Des manifestants **ont été dispersés** à coups de gaz lacrymogènes et 18 personnes ont été arrêtées, dont le porte-parole de la coalition de l'opposition qui a organisé les manifestations, qui a été arrêté alors qu'il s'adressait à des journalistes. Lors de la manifestation, le journaliste Landry Beugré a été arrêté alors qu'il faisait une interview et le blogueur Coulibaly Daoud a été agressé et arrêté, tandis que d'autres journalistes ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes et empêchés de travailler. Le mois suivant, les personnes arrêtées **ont été condamnées** à 12 jours de prison et à une amende de 50 000 francs CFA (environ 100 dollars américains). Elles ont également perdu leur droit de vote pour une période de cinq ans. Alors que les partis d'opposition **ont boycotté** les élections, le parti au pouvoir a remporté l'essentiel des sièges.

A **Djibouti** également, l'opposition a boycotté les élections. Lors des élections législatives de février, la coalition au pouvoir, l'Union pour la Majorité Présidentielle, **a remporté** 90% des sièges. Les élections ont été boycottées par l'opposition, qui a affirmé que le système politique était fortement biaisé en faveur des dirigeants en place et que les élections ne pouvaient être libres ou équitables. L'absence d'une commission électorale indépendante était particulièrement préoccupante. Les OSC ont formulé des critiques **similaires** du processus électoral en prévision des élections. Le Président Ismaïl Omar Guelleh est aujourd'hui l'un des dirigeants les plus anciens de l'Afrique. Il est au pouvoir depuis 1999. La position stratégique de Djibouti dans la Corne de l'Afrique signifie qu'il fait face à peu de pressions internationales pour se démocratiser.

Même agir au lendemain d'une élection peut être à l'origine d'une mesure restrictive de droits. En janvier, au **Kenya**, le chef de l'opposition Raila Odinga, qui continue à contester la gestion des **élections de 2017**, a prêté serment à la demande de ses partisans comme «président du peuple» lors d'un simulacre de cérémonie d'investiture. Le gouvernement a réagi avec fureur. Le même jour, le Mouvement National de Résistance de Raila Odinga **a été qualifié** d'organisation criminelle. Cela a permis une nouvelle vague de répression,

y compris contre les médias qui ont couvert la cérémonie: trois chaînes de télévision et plusieurs stations de radio locales **ont été coupées** pendant l'événement. Les chaînes de télévision n'ont été autorisées à rediffuser que le mois suivant. Au moins deux membres de l'opposition qui avaient assisté à la cérémonie ont été arrêtés et l'un d'eux a été **déporté** au Canada, car il possède une double nationalité. Un autre membre de l'opposition **a rapporté** que des personnes avaient ouvert le feu sur sa maison. Plusieurs autres ont vu leurs passeports confisqués.

**Cuba** est entré dans l'ère post-Castro en avril après que Miguel Díaz-Canel a été choisi comme nouveau président, mais les élections à l'Assemblée Nationale le mois précédent ont été précédées d'une **répression**. En février et mars, environ 70 membres de l'Unión Patriótica de Cuba ont été arrêtés. Ils auraient subi des sévices en prison. Des observateurs électoraux du groupe Cuba Decides ont également été arrêtés, détenus et empêchés de faire leur travail, et six militants ont été empêchés d'assister à un atelier sur les élections en Argentine, l'une des nombreuses **interdictions de voyager** imposées par l'État en 2018.

Au **Salvador**, on **a documenté** en mars plus de 25 attaques contre la liberté d'expression dans le cadre des élections législatives et municipales, les plus courantes étant d'empêcher les journalistes d'assister aux comptages de voix.

L'élection des **Fidji** en novembre a maintenu aux affaires le parti au pouvoir, mais présageait une évolution inquiétante. En avril, deux politiciens de l'opposition ont été condamnés à au moins 18 mois **d'emprisonnement** pour sédition. Ils ont été reconnus coupables d'avoir peint au pistolet des slogans anti-gouvernementaux sur les murs. Ils ont continué à nier cette accusation. Tandis qu'une loi à portée étendue sur la sécurité numérique a été votée conférant à la police une grande latitude pour contrôler le discours en ligne, une préoccupation dans un pays où la **liberté des médias** est déjà extrêmement limitée. À l'approche des élections, plusieurs politiciens ont également fait des commentaires à **caractère raciste**. Aux îles Fidji, comme dans tous les pays couverts par le présent rapport, la société civile continuera de faire pression pour les libertés démocratiques.